



Vert Automne

Organisation suisse par canton de clubs de travail et de loisirs pour les aînés.

Mesdames et Messieurs,

Le rapport des forces des diverses classes d'âge de la population s'est profondément modifié depuis une centaine d'années. Hommes et femmes parviennent de plus en plus nombreux à l'automne de leur vie et, fort heureusement, dans un état de santé généralement meilleur que ce fut le cas jadis. L'hygiène corporelle et alimentaire, les progrès de la médecine et de la chirurgie, un certain confort matériel, un peu moins de soucis immédiats et quotidiens, tout cela fait que Suisses et Suissesses passent allégrement le cap des soixante ans. Il y a, dans notre pays, selon les dernières estimations officielles, près de 700 000 personnes qui comptent trois fois vingt ans et plus. De ce nombre considérable – et qui représente le 46% de la jeunesse au-dessous de vingt ans! – on peut estimer que la moitié au moins est en bonne santé physique et mentale. De cette moitié, une part importante peut et souvent désire ne pas demeurer inactive. L'oisiveté est fréquemment la cause première de divers troubles. Ceux-ci peuvent prendre des formes variées et affecter le physique à travers le moral ou inversement. D'autre part, pour ceux qui n'ont pas de solides retraites, pour bien des rentiers de l'A.V.S., les moyens d'existence sont si limités, qu'ils n'ont pas toujours la possibilité de nouer les deux bouts sans soucis, sans sacrifices. Eh bien! c'est à cela que notre mouvement veut remédier en procurant, à qui en éprouve le

besoin et dans la mesure du possible, du travail et des occasions de se divertir.

Sortir des milliers de citoyens et de citoyennes de leur isolement, les intégrer et les intéresser à quelque œuvre utile, leur permettre d'entrer en relation avec des gens de leur âge au cours de réunions récréatives, leur offrir l'occasion de gagner quelques sous pour arrondir leurs petites rentes, voilà quels sont essentiellement les buts de **Vert Automne**.

Les créateurs de ce mouvement vont bientôt proposer des travaux et des récréations convenant à des sexagénaires, à des travailleurs qui, tout en ayant encore bonne santé et bonne volonté, ne peuvent ni ne souhaitent se fatiguer au-delà de leurs forces.

Les promoteurs du mouvement voudraient donc savoir très exactement quel est le statut réel de la vieillesse suisse, quelles ressources elle possède encore, quel est le nombre de ceux et de celles qui ont envie de travailler, de se distraire, de prévenir et de fuir au besoin la solitude, de chasser l'ennui générateur de mauvaise humeur et de maladie.

Le questionnaire que voici a été rédigé de telle manière que chacun peut y répondre à sa guise. Sa première partie comporte des indications qu'il est indispensable de fournir pour que l'on puisse établir l'état nominatif des personnes qui sont disposées à entrer dans les clubs pour y travailler. La seconde partie, elle, propose un

assez grand nombre de questions auxquelles il est souhaitable que le plus grand nombre réponde clairement.

Sur la base des renseignements ainsi recueillis, des spécialistes en gérontologie (la science qui s'occupe de tout ce qui concerne la vieillesse) pourront, mieux que ce n'est le cas actuellement, déterminer les besoins, les aspirations des aînés de la nation. Une fois établi ce panorama de la vie quotidienne moyenne de près d'un demi-million de citoyens et citoyennes, il sera possible de déceler ce qui pêche dans notre organisation sociale, matériellement et moralement. Les pouvoirs publics, comme tous ceux qui ont à cœur de voir chacun vieillir dans la joie et le contentement sans amertume, pourront prendre des mesures, préparer les voies à une meilleure compréhension de l'opinion publique des importants problèmes de la vieillesse.

Vert Automne est une organisation sans aucune couleur politique ni confessionnelle. Ce n'est pas une œuvre charitable ou d'assistance ou de bienfaisance. Non. C'est une organisation de solidarité sociale, une entreprise qui sera étendue à tout le pays. **Vert Automne** veut créer des occasions de travail en équipe ou individuel, des heures de récréation accessibles à tous. Il entend surtout favoriser des prises de contact entre gens de même génération, ayant mêmes souvenirs et préoccupations identiques.

Toutes les activités prévues seront à la portée des hommes et des femmes ayant atteint et dépassé la soixantaine. Elles tendront surtout à être et à demeurer des activités d'ornement et de complément et principalement des activités dites sociales, ces dernières souffrant d'un manque grave de personnel auxiliaire. Ainsi nos clubs n'entreront-ils pas du tout en compétition avec les activités du cadre économique actuel de notre pays.

Il y a, en effet, quantité de travaux qui ne se font pas et auxquels on ne pense guère, du fait de la rareté de la main-d'œuvre indigène et aussi par suite d'un certain manque d'imagination.

L'essentiel est que tous les intéressés, comprenant nos buts, apportent non seulement leur adhésion, mais aussi leur bonne volonté, leur confiance et, qui sait, leur enthousiasme. Car **Vert Automne** ne vivra que d'optimisme et de sérénité.

Vert Automne veut reconquérir, pour la vieillesse, une considération qu'elle a perdue au cours des siècles en Occident, sous l'empire d'une conjoncture essentiellement matérialiste. La Suisse tout entière doit être consciente des droits de ses aînés. Elle veut mesurer, pour la réserver, la place qui doit être faite à ses bons serviteurs. Ils ont travaillé, souvent dans la peine et toute leur vie. Ils veulent et ils peuvent encore être utiles et concourir à la prospérité générale et à l'embellissement de la patrie.

Le mouvement **Vert Automne** est une initiative privée, sans aucun but lucratif. Elle est très efficacement soutenue par l'importante Fondation suisse pour la vieillesse (Pro Senectute), par le Comité national suisse d'hygiène mentale, par la Société suisse de gérontologie et par Radio-Lausanne. Les autorités constituées lui donnent également un précieux appui.

Vert Automne veut atteindre un idéal: permettre à chacun de vieillir dans la joie (d'où sa devise latine: *Libenter Senescere*), de vieillir dans la dignité, la santé mentale et physique.

Vous qui avez trois fois vingt ans et davantage, faites en sorte que cet idéal s'installe et s'épanouisse dans notre beau pays.

Pour le sénat directeur de Vert Automne

Dr André Repond
Président du Comité national
suisse d'hygiène mentale.

Fernand-Louis Blanc
Radio-Lausanne.

Siège social de Vert Automne: Lausanne, Cité-Derrière 18 Tél. 22 68 80 Ch. post. II. 109 49.

1. A quel âge avez-vous eu votre dernier enfant ? _____

2. Avez-vous eu des maladies ou opérations graves ? _____

Lesquelles ? _____

3. Etes-vous chauve ? _____ Depuis quand ? _____

4. Portez-vous des lunettes ? _____ Depuis quand ? _____

5. Presbyte ou myope ou astigmaté ? _____

6. Etes-vous dur d'oreille ? _____

7. Sourd (une ou deux oreilles) ? _____

8. Avez-vous encore des dents et combien ? _____

9. Portez-vous une prothèse dentaire ? _____

Simple _____ double _____

10. Etes-vous encore au bénéfice d'une assurance ? _____

accidents _____ maladie _____ invalidité _____ res-

ponsabilité civile _____ décès _____ sur la vie _____

11. Touchez-vous l'A.V.S. ? _____ Combien ? _____
(couple ou individuelle)

12. Touchez-vous des subsides d'œuvres sociales ? _____

13. Quelles sont vos autres ressources éventuelles ? _____
(des enfants, d'un travail occasionnel ou régulier ?)

14. De quelle maison ou institution êtes-vous retraité ? _____
(Etat, commune, usine, commerce, fabrique, entreprise, etc.)

15. Auriez-vous vraiment besoin d'un supplément de gain
pour être sans souci ? _____

16. Avez-vous de grosses dettes ? _____

17. Votre famille verrait-elle d'un bon œil que vous repre-
niez quelque activité ? _____

Si non, quelles sont ses objections ? _____

32. Comment avez-vous accepté votre mise à la retraite ? _____

En avez-vous été heureux ou contrarié ? _____

33. Quelles conséquences a eues, agréables ou pénibles,
votre libération des occupations professionnelles ?

(effets matériels et moraux)

34. Etes-vous: tempérant ? - abstinant ? - ami du bon
vin ? - végétarien ? - fumeur (pipe, cigares, cigarettes) ?
(souligner ce qui convient)

35. Souhaitez-vous que nous organisions des réunions
récréatives, et lesquelles ?

(Musique, conférences, cinéma, promenades et courses
en commun, pêche.) _____

(à titre gracieux ou à bas prix?) _____
(souligner ce qui convient)

Ces réunions devraient-elles avoir lieu le soir ou l'après-
midi ? _____

36. Avez-vous la radio ? _____

Si non, aimeriez-vous l'avoir ? _____

37. Avez-vous voyagé à l'étranger ? _____

Y avez-vous vécu ? _____

38. De quoi avez-vous réellement besoin ?

(Indications: soucis alimentaires, vestimentaires, loge-
ment, prothèse dentaire ou autre, appareil accoustique,
journaux, visites, soins spéciaux, cure d'air en montagne
ou stage à la campagne, etc.) _____

Chacun peut joindre au questionnaire, sur feuille séparée,
des considérations personnelles sur son cas.

**Détacher et retourner ce questionnaire annoté, le plus
tôt possible, en utilisant l'enveloppe qui y est jointe.
Merci.**

Affranchir, s.v.p.

VERT AUTOMNE
Cité-Derrière 18
Lausanne

Quel genre de travail aimeriez-vous faire ? _____

Quel genre de travail pourriez-vous au besoin assumer ? _____

7. Etes-vous bricoleur ? Si oui, en quoi ? _____

8. Accepteriez-vous de travailler à la campagne ? _____
(comme saisonnier, foins, moissons, vignes, etc.)

Aimez-vous le jardinage ? _____

Savez-vous faucher ? _____

Savez-vous traire ? _____

Savez-vous tailler ou greffer des arbres ? _____

9. Accepteriez-vous (hommes et femmes) des services de garde ? _____

Garderie d'enfants, _____ de jour _____

Garderie de malades _____ le soir _____

Garderie de locaux _____ la nuit _____

Garderie de chiens, d'animaux _____

occasionnellement _____ régulièrement _____

10. Pourriez-vous fournir :
vos vêtements de travail ? _____

un outillage ? _____

quel outillage ? _____

des locaux de travail ? _____

une voiture ou une moto ? _____

11. Avez-vous un permis de conduire ? _____

Savez-vous conduire une auto, un tracteur, un camion ? _____

Savez-vous conduire des chevaux ? _____

12. Quelle est votre taille ? _____

(soyez précis)

13. Quel est votre poids ? _____

14. Feriez-vous des visites à d'autres désœuvrés ? _____

15. Aimeriez-vous recevoir des visites et lesquelles ? _____

16. Accepteriez-vous de travailler :

(en principe un nombre d'heures réduit et cinq jours par semaine)
à titre gracieux ?

contre rétribution modeste ?

contre rétribution moyenne ?

(souligner ce qui convient)

II^e PARTIE

Il est loisible à chacun de ne pas répondre aux questions suivantes, ou de ne répondre qu'à certaines d'entre elles. Nous rappelons toutefois que notre enquête se veut aussi complète que possible, afin que nous puissions établir un statut réel de la vieillesse en Suisse tant matériel que moral et physique. Merci donc à tous ceux qui comprendront nos buts et nous aideront à les atteindre grâce à leurs informations.

17. Etes-vous un isolé ? _____

Faites-vous partie d'une société ? _____

Si oui, laquelle ? _____

Eprouvez-vous le besoin d'entrer en contact avec des gens de votre âge et de quelle condition sociale ? _____

Aimeriez-vous entrer en correspondance ? _____

Avec quel genre de partenaire ? _____

18. Combien d'enfants avez-vous eus ? _____

Etes-vous demeuré en contact avec eux ? _____

19. Quel âge aviez-vous au moment du mariage ? _____

Et votre conjoint ? _____

N° d'ordre général

N° catégorie

hommes
femmes
malades
refus

N° matricule

Organisation suisse
par canton
des clubs de travail
de loisirs
pour les aînés

Vert Automne

Questionnaire

À remplir par les seules personnes ayant atteint la soixantaine, et le plus clairement possible, s. v. p.)

1. PARTIE

Nom: _____

Nom d'alliance: _____

Prénom: _____

Etat civil: _____
(marié, célibataire, veuf, divorcé)

Date de naissance: _____
(jour, mois, année)

Originaire de: _____

Rue: _____

Localité: _____

Téléphone: _____

Formation scolaire: primaire - secondaire - technique
— universitaire (souligner ce qui convient)

Langues parlées: _____

Langues écrites: _____

Religion: _____

Avez-vous encore vos parents ?

père: _____ mère: _____

Si non, à quel âge sont-ils décédés?

père: _____ mère: _____

Grands-parents décédés à

grand-père maternel _____ grand-mère maternelle _____

grand-père paternel _____ grand-mère paternelle _____

3. Profession antérieure: _____

Fonction: _____

Avez-vous fait du service militaire? _____

Quel grade? _____

Pratiquez-vous encore des sports? _____

Si oui, lesquels? _____

4. Etat de santé en général: très bon - assez bon - déficient (souligner ce qui convient)

De quoi souffrez-vous régulièrement? _____

De quoi souffrez-vous occasionnellement? _____

5. Souhaitez-vous travailler? _____

Il ne s'agit que de travaux légers, adaptés à l'âge et aux forces de l'intéressé.

Voudriez-vous travailler:

en plein air _____ en atelier _____ en bureau _____

à domicile _____ hôpitaux _____ asiles _____ chez

des particuliers _____ (répondre par oui pour chaque lieu préféré)

6. Vous inscrivez-vous pour des travaux:

Manuels — Non manuels — Sociaux
(souligner ce qui convient)

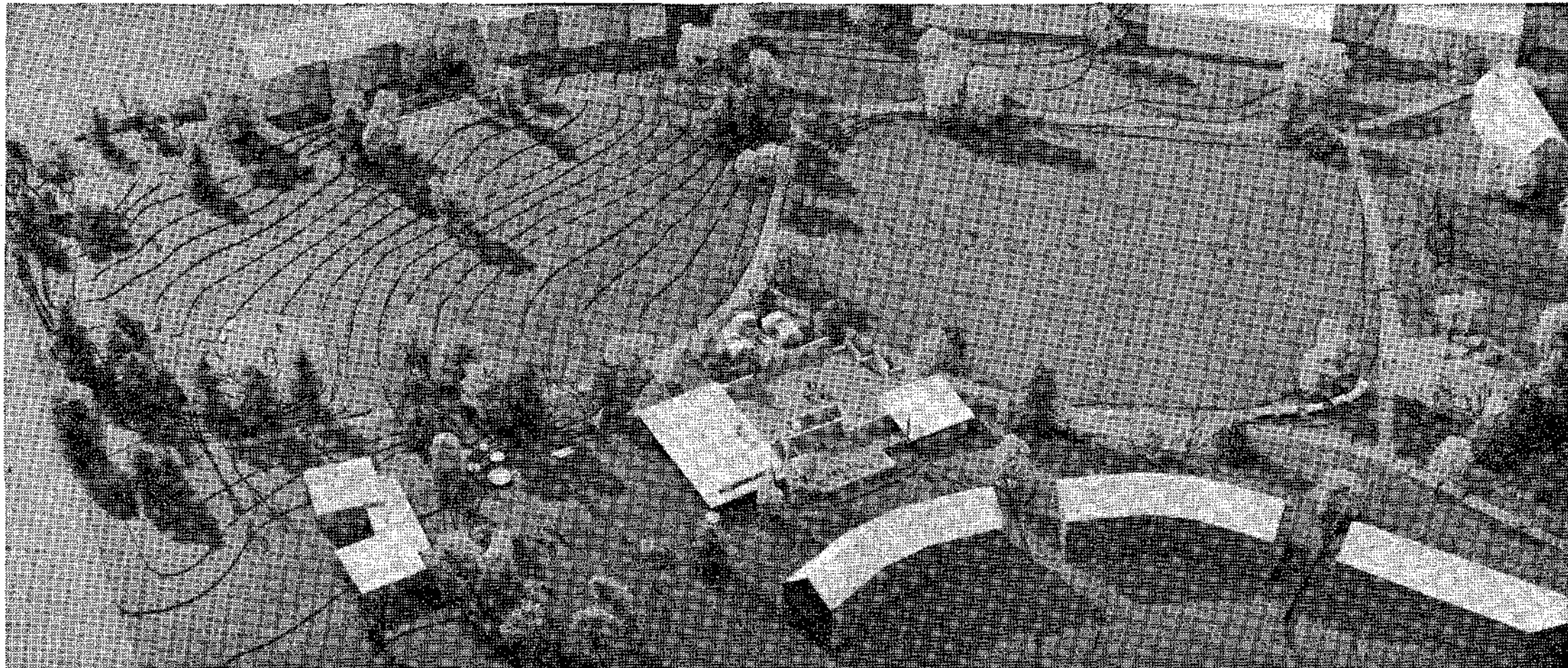
Lisez cet avis important

1. Si vous recevez un seul questionnaire et que vous ayez un conjoint ou un proche qui pourrait le remplir, faites-nous parvenir son adresse.
2. Si au contraire vous recevez deux questionnaires et que vous n'en utilisez qu'un seul, retournez le second, à moins que vous ne connaissiez quelque personne qui voudrait le remplir.
3. Si notre enquête ne vous intéresse pas, passez le questionnaire à quelqu'un d'autre ou retournez-le-nous.
Merci.

Comme nous n'avons pas pu obtenir la franchise postale n'oubliez pas d'affranchir notre enveloppe.

Ce questionnaire est tiré à 50 000 exemplaires et il est diffusé dans toute la Suisse romande.

Remplissez cette formule aujourd'hui même. Cela hâtera la création des clubs dans tout le pays, création envisagée pour cet automne déjà.



Modellaufnahme des im Bar befindlichen ersten zürcherischen Gemeinschaftszentrums Buchegg. Im Vordergrund links befindet sich der dreiteilige, bereits bestehende Kindergartenbau, dem sich rechts der Bauspielplatz anschließt. Dann folgt (in der Mitte) eine Art Dorfplatz, der von zwei Gemeinschaftsbauten mit Bastel- und Clubräumen und Bibliothek eingefasst wird und dessen vorderer Teil als Freilichttheater ausgestellt ist. Links hinten, terrassiert, eine große Liegewiese mit Spazierwegen für Familien und ältere Leute. Rechts hinten die große Spiel- und Tummelwiese für den unorganisierten Sport. Weiter rechts (auf unserem Bild nicht mehr sichtbar) folgt eine Kinderstadt für Verkehrsunterricht und Straßenspiele. — Gestaltung: Garteninspektor Zbinden, Hochbaumt-Architekt Trechsel, Litz und Schwarz, Architekten, und Pro Juventute.

Gemeinschaftszentren in Zürich

Diese Beilage behandelt ein soziologisches und städtebauliches Problem, das in den kommenden Jahren in all unseren Städten einer dringenden Lösung bedarf. Es gilt, in den Wohnquartieren abseits vom Verkehrslärm und von den Gefahren der Straße Oasen der Ruhe, der Erholung und des Spiels zu schaffen. In Zürich ist es erfreulicherweise der Stiftung Pro Juventute und dem Zürcher Kreis der Spielplatzfreunde gelungen, zusammen mit den dafür aufgeschlossenen Behörden eine städtebauliche Form zur Lösung dieses aktuellen Freizeitproblems der Stadtbevölkerung zu finden: die Erholungs- und Gemeinschaftszentren, wie sie in nächster Zeit in verschiedenen Quartieren von Zürich verwirklicht werden. Wir haben einige Vertreter verschiedener Bevölkerungskreise und Institutionen aufgefordert, das Problem dieser Freizeitzentren von den verschiedenen Standpunkten zu beleuchten: Freizeitbewegung, Städtebau, Jugendbau, Schule, Elternschule, Quartierbestrebungen, Alterspflege, Sport, Fußgänger, Kinder- und Erwachsenenbibliothek. Es ist erfreulich, daß Zürich in dieser aktuellen bevölkerungspolitischen Frage wertvollste Pionierdienste leisten kann.

Vom Robinson-Spielplatz zum Gemeinschaftszentrum

Von Dr. A. Ledermann
Zentralsekretariat Pro Juventute

«... Auf meiner Insel verbarrikadierte ich mich mit Kästen und Planken, die ich mir nach und nach vom Schiffswrack holte, und machte mir eine Art Hütte zurecht...»

So hauste einst Robinson Crusoe auf seiner Atlantikinsel, und heute erleben Zürcher Buben und Mädchen auf ihren Robinson-Inseln in Rüslikon, Wipkingen, Kungenmatt und Leimbäch, abseits vom Verkehr der Großstadt, viele ähnliche abenteuerliche Spielstunden. Auf diesen vier Inseln findet man jeden Sommer die wunderlichsten Bauwerke, Hütten und Villen. Da zitiern ein paar Knirpse eine Pfahlbauhütte mit Wassergraben und Brücke. Dort sitzen ein paar Buben und Mädchen in ihrer Wohnung, einem windschiefen Bretterhäuschen mit Ziegeldach, beim selbstgekochten Festessen, an dem natürlich auch die Eltern teilnehmen müssen. Hochhäuser, Einfamilienbungalows mit Wohndiele und selbstgebasteltem Telefon, Piratenhöhlen — modernster Baustil und romantisches Hüttenleben à la Robinson trifft man in bunter Mischung.

So besitzen zum Beispiel die Wipkinger in ihrer «Neuen Stadt» außer den Wohnhäusern auch ein Fundbüro, eine Bäckerei und eine Gartenwirtschaft mit Süßmostausschank; sogar einen eigenen Kinderzoo mit Singvögeln, zahmen Krähen; mit Schildkröten und einem Taubenschlag.

Der Robinson-Spielplatz, wie er in den letzten Jahren in Zürich entstanden ist, hat auch eine eigene Regierung, den sogenannten Robinson-Rat. Dieses Kinderparlament tritt allwöchentlich zu einer Sitzung zusammen, um unter Führung des Spielplatzleiters — einem Kinder- und Jugendfreund — die verschiedensten Fragen des Spielplatzlebens, wie Bauplanung, Werkzeugbetreuung, Materialbeschaffung, gemeinsam zu beraten. Auch allfällige Kinderstreitigkeiten kommen zur Sprache und werden auf demokratische Weise entschieden.

So ist der Robinson-Spielplatz nicht einfach eine neue Möglichkeit, wo die Kinder von ihren Eltern «abgestellt» werden können und wo sie sich dann mehr oder weniger sinnvoll vertun. Der Robinson-Spielplatz ist auch kein moderner Spielsalon, wo man sich passiv treiben und unterhalten läßt. Noch ist es einfach eine Ansammlung unansehnlicher Bretterhütten und demontierter alter Vehikel. Selbst das vielbestaunte Flugzeug oder Auto ist nicht das Wesentliche. Mögen uns ein paar Sätze aus der Wipkinger Spielplatzzeitung, dem «Robinson-Blatt», das von den Kin-

dern weitgehend selbst redigiert und herausgegeben wird, den tieferen sozialpädagogischen Wert des Robinson-Spielplatzes aufzeigen:

«Wenn wir uns der großen und kleinen, wichtigen und weniger wichtigen Ereignisse des letzten Sommers erinnern, so fällt uns plötzlich auf, daß in Wipkingen wieder etwas besteht, was kaum in anderen Städten zu finden ist: ein Quartierzentrum, ein Gemeinschaftszentrum, ähnlich der alten «Dorfllinde», die heute ja leider auch in ländlichen Gegenden nur mehr in der Erinnerung besteht. Wir denken dabei an eine Reihe unscheinbarer Begebenheiten, wie das Eiertütschen am Osterfestchen, wo jedes Kind ein Ei mitbrachte und versteckte, wo nach dem fröhlichen Tütschen ein ebenso fröhlicher Nachmittag mit Spielen und Lachen folgte; dann die Lagerfeuer, die zwar anfänglich noch etwas unbeholfen ausfielen, dennoch aber groß und klein versammelten und den Sinn des Zusammengehörens stärkten, und schließlich den Höhepunkt: die 1.-August-Feier. Wie improvisiert war da alles, vom Lampionumzug mit dem in aller Eile mobilisierten jungen Trommler bis zum Musizieren und Singen am verglühenden Feuer. Und nicht vergessen wollen wir das Sommerquartierfest, an welchem Eltern und Kinder mitgearbeitet und mitgespielt haben. Und wer hätte keine Freude am Kasperltheater gehabt, das die Kinder selbst bastelten, spielten und betreuten. Sogar die vielen Delegationen des In- und Auslandes, die den Robinson-Spielplatz besichtigten, waren vom «Stadttheater Robinson» beeindruckt. Auch die gerissene «Robinson-Band» der größeren Burschen wollen wir erwähnen, die hier und da zum Tanz aufspielte, wie vor langer, langer Zeit unter der Dorfllinde...»

So hat unser Spielplatz eine weit größere Bedeutung erlangt, als man auf den ersten Blick erkennen mag. Natürlich ist er in erster Linie ein Kinderparadies — eine Robinson-Insel — inmitten des Häusermeers und der Wogen des Straßenverkehrs. Aber gleichzeitig ist der Spielplatz immer mehr zu einem eigentlichen Freizeit- und Gemeinschaftszentrum des Quartiers geworden, das unmerklich uns alle, groß und klein, Eltern, Großeltern und Kinder aus der kalten Anonymität der Großstadt heraushebt und zu Wipkingern — zu Nachbarn macht.

Quartierfreizeithäuser

So ist denn auch der sehnliche Wunsch der jungen und alten Spielplatzbenützer nach festen Gemeinschaftsbauten für Regentage und Wintermonate immer stärker geworden. Und dank dem großen Verständnis des Gemeinderates, der Stadträte Widmer und Hohenstein konnten denn auch in Wipkingen bereits zwei Gemeinschaftsbauten errichtet werden, und die zukünftigen Robinson-Spielplätze Buchegg, Kungenmatt, Bachwiesen, Hardau usw. sollen

von allem Anfang an zu eigentlichen Quartiergemeinschaftszentren für jung und alt ausgestaltet werden.

Die Gemeinschaftsbauten bilden gleichsam ein einfaches Quartierfreizeithaus mit Werkstatt, Bibliothekraum, Spielzimmern und werden an schulfreien Nachmittagen und in den Ferien von den Robinson-Kindern benützt zum Basteln und Werken, zum Theaterspielen, Lesen, Singen, Musizieren und Spielen. An den Abenden stehen die gleichen Einrichtungen den Schulentlassenen offen, und die Väter und Mütter der Elternschule können hier ebenfalls zusammenkommen. In der Bibliothek und Lesestube finden die jungen und älteren Leseratten alles Notwendige zum Träumen und Schmökern, und auch die älteren Leute des Quartiers finden hier vielfältige Möglichkeiten zu seiner sinavollen Gestaltung ihrer Mußestunden.

So führt der Robinson-Spielplatz mit seinen Gemeinschaftsbauten, mit seinen verschiedenartigen Spiel-, Bastel- und Tummelmöglichkeiten für alle Altersstufen, dem Freilichttheater, der Liegewiese, den Ruhebänken und Spazierwegen die moderne Familie, die durch Beruf und Schule tagsüber auseinandergerissen wird, in den Freizeitstunden zusammen zu gemeinsamem Tun und Erleben. Der Nervosität des Stadttags, der Aufsplitterung des Familienlebens, den Verlockungen der Vergnügungsindustrie und der passiven Zeitvergeudung wird hier eine schöpferische Erlebniswelt entgegengestellt zur Festigung der Familienbände und zur Stärkung der Gemüts- und Seelenkräfte des Stadt- und «Asphaltmenschen».

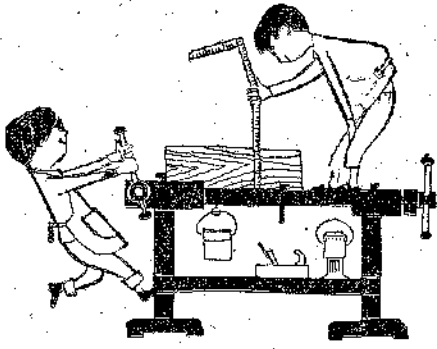
Diese Gemeinschaftszentren mit den verschiedenen Betätigungsmöglichkeiten, wie Ballspiele, Bauen, Werken, Theaterspielen, Lesen, Musizieren und anderes mehr, verhindern aber auch ungesunde Einseitigkeiten. Der junge Fußballfanatiker darf sich zwar auf der Spielwiese nach Herzenslust seinem geliebten Sport widmen, solange er will. Auf dem Platz nebenan aber entdeckt er vielleicht seine Kameraden beim Bauen und Basteln und läßt sich bald einmal gewinnen, in einer Bauéquipe «mitzukrämpfen». Oder ein kleiner Lesewurm sieht sein Schwesterchen mit anderen auf der selbstgezimmerter Bühne theaterspielen und bekommt Lust, das Gelesene auf den Brettern darzustellen. Und ein verbissener Bastler hat bisher noch gar nie richtig gemerkt, daß es auf der Welt auch Bücher gibt, und da entdeckt er zum erstenmal eine Bibliothek auf dem Robinson-Spielplatz, und es öffnet sich ihm die wundervolle Welt des Buches.

Wir brauchen Erholungs- und Gemeinschaftszentren für jung und alt

Es geht nicht mehr darum, irgendwo in einem Stadtquartier, in einem Dorf zufällig einen Kleinkinderspielplatz, dort vielleicht

einen Robinson-Spielplatz für die größeren Kinder und an einer anderen Ecke eine Freizeitwerkstatt für Schullern einrichten. Will man ein Buch, so muß man wieder wo anders in die entsprechende Bibliothek, wobei vielfach noch die Kinder- und Erwachsenenbibliothek getrennt sind. Und schließlich macht man für die Alten und Pensionierten noch einmal eine spezielle Bastelwerkstatt. Die organisatorische und personelle Spezialisierung der verschiedenen Institutionen und Organisationen, die sich in einer Stadt für die Freizeitgestaltung einsetzen, führt leicht auch zu einer räumlichen Aufspaltung und hilft so, ohne daß dies beabsichtigt wird, mit den Familien auch noch in der Freizeit auseinanderzureißen statt sie zusammenzuführen.

Es ist deshalb heute eine dringliche Aufgabe, in jeder Stadt, in jedem Stadtquartier und in jedem Dorf alle wertvollen Freizeitbestrebungen unter dem Gesichtspunkt der Familie und der



Bastelwerkstatt unter freiem Himmel.

Gemeinschaft neu zu überprüfen und zu koordinieren. Gewiß brauchen wegen der verkehrsfählichen Straßen unsere jüngsten Spielplätze in Wohnungsnähe. Selbstverständlich müssen für die größeren Kinder Robinson-Spielplätze in den Quartieren errichtet werden, damit sie ihre gesunden Kräfte ausleben und im aktiven und schöpferischen Spiel zu seelisch und körperlich reifen Menschen heranzuwachsen können. Manche Auswüchse im Schullern, wie Rowdytum, Vergnügungssucht, Spielsalons, Schausport usw., können so prophylaktisch bekämpft werden.

Doch nicht nur die Jugend unserer Städte braucht heute zu ihrer seelischen Gesunderhaltung vermehrte Spiel- und Betätigungsmöglichkeiten, auch die Freizeitprobleme der Erwachsenen verlangen nach neuen Lösungen. Das rapide Arbeitstempo, die Alltagshetze, die Mechanisierung und Einseitigkeit des Arbeitsvorganges, die Verkürzung der Arbeitszeit und die Zunahme der Freizeit lassen die Freizeitgestaltung, die Spiel- und Erholungsfrage für die Erwachsenen in einem ganz neuen Licht erscheinen. Die Seele des Stadtmenschen hungert in der Freizeit nach einem sinnvollen Ausgleich. Die Alten und Pensionierten wollen mit ihren Mußstunden etwas Wertvolles anfangen.

Ein «Generalverkehrsplan des Herzens»

Wir glauben deshalb, daß die Baubehörden unserer Städte und Dörfer in naher Zukunft nicht nur die Verkehrsflächen zu verbessern und zu vergrößern haben, sondern daß sie sich auch einsetzen müssen für eine Vermenschlichung des Städtebaus, für die Schaffung von Spiel- und Erholungszentren, wo Eltern und Kinder, Familien und ältere Leute wertvolle Freizeitstunden verbringen können, wo aus der Masse anonym geetzter Stadtmenschen wieder eine Gemeinschaft der Muße, der Beschaulichkeit und des Spiels entsteht. Die Grünzonen sind der Allgemeinheit zu erhalten und zu «seelischen Tankstellen», zu Gemeinschaftszentren der Stadt- und Quartierbevölkerung auszugestalten.

Mögen dem Zürcher Kreis der Spielplatzfreunde und der Pro Juventute alle, die guten Willens sind, mithelfen bei der Verwirklichung dieses «Zürcher Generalverkehrsplans des Herzens» zum Wohl und zur Gesunderhaltung der gesamten Bevölkerung.

Zürich als Beispiel

Von A. Trachsel, Architekt, Hochbauamt der Stadt Zürich

Den Gesprächen um den heutigen Städtebau liegen zur Hauptsache technische und wirtschaftliche Interessen und das allgemeine Streben nach Sicherheit und Komfort zu Grunde. Der Umstand mag dabei mitspielen, daß die Resultate solcher Anstrengungen meßbar sind und sich sofort angenehm oder unangenehm spürbar machen. Materielle Aspekte dürfen aber nicht einseitig das Endziel unserer Bemühungen sein; in einem gesunden Stadtorganismus müssen auch die menschlichen Belange eine angemessene Berücksichtigung finden.

Wir sind verpflichtet, rechtzeitig Vorkehrungen zu treffen, damit unsere kulturellen Bestrebungen nicht verkümmern. Eine Ueberwertung des technischen Komforts kann zum vollendeten Unsinn führen, wie das Beispiel einer amerikanischen Stadt zeigt, von der wir erfahren, daß ihre Bewohner an den Abgasen der eigenen Autos zu ersticken drohen und daß darum je nach Witterung die vorzüglichen Verkehrsanlagen zeitweise durch ein Alarmsystem gesperrt werden müssen!

Das Freizeitproblem

Die Betätigungsmöglichkeiten inner- und außerhalb unserer Wohnungen werden leider immer geringer, andererseits vermehren sich die Unterhaltungsmöglichkeiten. Die Voraussetzungen, sich in der Freizeit aktiv beschäftigen zu können, schwinden zusehends, während andererseits der Anreiz, sich passiv dem bequemeren Ersatz hinzugeben, andere für sich denken und handeln zu lassen, größer wird. Klagen über mangelnde Initiative, Jugendkrawalle und andere Erscheinungen berichten deutlich genug über die Folgen eines verminderten aktiven Betätigungsdranges, der sich oft nicht mehr gesund ausleben kann, sondern sich an schlechten Filmen und Schundliteratur, in Schausportveranstaltungen und Spielsalons abregieren muß. In den Wohnorten sind bastelnde Jugendliche und spielende Kinder ein Aergernis geworden, Radio, Fernsehen und Heftli machen Gespräche am Familientisch überflüssig.

Es ist heute dringend notwendig, sich über die Sonderwünsche von Interessengruppen hinaus allgemein mehr für alles Gemeinschaftsfördernde, für Familien und Fußgänger, für Kinder und Pensionierte einzusetzen:

Die Wohnungen sollen familienfreundlicher gebaut werden, mit Räumen, in denen die Kinder nicht nur schlafen, sondern auch spielen, basteln und studieren können. Wohnstuben sind mehr als

nur Flüsterkabinen, und in den Kellern und Winden wären zusätzliche Bastel- und Spielmöglichkeiten willkommen.

Die Umgebung der Wohnungen muß für die Familien benutzbar sein und die Straße als Spielplatz ersetzen. Es ist bedenklich, daß heute noch Wohnsiedlungen gebaut werden, ohne daß man von Anfang an Spielmöglichkeiten mindestens für die am meisten gefährdeten Kleinkinder schafft. Der Kleinkinderspielplatz gehört heute in jede Subventionsbedingung. Private Bauherren von Mietwohnungen sollten den Spielplatz als ebenso wichtig und wertvermehrend betrachten wie Garagen, Waschautomaten, Kühlschränke und anderen Komfort. Die vom städtischen Hochbauamt geplante Siedlung Heiligfeld in Zürich darf als vorbildliches Beispiel genannt werden, ebenso die Stadt Kopenhagen, in der keine Baubewilligungen für Mietwohnungen erteilt werden, zu denen kein Kleinkinderspielplatz gehört. Wir möchten uns ein solches Gesetz wünschen, wenn wir die verbauten Hinterhöfe unserer Altquartiere betrachten, wo durch eine Sanierung viele unerfreuliche Verhältnisse beseitigt werden könnten.

Ein dichtes Netz von Kleinkinderspielplätzen ist in jedem gesunden Wohnquartier nötig.

Eine Mehrzweckverwendung der öffentlichen Anlagen drängt sich auf; Schulanlagen, Bäder, Sportanlagen und Grünflächen sollen im Verwendungszweck vielseitig geplant werden und nicht nur einzelnen Gruppen, sondern möglichst der gesamten Bevölkerung zugänglich sein.

In den Wohnquartieren sollen Gemeinschaftszentren entstehen, mit Spazierwegen und Plauderecken besonders für die ältere Generation, mit Kleinkinderspielplätzen, Spiel- und Tummelwiesen für Gelegenheitsportler und mit einem Robinsonspielplatz mit vielseitigen Betätigungsmöglichkeiten für die Schuljugend und Schullern. Solche Erholungs- und Gemeinschaftszentren geben im überschaubaren Kreis der Wohnquartiere vielseitige und ungebundene Betätigungsmöglichkeiten. Sie vermitteln Anregungen für Arbeiten am Familientisch und fördern ganz allgemein die Freude am aktiven Spiel.

Durch die Grünzone wurde die wichtigste Voraussetzung für die Verwirklichung unserer Ansprüche geschaffen; diese Landreserve wird jedoch derart stark beansprucht, daß es in einigen Wohnquartieren bereits nicht mehr möglich ist, in geeigneter Lage unseren Wünschen zu entsprechen. Neben dem Schulhausbau, Wohnungsbau, Sportanlagen und Straßenbauten muß das Freizeitproblem einen wichtigen Faktor in einer weitsichtigen Stadtplanung bilden, damit den kommenden Generationen die nötige Grundlage für ihr kulturelles Leben erhalten bleibt und das Eigenleben der Wohnquartiere gewährleistet ist.

Der Stiftung Pro Juventute, dem Zürcher Kreis der Spielplatzfreunde, Volksvertretern, Quartiervereinen und der Presse sei hier für ihre Mitarbeit herzlich gedankt; ohne ihre positive Haltung wäre es den Zürcher Baubehörden kaum möglich geworden, in kurzer Zeit vielbeachtete Beispiele solcher Robinsonspielplätze und Gemeinschaftszentren zu schaffen:

In Wipkingen ist der seit drei Jahren bestehende Robinsonspielplatz zu einem Gemeinschaftszentrum mit den entsprechenden Bauten erweitert worden, die Grünanlage Buchegg mit einem ähnlichen Programm befindet sich im Bau, und für die Grünanlage Bachwiesen mit einem Gemeinschaftszentrum zwischen Altstetten und Albisrieden liegen die baureifen Projekte vor. Im Heuried wird im Zusammenhang mit der Schule ein provisorischer Robinsonspielplatz betrieben, die Schaffung einer Mehrzweckanlage zusammen mit den Bade- und Sportanlagen ist im Programm für den kommenden Planungswettbewerb vorgesehen. In Leimbach sollen mit einem weiteren Provisorium Erfahrungen gesammelt werden, und für das Hardaureal wird ein Projekt bearbeitet. Aus den Quartieren Wollishofen, Riesbach, Höngg und Schwamendingen sind ähnliche Begehren in diesem Sinne an die Behörden gerichtet worden.

Und der Fußgänger?

Von P. Zbinden, Garteninspektor, Zürich

Wo hat in unserer Stadt der Fußgänger, wo die Mutter, die mit ihrem Kleinen spazieren will, wo das Kind mit seinem Trotti und wo der Pensionierte für seine Mußstunden Platz und freien Raum? Und wenn wir an die vielen Straßunfälle von Kindern und Erwachsenen denken, ist es dann abwegig, auch einen «Generalverkehrsplan für Fußgänger» zu verlangen?

Kann nun aber ein solcher Plan überhaupt verwirklicht werden? Zürich liegt eingebettet zwischen den bewaldeten Höhen des Uetlibergs, des Zürichbergs, des Käfer- und Hönggerbergs und angelehnt an den Zürichsee. Es sind also die schönsten Voraussetzungen gegeben zu einer idealen Verbindung von Stadt und Grün. Gilt es doch lediglich, diese drei natürlichen Grün- und Erholungszonen durch Fußgängerwege miteinander zu verbinden und an das Limmattal anzuschließen. Ist eine solche «Durchgrünung» der Stadt aber heute noch möglich? Gewiß! Die Wasserwege im Stadtzentrum, mit dem Schanzengraben, der Sihl und der unteren Limmat, machen es möglich, zu Fuß vom Zürichsee bis zum Kloster Fahr und darüber hinaus zu wandern. Und von den Anhöhen des Uetlibergs und Zürichbergs gibt es verschiedene Wege im Grünen, die bis ins Stadtzentrum führen. Zudem sind in den Außenquartieren gemäß Zonenplan Grünzonen ausgespart, die zum Teil als Parkanlagen und Fußwege zur Verfügung stehen, zum Teil noch im Ausbau begriffen sind. Aber erst ganz wenige, ungenügende Anfänge zu einer solchen Grünzonennutzung zugunsten der Allgemeinheit, der Fußgänger, der erholungssuchenden Familien und spielenden Kinder sind vorhanden. Der Zonenplan war ja der Rettungsring für die spärlichen Grünflächen einer an Wachstumsstörungen leidenden Stadt. Leider werden die Grünflächen immer mehr zu stillen Baulandreserven für Spitäler, Schulhäuser, Bade- und Sportanlagen.

Diese einseitige Nutzung der Grünflächen führt dazu, daß mit der Zeit in den Quartieren von Zürich überhaupt keine Grünflächen für die allgemeinen Spiel- und Erholungsbedürfnisse, für die «unorganisierte Freizeit» von jung und alt mehr vorhanden sind. In fünf bis zehn Jahren wird man dann — leider zu spät — in allen Quartieren Spiel- und Erholungsmöglichkeiten suchen. Schon heute gibt es Quartiere in unserer Stadt, wo es bereits zu spät ist. Dazu kommt, daß unter dem Druck der Verhältnisse (mehr Verkehrsraum, Wohnungsmangel usw.) Kräfte am Werk sind, welche Umzonungen, das heißt die Freigabe der wenigen noch vorhandenen Grünflächen für reine Bauzwecke, anstreben. Und dabei wird der ideale und kulturelle Wert solcher Erholungsanlagen vollständig vergessen. Sind Möglichkeiten für die gehetzten Städter, wo sie ihre immer größer werdende Freizeit (infolge der Fünftageweche usw.) in Parkanlagen mit gesunder Luft

mitten im Wohnquartier verbringen können, sind Oasen, wo Kinder, Jugendliche und Erwachsene abseits vom Rummel der Vergnügungsindustrie ihre Freizeit sinnvoll gestalten können, etwa nicht Werte, die es zu pflegen und zu fördern gilt? Sind Areale, wo die «nervösen» Stadtkinder, ungefährdet vom Verkehr, schöpferisch spielen können, sowie Spazierwege abseits vom Motorenlärm und von der Alltagshetze nicht ebenso notwendig wie Straßen und Autoparkplätze? Vergessen wir ob der Technik nicht die Seele und das Gemüt des Stadtmenschen!

Wie kann nun diese «Durchgrünung» in Zürich, bei dem in Frage kommenden Land, überhaupt noch realisiert werden? Die an sich wünschbare vollständige Fußgängeranbindung der einzelnen Grünzonen der verschiedenen Stadtteile untereinander ist heute leider bereits Utopie. Damit aber nicht auch noch die letzten Grünflächen in den Quartieren, die zu Erholungs- und Gemeinschaftsstätten für die Quartierbevölkerung ausgestaltet werden können, für andere Zwecke genutzt werden, gilt es, diese wenigen noch vorhandenen Areale als wirkliche Grünzonen, als Spiel- und Erholungsanlagen für die Gesamtbevölkerung zu erhalten. In der richtigen Gestaltung der Grünflächen, wie sie von Pro Juventute und vom Zürcher Kreis der Spielplatzfreunde in der Form von Gemeinschaftszentren verlangt werden, liegen die besten Möglichkeiten zur Erhaltung und Pflege des Quartiergeistes, wie dies immer wieder mit Recht von Stadtpräsident Landolt gefordert wird.

Und von diesen Erholungszentren aus, wo groß und klein sich betätigen kann, wird dann die Ausstrahlung in die Quartiere, in die einzelnen Familien erfolgen. Zugleich sollte auch «baulich» eine Ausstrahlung in die Quartiere hinaus zu den anderen Zentren angestrebt werden, indem vom Zentrum zu Zentrum und von den Wohnhäusern zu den Gemeinschaftszentren ungefährliche Fußgängerwege angelegt werden.

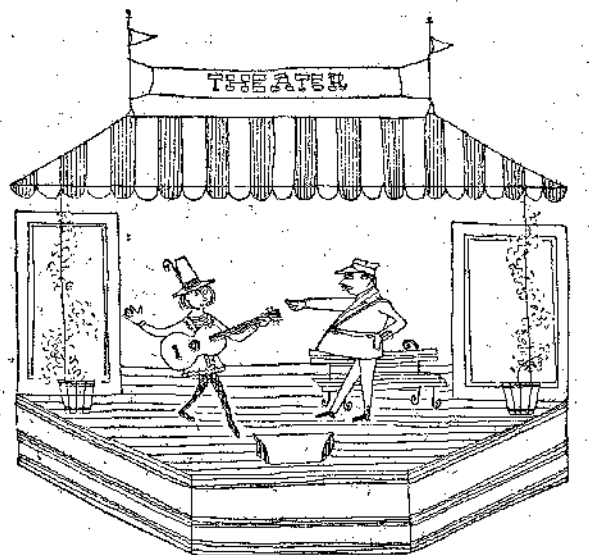
Nur noch wenige Ansatzpunkte dieser Art sind in Zürich vorhanden: einmal entlang den Wasserwegen, dann im Grünzug Bachwiesen bis zum Uetliberg und zum Grünzug Espenhof, ferner im Grünzug Allenmoos bis Oerlikon. Wir müssen energisch und rasch handeln, wollen wir nicht in zehn bis zwanzig Jahren erschrecken ob der Folgen mangelnder Berücksichtigung der seelischen Bedürfnisse unserer Stadtbevölkerung. Es gilt, die wenigen noch vorhandenen Grünzonen freizuhalten und sie auszugestalten als Spiel- und Erholungsstätten für die gesamte Bevölkerung.

Das Zürcher Jugendhaus und die Freizeitgestaltung in den Quartieren

At Das Zürcher Jugendhaus und die Gemeinschaftszentren haben beide ein gemeinsames Ziel: sie sind Stätten sinnvoller Freizeitgestaltung. Sie haben aber nicht nur das gleiche Ziel, sie arbeiten einander gleichsam in die Hände. Als allerdings die Zürcher Spielplatzbewegung in der Pionierzeit ihr Hauptaugenmerk auf die Schaffung von Robinson-Spielplätzen gelegt hatte, war eine unmittelbare Beziehung zwischen Jugendhaus und Spielplatzbewegung noch nicht gegeben. Seit aber die zürcherischen Spielplatzfreunde sich zu einer Bewegung zur Schaffung von Gemeinschaftszentren etabliert haben, stellt es sich immer mehr heraus, daß das Jugendhaus neben seinen hausinternen Aufgaben auch solche leisten kann, die ganz im Interesse der Quartierzentren liegen.

Als Haupteinwand gegen die Schaffung eines zentralen Jugendhauses galt lange der: es nütze nicht viel, im Stadtzentrum eine klassische Freizeitstätte zu schaffen, während in den andern, vor allem in den Außenquartieren, die Jugendfreizeitbestrebungen vernachlässigt würden. Viele forderten geradezu den Dezentralismus in dieser Sache. Von allem Anfang konnten die Jugendhausfreunde darauf aufmerksam machen, daß Jugendhaus befruchtete ähnliche Bestrebungen in den Außenquartieren. Man dachte in allererster Linie an die Errichtung von Freizeitwerkstätten am Saum der Stadt, als Filialen des Jugendhauses. Heute, da man von den Quartierzentren schon eine genaue Konzeption hat, weiß man, daß das Zürcher Jugendhaus geradezu dazu berufen ist, gewisse Einrichtungen in den Gemeinschaftszentren zu übernehmen.

Beginnen wir mit den Freizeitwerkstätten. Nicht nur daß das Jugendhaus in den Quartierzentren, diesen Dorfplätzen der Außenquartiere, die Freizeitwerkstätten als seine Filialbetriebe übernehmen kann, es wird diese Werkstattfilialen auch geistig befrucht-



Freizeitbühne für Musik- und Theateraufführungen im Quartier.

ten können. Wenn etwa im Jugendhaus versucht wird, den Freizeitwerkstättenbetrieb nach modernen Prinzipien auszurichten, wenn etwa in der Keramikwerkstätte, in der Schreinereiwerkstatt, in der graphischen Werkstatt usw. gut ausgewiesene Jugendbetreuer auch geschmacksfördernd zu wirken trachten, weshalb sollen solche fortschrittlichen Bestrebungen nicht auch auf die Filialen in den Gemeinschaftszentren hinüberstrahlen? Wie wertvoll kann ein gegenseitiger Austausch sein! Die erprobten Jugendleiter der Gemeinschaftszentren und diejenigen des Jugendhauses können gegenseitig ausgetauscht werden.

Das Jugendhaus kann zu einem Modell für die Arbeit in den Gemeinschaftszentren werden, so wie, freilich auf einer ganz anderen Ebene, das Kinderdorf in Trogen zu einem Modellort für andere Pestalozzidorfer geworden ist. Wenn das Zürcher Jugendhaus ein lebendiges Gebilde ist, wird in ihm auch fruchtbar

SCHWEIZERISCHE STIFTUNG
FÜR DAS ALTER

Zentral-Sekretariat
ZÜRICH ~~Mühlbachstr. 8~~
Telephon (051) 32 49 80
Postcheckrechnung VIII 8501

Zürich 2, den 28. September 1957.
Seestrasse 2
Tel. (051) 23 73 79

An die Mitglieder des Direktionskomitees
der Schweizerischen Stiftung "Für das Alter"

Sehr geehrte Damen und Herren,

infolge eines Versehens des Zentralsekretariates wurde leider an der letzten Sitzung des Direktionskomitees in Basel unterlassen, über die Verteilung des Sammlungsergebnisses gemäss § 5 Abs. 3 der Stiftungsurkunde Beschluss zu fassen. Dies soll ausnahmsweise auf dem Zirkulationsweg nachgeholt werden. Das Zentralsekretariat schlägt Ihnen vor, der Abgeordnetenversammlung den Antrag zu unterbreiten, wie in den früheren Jahren 95% des Sammlungsergebnisses den Kantonalkomitees zu überlassen und 5% der Zentralkasse zuzusprechen.

Wir bitten Sie, dem Zentralsekretariat bis zum 3. Oktober 1957 morgens Ihren Standpunkt mitteilen zu wollen. Wir werden uns gestatten, Ihr Stillschweigen als Zustimmung zu werten.

Mit vorzüglicher Hochachtung und freundlichen Grüessen

der Zentralsekretär:

J. Roth

2. Okt. 1957

Kant. Fürsorgeamt Obwalden

Zentralstelle

SARNEN

Postcheck-Konto VII 10811

Telephon 85 21 84

Sarnen, den 30. September 1957

Schweizerische Stiftung

"Für das Alter"

Seestrasse 2

Zürich 2

Sehr geehrter Herr Dr. Roth,

Gestützt auf Ihr Schreiben vom 28. September teilen wir Ihnen mit, dass wir mit Ihrem vorgeschlagenen Antrag an die Abgeordnetenversammlung, wie in den früheren Jahren 95% des Sammelergebnisses den Kantonalkomitees zu überlassen und 5% der Zentralkasse zuzusprechen, einverstanden sind.

Mit freundlichem Gruss

KANT. FUERSORGEAMT OBWALDEN:

Oskar Stockmann

SCHWEIZERISCHE STIFTUNG
FÜR DAS ALTER

1. Okt. 1957

Zentral-Sekretariat
ZÜRICH ~~Mühlbachstr. 8~~

Telephon ~~(051) 23 49 00~~
Postcheckrechnung VIII
8501

Zürich 2, den 28. September 1957.
Seestrasse 2
Tel. (051) 23 73 79

An die Mitglieder des Direktionskomitees
der Schweizerischen Stiftung "Für das Alter"

Sehr geehrte Damen und Herren,

infolge eines Versehens des Zentralsekretariates wurde leider an der letzten Sitzung des Direktionskomitees in Basel unterlassen, über die Verteilung des Sammlungsergebnisses gemäss § 5 Abs. 3 der Stiftungsurkunde Beschluss zu fassen. Dies soll ausnahmsweise auf dem Zirkulationsweg nachgeholt werden. Das Zentralsekretariat schlägt Ihnen vor, der Abgeordnetenversammlung den Antrag zu unterbreiten, wie in den früheren Jahren 95% des Sammlungsergebnisses den Kantonalkomitees zu überlassen und 5% der Zentralkasse zuzusprechen.

Wir bitten Sie, dem Zentralsekretariat bis zum 3. Oktober 1957 morgens Ihren Standpunkt mitteilen zu wollen. Wir werden uns gestatten, Ihr Stillschweigen als Zustimmung zu werten.

Mit vorzüglicher Hochachtung und freundlichen Grüssen

der Zentralsekretär:

J. Rott

*Beimontanden
Winkler*

30. 9. 57.

: 5. Okt. 1957

Mit dem Vorschlag,

5% d. Lärmbelastung der Gesamtklasse
Klasse zu gruppenweise,

einverständnis

J. Kessler
3. X. 57

Original

Protokoll

der Sitzung des Direktionskomitees der Stiftung "Für das Alter"
vom 26. März 1958; 14.15 Uhr, im Zunfthaus zur Waag, Zürich

Anwesend: die Herren W. Gürtler, Ehrenpräsident, Prof. W. Saxer, Präsident, C. Brandt, Vizepräsident, a. Vizedirektor Weber, Quästor, Dr. K. Keller; Frau Dr. Bohren, Fräulein Ehlers, Fräulein Stockmann; die Herren Direktor Amberger, Dr. Ammann, Dr. Bayard, Dekan Etter, a. Nationalrat A. Keller, Dekan Kessler, Grossrat Landry, Dr. Repond, Direktor A. Saxer, Ständeratspräsident Stähli, Dr. Vischer, Dr. Vollenweider, Domherr Zurkinden; Dr. Roth, Sekretär, (Fräulein A. Bucher, Protokoll).

Entschuldigt: die Herren Stadtrat Perucchini, a. Bezirksammann Tobler.

T r a k t a n d e n :

1. Protokoll
2. Stand der Organisation
3. Kurze Orientierung über den Entwurf eines neuen Bundesbeschlusses betr. die zusätzliche Alters- und Hinterlassenenfürsorge des Bundes durch Direktor Dr. A. Saxer, Bern
4. Vorbereitung der Wahlen in das Direktionskomitee (Ablauf der Amtsdauer)
5. Ergebnis der Sammlung 1957
6. Propaganda (Plakat, Presse, Radio)
7. Antrag des Kantonalkomitees Schwyz der Stiftung auf Einführung eines Alterssonntages
8. Mitteilungen
9. Verschiedenes.

Der Präsident heisst die Anwesenden willkommen und begrüsst besonders Fräulein Ehlers als neues Mitglied des Direktionskomitees. Er gibt seiner Freude über die Genesung von Quästor Weber Ausdruck und gratuliert Herrn Ständerat Stähli zu seiner Wahl zum Ständeratspräsidenten. Er spricht seine Teilnahme aus zum Hinschied der Mutter von Dr. Repond, der Gründerin der Anstalt Malévoz, die heute von Dr. Repond geleitet wird.

Die Traktandenliste wird genehmigt.

1. Protokoll

Der Sekretär berichtet, auf Seite 9 Zeile 4 des Protokolls der Sitzung des Direktionskomitees vom 25. September 1957 sei anstelle des Altersheims Obersimmental (das bereits in der Warteliste enthalten war) das Altersheim Wildegg/AG zu setzen.

Das Protokoll der letzten Sitzung des Direktionskomitees wird mit dieser Korrektur genehmigt.

2. Stand der Organisation

Der Sekretär berichtet wie folgt über den Lauf der Geschäfte seit der Herbstsitzung des Direktionskomitees:

Das Büro des Direktionskomitees trat zweimal zusammen, am 18. November 1957 und am 19. Februar 1958. In der ersten Sitzung kam neben den laufenden Geschäften vor allem die Berufung von Herrn Schrade, der seit dem 1. Januar 1958 pensioniert ist, zum Mitarbeiter des Zentralsekretariates zur Sprache. Das Büro hat beschlossen, im Einverständnis mit dem Bundesamt für Sozialversicherung Herrn Schrade für eine Uebergangszeit von eins bis zwei Jahren mit der jetzt unserer Stiftung übertragenen Kontrolle der Verwendung der Bundesmittel durch unsere Kantonalen Komitees zu beauftragen; Herr Schrade wird zugleich auch gewisse stiftungsinterne Aufgaben übernehmen. Das Bundesamt für Sozialversicherung war so freundlich, die Spesen der Stiftung für die Kontrolle der Kantonalen Komitees zu

übernehmen, sofern diese Bundesmittel betreffen. Die zweite Sitzung des Büros war der Beurteilung der eingegangenen Plakatenwürfe sowie der Vorbereitung der heutigen Sitzung gewidmet.

Auf Einladung des Bundesamtes für Sozialversicherung hat das Zentralsekretariat am 26. November 1957 ein Zirkular an sämtliche Kantonalkomitees versandt und sie gebeten, ihre Leitsätze den revidierten Bestimmungen der AHV, insbesondere dem herabgesetzten Rentenalter der Frau, anzupassen. Sobald alle Kantonalkomitees dieser Aufforderung Folge geleistet haben, sollen die Leitsätze dem Büro des Direktionskomitees und dem Bundesamt für Sozialversicherung zur Genehmigung vorgelegt werden.

Seit dem vergangenen Herbst hat unser Werk mehrere tüchtige und treue Mitarbeiter verloren. Generaldirektor Schnyder von Wartensee, Freiburg, früherer Rechnungsrevisor des Direktionskomitees, starb am 25. November 1957. Bei den Kantonalkomitees sind folgende Todesfälle zu verzeichnen: Don Rovelli, Sonvico, Mitglied des Kantonalkomitees Tessin, am 27. Oktober 1957, Fräulein Elisabeth Munz, Frauenfeld, frühere langjährige Sekretärin des Kantonalkomitees Thurgau evangelisch, am 17. Dezember 1957, und Oberamtmann Léonce Duruz, Estavayer, Präsident des Bezirkskomitees Broye/Fribourg, ebenfalls im Dezember 1957. Beim Kantonalkomitee Neuenburg wurde der altershalber in den Ruhestand getretene Direktor Jean Krebs als Kassier abgelöst von Direktor Otto-F. Schmidt, beide in Neuenburg.

Am 11. Dezember 1956 schlossen unsere Schweizerische Stiftung, der Verein "Für das Alter" im Kanton Bern und die Stiftung Pro Juventute einerseits mit dem Regierungsrat des Kantons Bern andererseits ein Abkommen über die Zusammenarbeit im Lichte des neuen Gesetzes über die Alters- und Hinterlassenenfürsorge im Kanton Bern. Der Text des Abkommens wurde dem Bundesamt für Sozialversicherung zur Kenntnisnahme vorgelegt, welches den Kanton Bern veranlasste, von der für Bürger anderer Kantone vorgesehenen Wartefrist Umgang zu nehmen, was inzwischen erfolgt ist. Der Wortlaut des Vertrages wird den Mitgliedern des Büros mit dem Protokoll zu-

gestellt werden sowie denjenigen übrigen Mitgliedern des Direktionskomitees, welche dies wünschen.

Der Sekretär nahm wie üblich an den Sitzungen des Kantonalkomitees Zürich teil. Der Haushilfedienst dieses Komitees in der Stadt Zürich hat sich so gut bewährt und einen so grossen Umfang angenommen, dass die Stadt Zürich ihre Subvention an diesen Dienst von jährlich 100'000 Franken auf 160'000 Franken erhöht hat. Der Sekretär begab sich auf Einladung unseres Komitees Jura-Nord am 24. Oktober 1957 nach Pruntrut, um zusammen mit Vertretern des Stiftungskomitees und der zuständigen Behörden die Frage der Umwandlung eines Teils des alten Spitals in ein Altersheim zu prüfen. Er nahm an zwei Sitzungen der Vertreter der welschen Kantonalkomitees in Yverdon (28. Oktober 1957) und Lausanne (11. November 1957) teil, an denen Fragen der Organisation der Propaganda und insbesondere das Verhältnis der Stiftung zur Aktion "Vert Automne" zur Sprache kamen. Am 20. November 1957 referierte der Sekretär in Chur an einer Sitzung von Fachleuten aus Altersheim- und Spitalbaukreisen im Hinblick auf die Einführung eines Gesetzes betr. kantonale Beiträge an den Bau von Spitälern, Alters- und Pflegeheimen. Der Sekretär sprach im weiteren am 20. Februar beim Präsidenten des Kantonalkomitees Schaffhausen, a. Sekundarlehrer O. Stamm-Rüetsch in Schaffhausen, vor und diskutierte mit ihm die Frage einer vermehrten Aktivität des Kantonalkomitees, insbesondere auf dem Gebiet der Förderung des Baues von Alterswohnungen; am 21. Februar nahm er an einer Sitzung des Vorstandes des Kantonalkomitees Zug in Zug teil, das bereits konkrete Pläne über den Bau von Alterswohnungen mit Unterstützung der Stadt Zug vorlegen konnte. In Genf werden dank der Initiative von Direktor Amberger in nächster Zeit ebenfalls weitere Wohnkolonien für Betagte entstehen.

Der Sekretär hatte überdies in verschiedenen Kursen der Klubschule Migros in Zürich und Luzern über das Thema "Glückliches Alter" sowie in Referaten in der Pestalozzi-Gesellschaft Zürich (29. Oktober 1957), in St. Gallen (22. Januar 1958) und an einer Mitarbeitertagung der Zentralstelle für Flüchtlingshilfe in Sachseln

(8. März 1958) Gelegenheit, über die Arbeit und die Ziele unserer Stiftung aufzuklären. Seit dem 30. November 1957 ist er auch Mitglied des Vorstandes der Schweizerischen Gesellschaft für Gerontologie, wodurch die Zusammenarbeit mit dieser Organisation noch enger gestaltet werden soll, und seit dem 13. Dezember 1957 Mitglied des Sénat administratif der neuen Genossenschaft "Vert Automne", worüber unter Traktandum 8 noch einige Mitteilungen folgen werden. Der Sekretär hat auch durch die Beratung verschiedener Diplomandinnen der Schule für soziale Arbeit in Zürich und die Begutachtung ihrer Diplomarbeiten über Altersfragen unseren Zielen dienen können.

Ueber die Beteiligung unserer Stiftung an der SAFFA 1958 in Zürich, die leider nur in sehr beschränktem Umfang möglich ist, sind die Verhandlungen noch im Gang. Der Sekretär wird demnächst konkrete Vorschläge mit den beauftragten Damen unseres Kantonalkomitees Zürich sowie mit den Ausstellungsorganen bereinigen und dem Büro vorlegen. Was unsere Mitarbeit an der HYSPA 1960 in Bern betrifft, hatte der Sekretär am 13. Dezember 1957 in Bern eine Vorbesprechung mit den Herren Dr. Vollenweider und Dr. Vogt; dabei hat sich der Sekretär zur Mitarbeit auf dem Gebiet der Altersprobleme bereit erklärt, einstweilen ohne dass der Stiftung daraus finanzielle Verpflichtungen erwachsen.

Der Präsident verdankt den Bericht des Sekretärs, dem er folgendes beifügt: Die Anstellung von Herrn Schrade, der bisher Beamter des Bundesamtes für Sozialversicherung war, bedeutet eine Uebergangslösung für eins bis zwei Jahre. Nachher ist eine andere Person mit dieser Aufgabe zu betrauen; er stellt sich vor, ein pensionierter Versicherungsbeamter oder Revisor könne diese Aufgabe dann übernehmen.

Auf Anregung von Dr. Keller wurde die Organisation des Zentralsekretariates durch Herrn J. Müller vom Personalamt der Stadt Zürich geprüft. Herr Müller hat sich während zwei Tagen auf dem Zentralsekretariat umgesehen und einen Bericht verfasst, der zeige, dass das Zentralsekretariat im grössten und ganzen richtig organisiert sei. Der Sekretär ist zu entlasten, indem er bestimmte

Aufgaben Fräulein Bucher überträgt, und Frau Kern, welche die Administration der Zeitschrift besorgt, nach Möglichkeit vermehrt bei den Arbeiten des Zentralsekretariates mithilft.

Was die SAFFA anbetrifft, hat Frau Dr. Bohren dem Präsidenten vor der Sitzung zugesichert, die Ausstellung werde zur Zeit bereit sein. Die Frist bis zur Eröffnung sei nun aber klein, so dass die Stiftung bald über die Art und Kosten einer Beteiligung orientiert sein sollte.

Der Sekretär ergänzt seinen Bericht mit einer Uebersicht über die Vorarbeiten zu dem in Auftrag gegebenen Film der Stiftung. Das Drehbuch enthielt einen wesentlichen Irrtum inbezug auf den Haushilfedienst, so dass zwei Seiten neu zu fassen seien; das fertige Drehbuch werde dann den Mitgliedern des Büros unterbreitet. Einige Szenen sollen im Tessin gedreht werden. Die französische Version wird für sich unabhängig gedreht, was im Preise inbegriffen ist; zusätzliche Kosten gegenüber dem Auftrag entstehen dadurch, dass gewisse Aufnahmen in den Alterssiedlungen am Luzernerring in Basel statt in denen von Zürich gemacht werden sollen.

Das Wort zum Bericht des Sekretärs wird nicht verlangt.

3. Kurze Orientierung über den Entwurf eines neuen Bundesbeschlusses betr. die zusätzliche Alters- und Hinterlassenenfürsorge des Bundes durch Direktor Dr. A. Saxer, Bern

Direktor Dr. Saxer referiert wie folgt:

Die zusätzliche Alters- und Hinterlassenenfürsorge ist zur Zeit geregelt durch den Bundesbeschluss vom 30. September 1955. Die Gültigkeitsdauer dieses Beschlusses läuft am 31. Dezember 1958 ab. Wenn die zusätzliche Fürsorge verlängert werden soll, muss also bis Ende 1958 eine neue Ordnung getroffen werden. Dass eine Verlängerung der zusätzlichen Fürsorge in Betracht gezogen werden muss, war von vorneherein klar. Zur Zeit sind noch Fondsmittel im Totalbetrag von 63 Millionen Franken vorhanden.

Man könnte nun annehmen, dass der Ausbau der AHV durch die vierte Revision die zusätzliche Fürsorge in gewissem Umfange über-

flüssig gemacht habe; sind doch durch die letzte Revision schon im folgenden Jahre 1957 rund 120 Millionen Franken neu zugunsten der Alten und Hinterlassenen ausgegeben worden. Im Jahresdurchschnitt auf lange Sicht werden es sogar 150 Millionen sein. Trotz diesen gewaltigen Mehrleistungen wollen aber die Klagen wegen ungenügenden Renten nicht verstummen. Diese Erscheinung erklärt sich daraus, dass eben die Renten der AHV trotz allem noch relativ niedrig sind. Die Minimalrente von 840 bzw. 900 Franken im Jahr ist eben doch nur ein Beitrag an den Unterhalt. Sind keine anderen Mittel vorhanden, so ist der Rentenbezüger - zumal in einer Zeit eher steigender Preise - in einer mehr oder weniger ausgeprägten Notlage. Dazu kommt, dass die Zahl der Rentner Jahr für Jahr um ca. 30'000 Bezüger zunimmt. Darunter befinden sich immer neue Schichten von wirtschaftlich schwach gestellten Personen, die auf Zuschüsse angewiesen sind. Die zusätzliche Fürsorge kann unter den heutigen Umständen somit nicht entbehrt werden. Ob später eine Rentenverbesserung möglich ist, die die zusätzliche Fürsorge von Seiten des Bundes unnötig macht, muss die Zukunft lehren.

Das Bundesamt für Sozialversicherung ist somit grundsätzlich für eine Verlängerung der zusätzlichen Fürsorge. Es hat aber auch die Auffassung, dass die Fürsorge betragsmässig nicht abgebaut werden kann und zwar aus den oben angegebenen Gründen.

Es ist daher vorgesehen, den Beschluss zu verlängern, wie er heute ist. Änderungen sollen keine vorgenommen werden. Dagegen sollen neu die 63jährigen Frauen nunmehr auch in die Bezugsberechtigung für die zusätzliche Fürsorge einbezogen werden, nachdem das Rentenalter um zwei Jahre herabgesetzt wurde. Dagegen soll der bisherige Verteilungsschlüssel aufrecht erhalten werden. Er ist gerecht und berücksichtigt namentlich die Land- und Bergkantone.

Wie schon gesagt, beträgt der zur Verfügung stehende Totalbetrag des Fonds noch rund 63 Millionen Franken. Nimmt man an, dass die bisherigen Beträge zur Ausrichtung kommen werden, so wird der Fonds in 6-7 Jahren aufgebraucht sein. Dann wird der Zeitpunkt gekommen sein, wo der Bund sich schlüssig werden muss, ob er die zusätzliche Fürsorge noch weiterführen oder ob er diese Aufgabe den Kantonen und Gemeinden und der Stiftung für das Alter überlassen will.

Der neue Beschluss soll am 1. Januar 1959 in Kraft treten und unbefristet weitergeführt werden bis zur Erschöpfung der Mittel.

Nun hat in jüngster Zeit die Stiftung für das Alter eine Eingabe gemacht hinsichtlich der Unterstützung des Baues und von Reparaturen an Altersheimen. Die Stiftung ist der Auffassung, dass im kommenden Beschluss ein Betrag für die Unterstützung solcher Altersheime vorgesehen werden soll. Direktor A. Saxer ist grundsätzlich der Auffassung, dass die Unterstützung von Altersheimen für Bauten und Unterhalt notwendig wäre. Es stellt sich aber die Frage, ob der Bund zur Zeit sich auf dieses Gebiet einlassen könne. Die Konsequenzen sind nicht zu verkennen. Die verfügbaren Mittel genügen nicht einmal für die Unterstützung der Greise, Witwen und Waisen. Kann man unter diesen Umständen verantworten, einen völlig neuen Zweig einzuführen?

Dazu kommt, dass gegenwärtig die Invalidenversicherung beraten wird. In ihrem Rahmen sind ebenfalls Bau- und Reparaturbeiträge vorgesehen. Es ist sicher richtig, diese Gesetzgebung abzuwarten, bis auf dem Gebiete der Unterstützung der Altersheime etwas unternommen wird. Dass aber etwas getan werden sollte, ist zweifellos. Das Beispiel des Heimes "San Carlo" in Locarno, das die Teilnehmer der letzten Abgeordnetenversammlung der Stiftung besucht haben, hat dies ja mit aller Deutlichkeit gezeigt.

Zur Zeit ist es aber sicher richtiger, wenn darauf verzichtet wird, im neuen Beschluss einen Betrag für die Altersheime vorzusehen.

In diesem Zusammenhang sei noch auf den Fonds Isler aufmerksam gemacht. Es liesse sich denken, dass die Stiftung in vermehrtem Masse Altersunterstützungsfälle über den Fonds Isler leiten und damit Mittel frei machen würde für die Unterstützung der Heime. Einem solchen Vorgehen könnte das Bundesamt für Sozialversicherung im Rahmen der verfügbaren Mittel zustimmen.

Der Präsident dankt Direktor A. Saxer für seine eingehende Orientierung. Die Stiftung ist für die Botschaft sehr dankbar; denn die Fortführung der zusätzlichen Alters- und Hinterlassenenfürsorge ist nach der 4. Revision der AHV, welche die seit 1948 eingetretene Teuerung kompensiert, nicht selbstverständlich.

Zur Frage der Leistung von Bundesbeiträgen an Altersheime bemerkt der Präsident, dass sie zweifellos für den Bund eine neue und zudem heikle Aufgabe bedeute. Er ist aber überzeugt, der Bund werde sich dieser Aufgabe auf die Dauer nicht entziehen können. Nicht alle Kantone sind in der Lage, aus eigenen Mitteln die Heimfrage im Hinblick auf die stets zunehmende Ueberalterung zu lösen. Bekanntlich sieht die Invalidenversicherung Bundesbeiträge an Invalidenheime vor. Wird diese neue Versicherung vom Volk angenommen, so bedeutet dies ein wichtiges Präjudiz für die immer brennender werdende Frage der Finanzierung von Altersheimen durch den Bund.

Die Anregung von Direktor A. Saxer, durch vermehrte Inanspruchnahme des Fonds Isler für Einzelfälle die Stiftung zu entlasten, um damit grössere Mittel für Subventionen zu gewinnen, soll aufmerksam geprüft werden. Die Gesuche um Unterstützungen sollen künftig noch strenger daraufhin geprüft werden, ob Hilfe aus dem Fonds Isler geleistet werden kann. Meistens handelt es sich bei den Einzel-

fällen um dauernde Notlagen, und der Präsident glaubt nicht, dass hier grössere Beträge für andere Zwecke eingespart werden können. Er weist ferner daraufhin, der Vorschlag des Bundesamtes für Sozialversicherung, die Alters- und Hinterlassenenfürsorge im bisherigen Ausmass weiterzuführen, sei auch der AHV-Kommission vorgelegt worden. Ueberdies sei zu beachten, dass der Schlüssel für die Verteilung der der Stiftung zufließenden Mittel ebenfalls unverändert bleibe.

Der Sekretär teilt den Standpunkt des Präsidenten, die Umschichtung von Einzelfällen - die schon bisher so weit als möglich dem Fonds Isler zugewiesen wurden - werde praktisch keine grosse Entlastung der Stiftungsgelder bedeuten; der Fonds Isler könne nur bei vorübergehender Notlage beansprucht werden, während die bei der Stiftung eintreffenden Gesuche meistens dauernde Notlage aufdecken. Zudem ist zu bedenken, dass ein grosser Teil (ca. 66-75%) des Beitrages aus dem Fonds Isler zur Finanzierung des Haushilfedienstes für gebrechliche Betagte dient. Dieser Dienst ist sehr wertvoll; die Beiträge an seine lokalen Organisationen, die sich vermehren und ausbreiten, sollten nicht herabgesetzt werden müssen.

Vizepräsident Brandt findet, die Mittel aus dem Fonds Isler, die für den Haushilfedienst so segensreich seien, sollten nicht durch Zweckerweiterung noch mehr zersplittert werden. Der Bund sollte in seiner Hilfe grosszügiger sein; die richtige Auswahl der Heime, die der Beiträge bedürfen, könnte sicher getroffen werden.

Quästor Weber erinnert an die der Stiftung auferlegten strengen Ausführungsbestimmungen für Zahlungen aus dem Fonds Isler, die nur für einmalige Hilfe in Einzelfällen und für den Haushilfedienst für gebrechliche Betagte verwendet werden dürfen. Er fragt, ob die Bestimmungen für die Hilfeleistungen aus dem Fonds Isler in dem Sinne gelockert werden könnten, dass diese Gelder auch für periodische Unterstützungen verwendet werden dürften. Wie Direktor A. Saxer, haben auch Quästor Weber die hohen Treppen im Altersheim San Carlo in Locarno beeindruckt; und so wie durch einen Lifteinbau*)

*) Wie eine nachträgliche Anfrage ergab, verfügt das Altersheim San Carlo in Locarno bereits über eine Liftanlage.

in diesem Heim; könnte noch an vielen Orten geholfen und den Insassen der Aufenthalt erleichtert werden, sofern die Mittel dazu vorhanden wären. Der Rechnungsabschluss 1957 wird dank verschiedener Legate günstig lauten; es könnte an die Schaffung eines Ausgleichsfonds zugunsten der Jahre mit wenigen Legaten gedacht werden, was zusammen mit der Verschiebung von Hilfsgesuchen für Einzelfälle auf den Fonds Isler doch erlauben würde, die Zuwendungen an Heime zu erhöhen.

Dr. Repond erkundigt sich, ob die Invalidenversicherung auch Beiträge an Heime für invalide Betagte vorsehe.

Der Präsident antwortet, es sei nicht beabsichtigt gewesen, die in der Invalidenversicherung vorgesehene Hilfe an Heime auch auf Pflegeheime für Altersinvalide auszudehnen.

Direktor A. Saxer erklärt, solange der Wortlaut des Gesetzes für die Invalidenversicherung nicht festgelegt sei, sei es schwierig, auf diese Frage näher einzutreten. Er nimmt aber die Anregung von Dr. Repond zur Prüfung entgegen.

Dr. Vischer berichtet von seiner soeben beendeten Studienreise in Italien; der Vergleich der dortigen Altersheime mit unseren Häusern in der Schweiz sei für die Beurteilung ein wertvolles Mittel. Er musste sich aber eingestehen, die im Süden gefundenen Mängel wären auch in der Schweiz zu treffen gewesen. Die Schweiz ist im Rückstand hinsichtlich des Pflegepersonals und der ärztlichen Betreuung der Heiminsassen. Es genügt nicht, Subventionen an die Bauausgaben zuzusprechen, wenn man nicht überzeugt ist, ob ein Heim nach modernen Gesichtspunkten geführt wird. Die grösste Sorge der Fürsorgebehörden ist die Unterbringung von Chronischkranken; der Haushilfedienst allein genügt nicht. Spitäler und Heime für Invalide werden automatisch zu Heimen für betagte Chronischkranke; denn die Insassen werden älter. Die sozialen Gründe für den Eintritt in ein Altersheim nehmen ab, auch diese Häuser werden mehr und mehr zu Heimen für Chronischkranke, andererseits wächst das Bedürfnis für Alterswohnungen.

Dekan Kessler ist froh zu vernehmen, dass die zusätzliche Alters- und Hinterlassenenfürsorge des Bundes im bisherigen Ausmass weitergeführt wird. Er wäre aber dankbar, wenn der Schlüssel für die

Verteilung des Bundesbeitrages an die Kantonalkomitees zugunsten der Bergkantone, die keine Altersbeihilfe kennen, geändert würde. Wenn betagte Leute auf das Land zurückkehren, sind sie enttäuscht, nicht mehr die gleichen Leistungen wie am früheren Wohnort zu erhalten; diese Misstimmung breitet sich auch unter der schon lange ansässigen Landbevölkerung aus. Gegenüber dem Hinweis von Direktor A. Saxer, die AHV wirke sich auf dem Lande besser aus, möchte Dekan Kessler festhalten, wie viel bescheidener, z.T. kümmerlich, die Leute auf dem Lande leben im Vergleich zu den Mietern in Alterssiedlungen. Das Wasser im Hause fehlt; Kleider und Wäsche sollten dringend erneuert werden. Die Landkantone würden eine vermehrte Berücksichtigung als gerecht empfinden.

Der Präsident weist darauf hin, die 3. und die 4. Revision der AHV habe den Landkantonen unbestreitbar mehr Vorteile als den städtischen Gegenden gebracht.

Dr. Repond berichtet über eine Umfrage bei einer Anzahl psychiatrischer Heime. Dabei hat es sich gezeigt, dass immer noch leidende Betagte in solchen Anstalten beherbergt werden, die nicht dorthin gehören und die dazu noch schlecht gepflegt werden. Eine spezielle Ausbildung für das Personal wurde einstimmig als notwendig oder empfehlenswert befunden. Es wurde ferner darauf hingewiesen, das Personal und der Nachwuchs seien zahlenmässig ungenügend, was mit der niedrigen Entlohnung zusammenhänge. Dr. Repond möchte vorschlagen, die Stiftung solle Einführungskurse für das Personal in Heimen mit betagten Insassen veranstalten. Die Antworten weisen ferner auf die Notwendigkeit hin, grösseren Altersheimen psychiatrische Abteilungen, die nicht zu gross sein dürfen, anzugliedern. Dr. Repond unterstreicht die Wichtigkeit all dieser Belange, die er dringend zu verfolgen empfiehlt. Die Bundessubventionen sind klein, die Aufgaben werden immer grösser; die Stiftung darf bei diesen Problemen nicht abseits stehen.

Der Präsident dankt Dr. Repond für seine Ausführungen und bittet ihn, für die Zeitschrift einen Bericht über diese Umfänge verfassen zu wollen.

Dr. K. Keller kommt auf die Frage der Heimfinanzierung zurück, die immer mehr zulasten der öffentlichen Hand erfolgt. Wenn heute gefragt wird, ob der Bund Beiträge für Altersheime bewilligen solle, so ist sein Standpunkt vor Augen zu halten: der Bau und der Betrieb solcher Heime ist primär die Aufgabe von Kantonen und Gemeinden, parallel stellt sich die gleiche Frage zwischen Kanton und Gemeinde. Die Stiftungsmittel stammen aus privater Hand; bei der Sammlung stehen Alterspflege und Haushilfedienst im Vordergrund. Es drängt sich die Frage auf, ob sich die Stiftung zum Zwecke der Heimfinanzierung mit dem Bundesfeierkomitee in Verbindung setzen wolle; die 1. August-Sammlung ist bekanntlich nicht zweckgebunden. Beispielsweise erhält Pro Juventute periodisch Hilfe von dieser Seite; auch die Hauspflegeorganisation hat einmal den Erlös aus den Bundesfeiermarken erhalten. Dr. Keller regt an, das Bundesfeierkomitee zu bitten, einmal seine Sammlung für Altersheime zu bestimmen und die Hilfe den Heimen angedeihen zu lassen, die es in baulicher oder betrieblicher Hinsicht am nötigsten haben.

Dr. Ammann erinnert, dass die Stiftung bereits einmal Ende der Zwanzigerjahre ^{383'650.80} ~~und 90'000~~ Franken vom Bundesfeierkomitee erhalten habe; ungefähr ein ^{Winkel d.h. 90'000 Franken} ~~Drittel~~ wurden für Altersheime verwendet. Die Verteilung wurde der Stiftung überlassen, die dem Bundesfeierkomitee ihre Anträge unterbreitete. Mit dieser Hilfe konnte viel Gutes getan werden. Später folgten die Beiträge des Bundes an die Stiftung, dann die AHV. Das Bundesfeierkomitee hat auch in einem der letzten Jahre mit seinem Beitrag von Fr 150'000.-- den Bau des Engadiner Altersheims in Schuls ermöglicht. Die Stiftung dürfe sicher wieder einmal mit einem Gesuch an das Bundesfeierkomitee gelangen.

Zur Frage der Fortführung der zusätzlichen Alters- und Hinterlassenenfürsorge verweist er auf den Artikel 98 des AHVG, wonach der Bundesrat der Stiftung aus ordentlichen Mitteln Beiträge zur Unterstützung von Uebergangsrentnern gewähren könne. Bei der nächsten AHV-Revision, die wohl spätestens im Zusammenhang mit der Einführung der Invalidenversicherung zu erwarten sei, sollte dieser Artikel in dem Sinne revidiert werden, dass der Bund ordentliche Bei-

träge an Heime für Chronischkranke und Altersheime entrichten könne.

Der Präsident dankt für den Hinweis auf den Präzedenzfall wegen des Bundesfeierkomitees. Er findet die Anregung von Dr. K. Keller wertvoll; es sollte ihr auf alle Fälle Folge gegeben werden, wenn die Stiftung auch ein paar Jahre warten müsse, bis sie an die Reihe kommt.

Alt Nationalrat A. Keller ruft die Diskussionen bei der Verteilung des Zuschusses in Erinnerung, wobei immer ein grosser Teil Zürich, das für seine Betagten gut sorgt, zugesprochen wurde, was bei den Landkantonen stets eine gewisse Misstimmung wachgerufen habe. Diese hätte es wohl auch begrüsst, wenn der Verteilungsschlüssel zugunsten der armen Kantone neuerdings geprüft worden wäre.

Der Präsident weist darauf hin, der Verteilungsschlüssel, der für die künftige Ordnung gelte, betreffe den vollen ordentlichen Bundesbeitrag. Er wurde bei der letzten Neuregelung vor drei Jahren sehr zugunsten der Landkantone festgelegt. Der Zuschuss des Direktionskomitees, der ja seither im ordentlichen Bundesbeitrag eingeschlossen ist, wurde immer im Einvernehmen mit dem Bundesamt für Sozialversicherung verteilt.

Frau Dr. Bohren ist von den Mitteilungen von Direktor A. Saxer erfreut. Sie kennt die finanziellen Schwierigkeiten, mit denen das Kantonalkomitee Zürich trotz gut ausgebauter Altersbeihilfe zu kämpfen hat; sie schildert die vielen Härtefälle und die Gesuchsteller, die nicht begreifen, warum ihnen nicht besser geholfen werden kann, damit sie über den Mietzins hinaus doch auch noch leben können. Wenn, wie a. Nationalrat A. Keller ausführte, es "Zürich" betrifft, dass "dem, der viel hat, viel gegeben werde", so geht das nicht das Kantonalkomitee der Stiftung an, das ebenso wie die Komitees auf dem Land seine Mittel brauche und alle Gesuche genau prüfe. Der von Dr. Ammann zitierte Artikel 98 des AHVG sollte im Auge behalten werden zwecks zeitgemässer Redigierung bei der nächsten Gelegenheit.

Direktor A. Saxer stellt abschliessend fest, den Landkantonen sei zweifellos durch die beiden letzten Revisionen der AHV

besser geholfen worden, welche die Aufhebung der Wohnortsklassen und die Erhöhung der Minimalrenten mit sich brachten; er versteht aber gewisse noch offene Wünsche. Der Verteilungsschlüssel für den Bundesbeitrag laut Bundesbeschluss für die zusätzliche Alters- und Hinterlassenenfürsorge wurde ursprünglich je zur Hälfte nach Massgabe des Betrags der ausbezahlten Uebergangsrenten und der Zahl der Uebergangsrentner in den ersten Jahren des Bestehens der AHV festgelegt, dann auf Grund der Einwände der ländlichen Kantone zu 9/10 nach Massgabe der Zahl der Bezüger von Altersrenten im einzelnen Kanton im Durchschnitt der Jahre 1948/51 und 1/10 nach Massgabe der Zahl der im einzelnen Kanton wohnhaften über 65jährigen Ausländer gemäss der Volkszählung 1950 festgesetzt. Eine weitere Begünstigung der ländlichen Gegend kommt nicht mehr in Frage. Es wäre zu untersuchen, ob die Wahl der betreffenden Jahrgänge eine besondere Auswirkung mit sich brachte.

Art. 98 des AHVG, von dem bis jetzt kein Gebrauch gemacht wurde, wird neu gefasst werden müssen, wobei nicht mehr der Bundesrat, sondern das Parlament für die Zusprechung weiterer Mittel an die Stiftung zuständig zu erklären wäre, da es sich dabei um Millionenbeträge handelt.

Das Bundesamt für Sozialversicherung wird die Bestimmungen des Fonds Isler daraufhin prüfen, ob nicht durch eine Lockerung der Vorschriften eine Entlastung der für Einzelfürsorgefälle angewendeten Stiftungsmittel herbeigeführt werden könnte.

Der Präsident dankt für die gefallenen Voten und stellt fest, das Direktionskomitee begrüsse sehr die Fortsetzung der zusätzlichen Alters- und Hinterlassenenfürsorge, und es nehme gerne die in Aussicht gestellte Lockerung des Reglements für die Mittel aus dem Fonds Isler zur Kenntnis, um dadurch der Stiftung vermehrte Gelder aus eigenen Mitteln für Zuwendungen an Alters- und Pflegeheime zu beschaffen. Die Anregung von Dr. K. Keller betreffend ein Gesuch an das Bundesfeierkomitee wird ausgeführt werden. Die Kritik am Verteilungsschlüssel soll in unserer Vernehmlassung erwähnt werden, vermutlich wird es aber zu keiner Aenderung kommen.

4. Vorbereitung der Wahlen in das Direktionskomitee
(Ablauf der Amtsdauer)

Der Präsident macht auf den Ablauf der Amtsdauer 1954/58 des Direktionskomitees, des Präsidenten und des Vizepräsidenten der Abgeordnetenversammlung aufmerksam. Die Herren Bundesrat Dr. h.c. Philipp Etter und a.Ständerat Albert Picot haben sich in verdankenswerter Weise bereit erklärt, sich für die Wiederwahl zur Verfügung stellen zu wollen.

Alt Bezirksamman Tobler hat zugleich mit seiner Entschuldigung zur heutigen Sitzung den Rücktritt aus dem Direktionskomitee erklärt. Seinem Gesuch soll unter bester Verdankung der geleisteten Dienste und seiner wertvollen Mitarbeit und allen guten Wünschen für seine Gesundheit Folge gegeben werden. Der Präsident hofft gerne, dass die übrigen Mitglieder des Direktionskomitees weiterhin im Amte bleiben werden.

Für die Ersatzwahl für den ausgetretenen Nationalrat Wick wurde mit den massgeblichen katholischen Kreisen Fühlung genommen. Nationalrat Wick hat als Nachfolger der Caritas im Direktionskomitee vorgeschlagen: Dr. Alfons Fuchs, Präsident des katholischen Anstaltsverbandes, dem auch die katholischen Altersheime unterstehen. Der Präsident beantragt, der Abgeordnetenversammlung Dr. A. Fuchs zur Wahl in das Direktionskomitee vorzuschlagen, auch dem Kantorkomitee Luzern sei diese Kandidatur genehm.

Der Sekretär macht darauf aufmerksam, dass traditionsgemäss dem Direktionskomitee je zwei Pfarrherren beider Konfessionen angehören. Da Dr. Fuchs geistlichen Standes sei, würden nach seiner Wahl dem Direktionskomitee drei katholische Geistliche angehören.

Domherr Zurkinden erklärt sich bereit, zurücktreten zu wollen, sofern der vom Sekretär dargelegte Umstand die Wahl von Dr. Fuchs ausschliessen würde.

Der Präsident sieht das nicht als Hinderungsgrund an, und bittet Domherr Zurkinden, sich seine Rücktrittsabsichten nochmals zu überlegen.

Dr. Bayard fragt, ob nicht allenfalls die Wahl eines Parlamentariers besser wäre.

Ehrenpräsident Gürtler ist der Ansicht, die Fachkenntnisse im Anstaltswesen von Dr. Fuchs seien für das Direktionskomitee in diesem Fall ausschlaggebend, und begrüsst den Vorschlag von Nationalrat Wick sehr.

Es wird beschlossen, der nächsten Abgeordnetenversammlung Dr. Alfons Fuchs, Luzern, zur Wahl in das Direktionskomitee vorzuschlagen. - Die Ersatzwahl für a. Bezirksammann Tobler, dessen Demission dem Präsidenten erst vor zwei Tagen zugegangen ist, soll in der nächsten Sitzung besprochen werden, damit sich vorerst das Büro damit befassen kann.

5. Ergebnis der Sammlung 1957

Der Sekretär gibt das Sammlungsergebnis 1957 bekannt, das netto Fr 1'122'869.82 (1956: Fr 1'056'931.53) beträgt.

Der Präsident gibt seiner Genugtuung über die Verbesserung des Sammlungsergebnisses Ausdruck, namentlich auch im Hinblick auf die Teuerung.

6. Propaganda (Plakat, Presse, Radio)

a. Plakat

Der Präsident teilt mit, dass vier Graphiker zu einem Wettbewerb eingeladen wurden, die fünf Entwürfe eingereicht haben. Er schlägt vor, eine Probeabstimmung über die Entwürfe durchzuführen, bevor er den Entscheid des Büros und von Gérard Miedinger, Graphiker, der anstelle des verstorbenen Pierre Gauchat in der Jury mitwirkt, bekannt gibt.

Es entfallen auf:

Entwurf 1 - Mann mit Knabe	:	-
2 - Sitzende Frau	:	6
3 - Mann (Silhouette)	:	
Schrift: freiwillige	:	

Spende für das Alter schwarz überdeckt)	:	4
4 - Modernes Gesicht	:	2
5 - Hand auf Stock gestützt	:	8

Der Präsident führt aus, das Büro habe nach Anhören von G. Miedinger den Entwurf 3 zur Ausführung vorgeschlagen, dem weitaus die beste Plakatwirkung zukomme. Bei Entwurf Nr. 2 wurde das Gesicht als zu leblos empfunden, Nr. 4 als interessant, aber als Plakat nicht geeignet befunden, bei Nr. 5 wurde die Handstellung als unrichtig bemängelt; überdies sei ein ähnliches Bild schon früher einmal ausgeführt worden.

Er schlägt vor, auf Grund des Ergebnisses der Probeabstimmung die Entwürfe Nr. 2, 3 und 5 in die engere Wahl zu ziehen.

Beim ersten Wahlgang entfallen auf den Entwurf Nr. 2 6, Nr. 3 10 und Nr. 5 4 Stimmen, womit der letztere ausscheidet. Der zweite Wahlgang ergibt 6 Stimmen für Nr. 2 und 13 für Nr. 3. Somit wird der schwarz-weiss Entwurf gedruckt werden.

Frau Dr. Bohren schlägt vor, dem Graphiker eine kleine Aenderung vorzuschlagen, damit der Mann nicht "im Leeren" sitze.

Der Präsident gibt noch die Namen der Künstler bekannt:

Nr. 3 : Graphiker Heini Fischer (Fischer-Corso), Zürich
 Nrn. 1 & 4 : A. Rosselet, Auvornier NE
 Nr. 2 : H. Auchli, Bern
 Nr. 5 : C. Schönhaus, Basel

b. Presse und Radio

Der Sekretär orientiert in kurzen Worten, die Propaganda in Presse und Radio werde dieses Jahr in der bisherigen Art und Weise, die sich bewährt habe, durchgeführt. Im Radio sind in den letzten beiden Jahren statt einer Hörspielsendung des öfteren kurze Aufrufe durchgegeben worden.

Das Direktionskomitee erklärt sich mit diesem Vorgehen einverstanden.

7. Antrag des Kantonalkomitees Schwyz der Stiftung auf Einführung eines Alterssonntages

Der Präsident stellt die Eingabe des Kantonalkomitees Schwyz vom 20.9.1957 zur Diskussion, die den Mitgliedern des Direktionskomitees mit der Einladung zuging. Ähnlich dem Muttertag, dem Tag der Kranken, sollte ein Alterssonntag eingeführt werden, um der Bevölkerung die Probleme des Alters ins Gedächtnis zu rufen. Das Büro verhielt sich dieser Neuerung gegenüber eher ablehnend, ob-
schon es durchaus die guten Absichten anerkennt. Wahrscheinlich würden von einem solchen Tag die Betagten selbst keinen grossen Gewinn davon tragen, während er aber für allerlei kommerzielle Zwecke ausgebeutet würde. Der Präsident eröffnet die Diskussion.

Ehrenpräsident Gürtler schliesst sich der Meinung des Büros an. Er weist auf die Leute hin, die nicht an "Alter" erinnert werden wollen; ein Alterssonntag liesse sich vielleicht besser auf kantonalem statt auf eidgenössischem Boden durchführen.

Es wird beschlossen, dem Kantonalkomitee Schwyz den Eingang der Anregung dankend zu bestätigen und mitzuteilen, das Direktionskomitee könne aus den verschiedenen hier aufgeworfenen Gründen nicht darauf eintreten.

8. Mitteilungen

a. Aktion "Vert Automne"

Der Sekretär führt aus, wie in Nr. 1/1958 der Zeitschrift PRO SENECTUTE veröffentlicht wurde, hat sich die Aktion "Vert Automne" nun als eine unabhängige schweizerische Genossenschaft im Handelsregister eintragen lassen, die Genossenschaftsanteile von 100 und 1'000 Franken zur Zeichnung auflegt. Das Büro habe beschlossen, Fr 1'000.-- zu zeichnen; er fragt an, ob es nicht möglich wäre, sich mit 3 bis 5'000 Franken zu beteiligen.

Der Präsident hält dafür, im Büro nochmals auf die Höhe der Zeichnung zurückzukommen, nachdem Quästor Weber wieder an den Sitzungen teilnehmen könne.

Ehrenpräsident Gürtler erinnert daran, dass bereits zwei Subventionen gewährt worden seien, wobei die zweite Zahlung ausdrücklich als der letzte Beitrag bezeichnet wurde.

Quästor Weber möchte erfahren, was "Vert Automne" bis jetzt praktisch geleistet habe, bevor ein Beschluss gefasst werde. Wohl seien die Ausgaben für Lokalitäten und Material bekannt, nicht aber die positiven Ergebnisse der Aktion.

Der Sekretär weist auf die von "Vert Automne" organisierte Stellenvermittlung hin, vorzugsweise für Aushilfen, Gärtner, Hotel- und Hilfspersonal und auf die in Lausanne und Genf gegründeten Altersklubs. Eine grosse Arbeitsmöglichkeit biete sich im Zusammenhang mit der Schweizerischen Landesausstellung 1964, deren Direktor, Fritz Roth, Mitglied des Sénat administratif sei.

Dr. Vischer hält dafür, ungefähr ein halbes Jahr mit dem Beschluss zuzuwarten, da man sich heute noch kein Urteil bilden könne.

Frau Dr. Bohren ruft die vielen Probleme, die es für die Stiftung zu bewältigen gibt und für die einfach vorderhand die Mittel fehlen, in Erinnerung. Für eine grössere Beteiligung an der Genossenschaft "Vert Automne" fehlen vorläufig einfach die Mittel.

Der Präsident schlägt vor, die Frage der Beteiligung noch eingehender abzuklären und dann einer späteren Sitzung zu unterbreiten.

Diesem Antrag wird stillschweigend zugestimmt.

Das Wort wird nicht mehr gewünscht.

Schluss der Sitzung: 16.45 Uhr

Der Präsident:

Hamm

Die Protokollführerin:

A. Buche

eingesehen:

7. Roth

SCHWEIZERISCHE STIFTUNG
FÜR DAS ALTER

Zentral-Sekretariat
ZÜRICH Mühlbachstr. 8

~~Telephon (051) 32 49 00~~
Postcheckrechnung VIII 8501

Zürich, den 17. März 1958
Seestrasse 2
Tel. (051) 23 73 79

E i n l a d u n g

zur Sitzung des Direktionskomitees der Stiftung "Für das Alter"
auf Mittwoch, den 26. März 1958, 14.00 Uhr, in Z ü r i c h,
im "Zunfthaus zur Waag", Münsterhof 8 (kleiner Saal, 2. Stock)

T r a k t a n d e n :

1. Protokoll
2. Stand der Organisation
3. Kurze Orientierung über den Entwurf eines neuen Bundesbeschlusses betr. die zusätzliche Alters- und Hinterlassenenfürsorge des Bundes durch Direktor Dr. A. Saxer, Bern
4. Vorbereitung der Wahlen in das Direktionskomitee (Ablauf der Amtsdauer)
5. Ergebnis der Sammlung 1957
6. Propaganda (Plakat, Presse, Radio)
7. Antrag des Kantonalkomitees Schwyz der Stiftung auf Einführung eines Alterssonntages (Beilage)
8. Mitteilungen
9. Verschiedenes

Im Namen des Direktionskomitees

der Präsident:

Prof. W. Saxer

der Sekretär:

J. Roth

Die Damen und Herren, die an der Sitzung teilnehmen können, sind zum gemeinsamen Mittagessen um 12.30 Uhr im kleinen Saal des "Zunfthauses zur Waag" (2. Stock) herzlich eingeladen.

Beilagen:

Abschrift Schreiben des Kantonalkom. Schwyz an das Direktionskomitee der Stiftung vom 20.9.57 betr. Einführung eines Alterssonntags. Heft No. 3 1957/8 "Pro Infirmis", enthaltend Referat "Der Invalide im Lebenskreis des Gesunden" von Chefstadtarzt Dr. med. H. O. Pfister, Zürich.

An das
Direktionskomitee der
Schweizerischen Stiftung
"Für das Alter"

Z ü r i c h

Einführung eines Alterssonntages

Sehr geehrter Herr Präsident,
sehr geehrte Damen und Herren,
sehr geehrter Herr Zentralsekretär,

Die Stiftung "Für das Alter" hat in ihrer Urkunde als erste Aufgabe "die Teilnahme für Greise beiderlei Geschlechts ohne Unterschied des Bekenntnisses zu wecken und zu stärken" aufgeführt. Sie kommt diesem Auftrage nach, indem sie bedürftige und altersgebrechliche Männer und Frauen finanziell unterstützt und sie erfüllt diese Aufgabe in neuerer Zeit namentlich auch, indem sie die Alterspflege im weitesten Sinne ausbaut und fördert.

Wie es sich zeigt, werden die Altersprobleme in Zukunft nicht kleiner. Laut Statistik wurde die Lebensdauer in den letzten Jahren wesentlich verlängert. Die mittlere Lebenszeit ist in der Schweiz in den vergangenen 50 Jahren bei Männern um 19 auf 66 Jahre und bei Frauen sogar um 18 auf 71 Jahre angestiegen. Durch diese Lebensverlängerung hat die Zahl der alten Leute wesentlich zugenommen. Die Zahl der Jugendlichen dagegen ist im gleichen Zeitabschnitt keineswegs im selben Masse angestiegen, sondern das Verhältnis zwischen Jungen und Alten hat sich, wie aus nachstehender Tabelle zu entnehmen ist, ganz gewaltig verschoben:

	<u>im Jahre 1900</u>	<u>im Jahre 1951</u>
- Die 65 und mehrjährigen Personen betragen im Vergleich zur Wohnbevölkerung	58 Promill	96 Promill
- Die Kinder und Jugendlichen von 0-19 Jahren betragen im Vergleich zur Wohnbevölkerung	405 Promill	305 Promill.

Die Gegenüberstellung zeigt in eindrucklicher Weise die gegensätzliche Entwicklung. Dazu kommt, dass der moderne Maschinenbetrieb in der Industrie - wir denken auch an die zunehmende Automatisierung - den ältern Arbeitnehmern die Arbeitsgelegenheiten dezimieren wird. Die betagten Personen werden künftig offenbar früher aus dem Arbeitsprozess ausgeschaltet. Wir haben also einerseits durch die Lebensverlängerung und andererseits durch die frühere Ausschaltung aus dem Arbeitsprozess mehr erwerbslose Betagte. Dagegen wird die Zahl der Jugendlichen inskünftig verhältnismässig merklich kleiner sein.

Die Stiftung "Für das Alter" dürfte somit in Zukunft wahrlich nicht weniger Arbeit haben. Es wird u.a. nicht ihre geringe Aufgabe sein, die Entwicklung, die sich aus der tiefgreifenden Umschichtung unseres Volkes ergibt, aufmerksam zu verfolgen und rechtzeitig geeignete Massnahmen zum Schutze der zahlreichen Betagten in die Wege zu leiten.

Die Stiftung leistet den leiblich und seelisch bedrängten Ältern Gliedern unserer Gemeinschaft unzweifelhaft wertvolle Dienste. Sie leistet von sich aus in direkter Weise das, was ihr möglich ist. Wir fragen uns jedoch, ob die Stiftung nicht noch etwas weiter gehen sollte, indem sie alle Gutgesinnten zur Mithilfe aufmuntert und

so die Teilnahme für unsere Greise auf indirekte Weise fördert. Es kann unserer Ansicht nach der Stiftung nur dienlich sein, wenn Familienangehörige, Verwandte und Bekannte freundlich zur Altershilfe eingeladen werden und es ist eine zeitgemässe Aufgabe, insbesondere die Jugendlichen an ihre Pflichten gegenüber unsern betagten Mitmenschen zu erinnern und ihre Nächstenliebe zu den alten und gebrechlichen Leuten zu wecken.

Dass dies erforderlich ist, zeigen auch die Ausführungen Ihres Herrn Zentralsekretärs Dr. Johannes Roth in seinem aufklärenden Aufsatz in der Zeitschrift "Die Familie" vom Juni 1957: "Leider ist es in unserer Zeit mancherorts nicht mehr selbstverständlich, dass in guten Verhältnissen lebende Kinder ihren Eltern beistehen. Die sattsam bekannte Lockerung der Familienbande findet häufig in der Gleichgültigkeit der Kinder gegenüber der Not der betagten Eltern einen traurigen und beschämenden Ausdruck."

Wir brauchen hier nicht zu untersuchen, weshalb Herr Dr. Roth zu dieser leider allzuwahren Feststellung kam. Vielleicht ist es die moderne Lebensweise, die anwachsende Hetze und Hast in der Arbeit, die zunehmende Motorisierung, die zahllosen Vergnügungsmöglichkeiten und - sagen wir es offen - in vielen Fällen die Vergnügungssucht der Jugendlichen, welche heftig dazu beitragen, das Licht und die Wärme für die alten Menschen auszulöschen. Die neue Zeit bringt also nicht nur Vorteile, sondern auch grosse Gefährdungen mit sich.

Das Zürcher Kantonalkomitee führt jedes Jahr anfangs Oktober einen Alterssonntag durch. Es ordnet dabei verschiedene Massnahmen an, die geeignet sind, den Betagten Freude, Zuversicht und Trost zu bringen. Wir finden den Gedanken des Alterssonntages so vorzüglich, dass er gesamtschweizerisch angewendet werden sollte.

An einem "Sonntag für das Alter", der sich unserer Meinung nach später gewissermassen zu einem Familientag für Jung und Alt entwickeln sollte, würde sich die gute Gelegenheit bieten, den Helferwillen für das Alter in mannigfaltiger Art zu fördern. So könnten beispielsweise die Jugendlichen und die Familienangehörigen in ausgedehnter Masse durch Radio und Presse an die hehren Pflichten gegenüber den betagten Mitmenschen erinnert und die gebrechlichen Alten auf die hohen Werte eines geduldig ertragenen Lebensabends hingewiesen werden. Der besinnliche Tag würde sich auch gut eignen, einmal jener im stillen Kämmerlein zu gedenken, die jahrein und jahraus, oftmals unter grossen Opfern, Betagte liebevoll betreuen. Wir zweifeln nicht daran, dass das Direktionskomitee der Stiftung in Zusammenarbeit mit den Kantonalkomitees den Alterssonntag so zu gestalten vermöchte, dass er vielen einsamen Mitmenschen wohlthuende Stunden des Friedens und manchem Jungen wertvolle Gedanken zur Reife bringen würde.

Die Aufklärung am Alterssonntag könnte aber auch gut dazu verwendet werden, das Altersproblem in seinen weitern Auswirkungen etwas aufzuzeigen. Dieses Problem kann ja nicht nur für sich allein betrachtet werden. Das Alter beginnt schon in der Jugend und seine Ausgestaltung hängt weitgehend vom vorangegangenen Lebenslauf ab. Denken wir beispielsweise an die einsamen Geschiedenen oder an die Ehemänner und Frauen, die durch eigene Schuld kinderlos blieben und im Alter allein und verlassen sind. Wir halten dafür, dass es in einem Kulturstaat nicht nur wünschenswert sondern Pflicht ist, diese Probleme in aller Offenheit zu erörtern.

Ein Alterssonntag dürfte aber auch nicht zuletzt - was nicht zu unterschätzen ist - den zahlreichen Vertretern der Stiftung in den Gemeinden begrüssenswerte Anregungen bringen. Und am Rande darf schliesslich noch vermerkt werden, dass die gediegene Abwicklung dieses Sonntages offenbar das Sammelergebnis nicht ungünstig zu beeinflussen vermöchte, wenn er zum Beispiel am ersten Oktobersonntag durchgeführt würde.

Sehr geehrter Herr Präsident,
sehr geehrte Damen und Herren,
sehr geehrter Herr Zentralsekretär,

Wir gestatten uns Ihnen anzuregen, einen Alterssonntag auf eidgenössischem Boden einzuführen. Wir tun dies im Bestreben, die Gedanken und den Helferwillen für das Alter in alle Volksteile hinauszutragen und damit die "Teilnahme für die Greise" zu wecken und zu stärken. Wir sind uns bewusst, dass "ein Tag" im Jahr das tiefgründige Altersproblem nicht zu lösen vermag. Ein Alterssonntag wird sich aber doch gut in alle jene beachtenswerten Massnahmen der Schweizerischen Stiftung "Für das Alter" einreihen, die sie bis anhin unternommen hat und in Zukunft noch unternommen wird.

Es ist uns wohl bekannt, dass Sie sich getreu und mit Erfolg für die hohen Ideale der Stiftung je und je eingesetzt haben. Wir sind überzeugt, dass Sie deshalb auch unsere Anregung aufmerksam prüfen und dafür danken wir Ihnen verbindlich.

Genehmigen Sie, sehr geehrte Damen und Herren, die Versicherung unserer

ausgezeichneten Hochachtung

Stiftung "Für das Alter"
Kantonalkomitee Schwyz

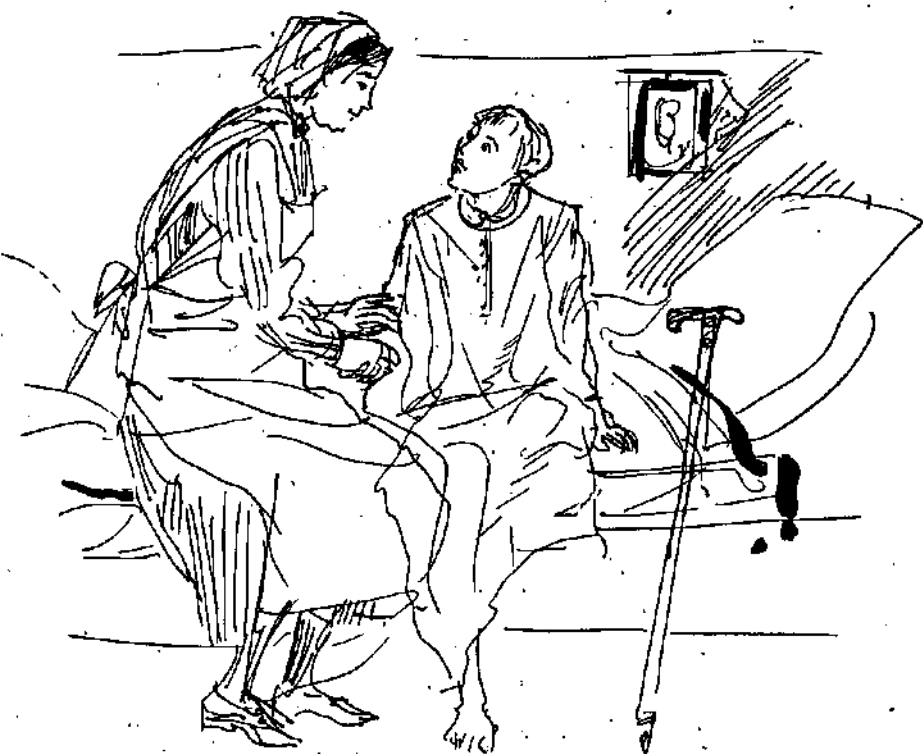
Der Präsident:

sig. Jos. Bösch, a. Landammann

Der Sekretär:

sig. A. Horat

Pro Infirmis



Zürich . Nr. 3 . September 1957

Redaktion: Zentralsekretariat Pro Infirmis, Hohenbühlstr. 15, Zürich 32, Tel. (051) 24 19 39, in Verbindung mit der

Zeitschriftenkommission / Commission de la revue / Commissione della rivista:

Dr. med. A. Repond, Malévoz-Monthey, Präsident / Dir. H. Ammann, Taubstummen- u. Sprachheilschule, St. Gallen / Prof. Dr. G. Calgari, Locarno / Dr. theol. J. Fehr, Erziehungsrat, Schmerikon (SG) / Prof. Dr. H. Hanselmann, Ascona / Dr. R. Morell, Aarau / Dr. Martha Sidler, Zürich.

Schweiz. Vereinigung Pro Infirmis, Association suisse:

Präsident: Dr. jur. R. Briner, a. Regierungsrat, Zürich
Vice-président: Dr A. Repond, Malévoz-Monthey

Inhalt / Sommaire / Sommario

Dr. med. H. O. Pfister: Der Invalide im Lebenskreis der Gesunden . . .	65
Dr. phil. M. Egg-Benes: Wie helfen wir den Eltern gebrechlicher Kinder?	74
G. Saxer: Selbsthilfeorganisationen — eine Gemeinschaft von Schicksalsgenossen	80
Prise de position de l'Association suisse Pro Infirmis sur l'Assurance-invalidité	86
Dr. F. Merlo: Associazione svizzera Pro Infirmis	92
Mitteilungen aus Fachgebieten / Communications concernant les différentes catégories d'infirmité	95
Schweizer Nachrichten / Quelques informations suisses	96
Nachrichten aus dem Ausland / Nouvelles de l'étranger	U 3
Nachdruck mit Quellenangabe gestattet / Reproduction autorisée en indiquant la source	

Verlag/Editeur/Editore: Schweizerische Vereinigung Pro Infirmis, Association Suisse, Zürich
Tel. (051) 24 19 39 Druck / Imprimerie / Tipografia: Buchdruckerei Stäfa AG

Erscheint am 1. des Monats / Paraît le 1^{er} du mois / Rivista mensile

Bestellungen für einzelne Hefte à 80 Rp. plus Porto an
Commander les exemplaires, Fr. 0.80 pièce, port en sus, à
Ordinazioni di singoli numeri, fr. 0,80 l'uno e porto a
Pro Infirmis, Hohenbühlstr. 15, Zurich 32.

Abonnementspreis: Im Jahr Fr. 6.-/Abonnement: fr. 6.- par an/Abbonamento annuo: fr. 6.-
Auslandsabonnements: Im Jahr Fr. 8.- / Abonnement pour l'étranger: fr. 8.- par an /
Abbonamento annuo per l'estero: fr. 8.-

Zahlungen für Abonnements / Paiement des abonnements / Pagamento dell'abbonamento
VIII 30 418

Zuwendungen erbeten / Versement des dons / Invio di offerte: P. C. VIII 23 503

Pro Infirmis

No. 3

1957/58

Annuario XVI

Der Invalide im Lebenskreis der Gesunden *

Menschheit und Menschlichkeit nähern sich ihren hohen ethischen Zielen, deren sie sich so gerne rühmen, erst dann, wenn sie sich vorbehaltlos und uneigennützig für die Kranken, Behinderten und Alten einsetzen. Dem Starken gegenüber hilfreich zu sein, ist keine Kunst. Den Schwachen zu unterstützen und zu fördern, ist mühsam. Es braucht namhafte Geldmittel, vielseitiges und erfänderisches Können, vor allem aber Selbstlosigkeit und Geduld. Ich habe hier nicht alle Probleme, die sich aus der Invalidenhilfe ergeben und mit denen uns der Behinderte beauftragt, in Erinnerung zu rufen. Die grossen Umwälzungen, die sich im Laufe der letzten Jahrzehnte auf diesem Gebiet vollzogen, die beachtenswerten Erkenntnisse und Leistungen, die Ausland und Inland zur Entfaltung der Invalidenfürsorge brachten, sind uns in ihren Grundzügen geläufig. Sie vermochten seine bedrückende Abhängigkeit von wohlwollenden Almosenspendern zu mildern. Bald wird die Invalidenhilfe verselbständigt und von der Armenfürsorge losgelöst werden können. Die technischen Voraussetzungen für die Schulung und Umschulung des Teilinvaliden sind weitgehend geschaffen. Seine Eingliederung ins Erwerbsleben wurde ausgebaut. Nicht geringe Fortschritte machten auch die medizinischen Hilfen. Die bedeutendste Umstellung vollzog sich wohl auf psychologisch-medizinischem Gebiet. Das Seelenleben der Behinderten wurde wissenschaftlich ergründet, so dass heute deren geistige Wesensart nicht mehr als eine erschwerende und daher gerne vernachlässigte Grösse, sondern geradezu als richtunggebender Wegweiser betrachtet wird. Schliesslich ist es gelungen, auch die Politiker an diesen Fragen zu interessieren. Die gesetzliche Verankerung des Invalidenschutzes und die Bereitstellung öffentlicher Mittel zur Schaffung von Invalidenversicherungen sind angebahnt. Dankbar ist anzuerkennen, dass wir von all diesen Errungenschaften ohne das unbeirrbar Streben privater gemeinnütziger Kreise noch weit entfernt wären.

* Referat an der Delegiertenversammlung Pro Infirmis, 6. Juli 1957.

Der Weg, den man hierbei einschlug, war sicher richtig. Man trachtete zunächst, die materiellen und technischen Voraussetzungen zu erlangen. Als grundlegend erwies sich auch eine schon frühzeitig einsetzende, auf die neuen wissenschaftlichen Erkenntnisse abgestimmte Ausbildung der ärztlichen, arbeits-therapeutischen, pflegerischen und fürsorgerischen Organe. Mit Genugtuung stellen wir fest, dass dank den erzielten Fortschritten die unmittelbaren Helfer der Infirmen heute schon weitgehend wissen, worauf es bei der modernen Betreuung, Führung und Eingliederung der behinderten Menschen ankommt. Wie aber steht es mit der Allgemeinheit? Ist auch sie ausreichend vorbereitet? Wurde da nicht manches übersehen, versäumt oder vernachlässigt, was die weitere Entwicklung des grosszügig angelegten Aufbauwerkes in Frage stellen könnte? Hat man nicht die Arbeit am Gebrechlichen einseitig überschätzt? Glaubte man nicht allzu voreilig, mit dem beruflichen Training des Teilinvaliden ihm eine beinahe als Freipass wirkende Empfehlung ausgestellt zu haben? Legt man nicht der tiefenpsychologisch orientierten Beeinflussung des Behinderten eine manchmal fast zauberhaft anmutende Bedeutung bei, mit deren Fernwirkung er sich reibungslos und gewissermassen unter Verzicht auf den Beistand der Umgebung ins ordentliche Gemeinschaftsleben einführen soll? Wie ist es ferner bei den Gesunden um die Aufnahmefreudigkeit und Einsatzbereitschaft gegenüber den Chronischkranken und Unheilbaren bestellt?

Ich will versuchen, diesen Gedanken nachzugehen, gestützt auf Beobachtungen am täglichen Leben. Es ist zu prüfen, ob und in welchem Ausmass heute die Aufnahme, Eingliederung und Betreuung der Invaliden noch auf Schwierigkeiten vonseiten der Gesunden stösst. Wir müssen uns fragen, welcher Art diese Schwierigkeiten sind und auf welche Ursachen sie sich zurückführen lassen. Nebenbei werden wir uns überlegen, ob und inwiefern die Vorbereitung des Behinderten auf das Gemeinschaftsleben vielleicht etwas abgeändert oder ergänzt werden sollte. In den Vordergrund unserer Betrachtung stellen wir aber den Gesunden. Sollten wir ihn nicht noch sorgfältiger und zweckmässiger über die Wesensart des Invaliden unterrichten? Genügt es, wenn man nur im Einzelfall die nähere Umgebung des Behinderten, dessen Familie, dessen Pflegepersonen, dessen Lehrer, Vorgesetzte und Mitarbeiter orientiert? Wären nicht auch ungezielte Weisungen an die Allgemeinheit notwendig? Liessen sich derart umfassende Anleitungen nicht vermehrt in die übrige Propaganda für das Invalidenwesen einbauen? Könnte mit solcher psychologischer Erziehung nicht auch für das Gemeinschaftsleben überhaupt viel erreicht werden? Unsympathischer, aber doch zu erörtern, ist auch die Frage, ob Volksaufklärung mit Aufforderung zu freiwilliger Mithilfe genüge. Werden sich auf die Dauer Massnahmen mit Zwangscharakter vermeiden lassen? Abschliessend sei auch

der Grenzen unserer humanitären Leistungsfähigkeit gedacht. Weder Invalide noch Gesunde können sich unbeschränkt anpassen. Unsere letzte Frage wird daher lauten: Wann ist das Ende des Zumutbaren erreicht, und was geschieht für unsere Schützlinge jenseits dieser Schranke?

Was wir an Schwierigkeiten erwähnen, soll keine Kritik sein. Menschliche Unzulänglichkeiten gibt es überall. Sie werden sich auch in Zukunft nicht überwinden lassen, besonders nicht bei der Invalidenbetreuung, die an die moralischen Qualitäten des Menschen so hohe Anforderungen stellt. Schwierigkeiten im Umgang mit Gebrechlichen werden sich dort als am hartnäckigsten erweisen, wo der Existenzkampf die Interessen der Menschen sich schon in gesunden Tagen überkreuzen lässt. Dem Kranken und Invaliden gegenüber fehlt es gewiss auch auf dem Boden des Arbeitsmarktes, der Stellenvermittlung, der Personalführung und der Volkswirtschaft nicht an gutem Willen und Entgegenkommen, das beweisen die Erfolge der Umschulungs- und Eingliederungsbestrebungen. Begleiten wir aber einmal den Behinderten an seine Arbeitsstätte und betrachten wir uns die Bereitwilligkeit, mit der man ihm einen Arbeitsplatz einräumt, die Zuversichtlichkeit, mit der der Vorgesetzte ihn aufnimmt, die Kameradschaftlichkeit, mit der die Mitarbeiter sich ihm gegenüber einstellen, sowie die Entwicklung, die diese Kameradschaft auf die Dauer einschlägt. Die Arbeitgeber, Personalchefs und Vorgesetzten, die vor einem stellensuchenden Invaliden brutal die Türe zuschlagen, sind in der Minderheit. Aber zurückhaltend sind sie alle, und die Bedenken, die sie äussern, sind grossenteils sachlicher und ernster Natur. Am eindringlichsten vermögen sie uns zu überzeugen, wenn wir von ihnen hören, dass sie in erster Linie Rücksicht auf die unter ihren eigenen Mitarbeitern bereits vorhandenen Alten und Gebrechlichen zu nehmen hätten. Auch dies ist Invalidenfürsorge, sogar die natürlichste und wirksamste von allen, denn sie belässt die Betroffenen im angestammten Kreise, womit sie ihnen am ehesten Lebensinhalt und Lebensglück sichert. Die Verlockung, im eigenen Betriebe alt, gebrechlich, umständlich, eigensinnig und nörglerisch oder sonst unliebsam gewordene Arbeitskräfte abzuschieben, ist gross. Die organisierte Invalidenhilfe darf derartiges auch indirekt nicht unterstützen. Sie hat beim Eingliedern ihrer Schützlinge darauf zu achten, dass das Gleichgewicht zwischen Jungen und Alten, zwischen Starken und Schwachen, zwischen körperlich Leistungsfähigeren und Behinderten in den vorgesehenen Arbeitsgruppen durch ihre Interventionen nicht gestört wird.

Häufig stossen wir bei den Verantwortlichen auch auf den Einwand, der zur Anstellung empfohlene Invalide werde wohl charakterlich zweifelhaft sein, sonst hätte man ihn gewiss am angestammten Arbeitsplatz behalten. Eine Abwehr in dieser Form ist nicht ganz unbegründet. Körperliche Schwäche und

nachlassende Leistungsfähigkeit sind oftmals willkommene Vorwände, um sonstwie missliebige Arbeiter und Angestellte durch Kündigung loszuwerden. Nicht selten wird das Misstrauen erst erregt durch entmutigende Auskünfte. Sie sind leicht zu bekommen, denn der Entlassende muss sich ja rechtfertigen. Im allgemeinen wird in solchen Fällen zu wenig nach den Ursachen der geistigen Unzulänglichkeit des Invaliden geforscht. Es wäre abzuklären, was ihn bedrückt und verbittert. Hat er geheimgehaltene physische Schmerzen, die seine Launenhaftigkeit bewirken? Lässt man ihn taktlos fühlen, dass sein Gebrechen ihn abstossend macht? Steht er wegen Arzt- und Spitalkosten oder Erwerbseinbussen in finanzieller Notlage? Oder bestanden am früheren Arbeitsort psychologische Gegensätzlichkeiten zu Vorgesetzten und Mitarbeitern, für die man ihn allein nicht belangen darf? Diese charakterlich schwierigen Invaliden sollte man alle einer nervenärztlichen Beratungsstelle zuführen. Sie hätte zu prüfen, wie die ursprüngliche Persönlichkeit des Invaliden hinsichtlich Anpassungsfähigkeit war, was die späteren Störungen veranlasste, ob psychotherapeutisch geholfen werden könnte und wie durch psychologisch geschickte Auswahl der künftigen Arbeitsgemeinschaft sich die Schwierigkeiten beheben liessen. Mit allem Nachdruck ist davor zu warnen, bei der Arbeitsvermittlung die charakterlichen Nachteile des Invaliden zu verheimlichen. Dies rächt sich immer und trägt die Schuld für fast jede Zurückhaltung, auf die wir bei der Vermittlung Invaliden stossen. Wir empfehlen dringend, in all diesen Fällen die Wahrheit zu sagen und von vornherein den Arbeitgeber von der Verpflichtung zu entbinden, den allfälligen Versager behalten zu müssen. Jeder, der einmal hinters Licht geführt wurde, wird uns nie mehr einen Invaliden abnehmen.

Einer oft kaum überwindbaren Abwehrhaltung der Vorgesetzten begegnen wir dort, wo von einer Gruppe mit scharf begrenztem Stellenplan ein über-grosses Arbeitspensum zu bewältigen ist. Beeindruckt von den immer höher steigenden Löhnen bekämpft man in privaten wie öffentlichen Betrieben jede Vermehrung der Arbeitskräfte. Die Zahl der geschaffenen Stellen darf nicht überschritten werden. Die zu leistende Arbeit lässt sich nicht vermindern, sondern wächst stetig an. Wer kann es da einem Verantwortlichen noch verargen, wenn er keinen seiner spärlich bemessenen Posten mit einer nicht vollwertigen Arbeitskraft besetzen will? Bei denen, die auf Beschränkung des Stellenplans beharren, wird er kein Gehör finden, wenn er für die Beschäftigung eines Invaliden zusätzlich eine angemessene Erhöhung seines Lohnbudgets beantragt. Ebenso werden ihn diejenigen im Stiche lassen, die die Anstellung von Invaliden fordern. Das darf uns nicht überraschen, denn nicht selten werden beide aus denselben Kreisen stammen und sich ihrer Zwiespältigkeit gar nicht bewusst sein. Derartigen Hindernissen könnte mit Sonderkrediten leicht

abgeholfen werden. Nehmen wir an, ein Dienstzweig beschäftige zu halber Normalentlohnung einen Teilinvaliden. Er belastet die Jahresrechnung des Betriebes zwar nur mit der Hälfte eines Gehaltes. Was soll aber der Dienstchef mit der übrigbleibenden Hälfte dieses Gehaltes anfangen? Halbzeitig anstellbare Arbeitskräfte sind nur ausnahmsweise zu finden. Der Verantwortliche kann in der Regel nur zwei Wege beschreiten: entweder, er lässt dieses halbe Gehalt verfallen unter Einbusse der entsprechenden Arbeitskraft, oder — was ihm wohl näher liegt — er verzichtet auf die Mitarbeit des Invaliden. Eigens dafür bereitgestellte Geldmittel könnten da oft einen Ausgleich schaffen und die bürokratische Starrheit mildern.

Unbeweglichkeit und Angst vor Umtrieben irgendwelcher Art stellen sich auch häufig der Eingliederung eines Behinderten entgegen. Organisatorische Umstellungen, wie sie die Beschäftigung eines Teilinvaliden fast immer notwendig macht, sind nicht beliebt. Auch der Arbeitgeber schätzt solche Mehrarbeit nur dann, wenn sie den Ertrag zu fördern vermag. Unbequemlichkeiten bringt der Behinderte auch mit all der Rücksicht und Schonung, die sein Leiden erzwingt. Selbstunsichere Vorgesetzte fürchten eine solche von höherer Warte gebotene Nachsicht. Sie wittern dahinter eine Beeinträchtigung ihrer Disziplinargewalt und argwöhnen, dass andere Untergebene sich bald auch ähnliche Sonderrechte einräumen oder mit Hilfe ärztlicher Zeugnisse verschaffen könnten. Wir stossen auf diese Reaktionsweise vorwiegend bei den Vorgesetzten unterer Stufen, deren Pflichtenkreis ein individualisierendes Handhaben der Dienstvorschriften nicht zulässt. Zahllose Umtriebe bringen auch die philanthropen Hintermänner der werktätigen Teilinvaliden. Schon viele dieser mehr oder weniger wichtigtuersischen Menschenfreunde haben mit ungeduldiger Einmischung ein wohlgesinntes Arbeitsmilieu vergiftet und damit zu schroffer, nicht wieder gut zu machender Ablehnung des Behinderten geführt.

Mit nicht weniger Vorbehalten, nur von anderem Standpunkt aus, tritt der Mitarbeiter dem Invaliden entgegen. Eine gewisse Erziehung zu Kollegialität und Solidarität lässt zwar das immer vorhandene Misstrauen anfänglich in den Hintergrund treten. Weibliche Angestellte überwinden diese Schwierigkeiten mit Bemutterungsgefühlen. Mit Bemutterung allein lässt sich die Eingliederung aber nicht bewerkstelligen. Sie fordert eine langwierige Kleinarbeit, bei der man sehr leicht die Geduld verliert. Das sollte man nie verschweigen. Was aber verursacht diese Schwierigkeiten? Zunächst sind es ganz unsachliche Ängste und Vorurteile. Man befürchtet Ansteckung, auch dort, wo von Übertragbarkeit des Leidens keine Rede ist. Man übertreibt das Abstossende, man fürchtet sich vor Belästigung durch üble Gerüche, durch widerliche Ausschei-

dungen, durch Husten und ähnliches mehr. Man hat wegen allfälliger Entstellung des Invaliden vielleicht auch ästhetische Bedenken. Romane und Filme haben irgend eine vage Vorstellung von der angeblich hinterlistigen oder sonst unangenehmen Wesensart der Krüppelhaften geprägt. Man möchte aber in einer fröhlichen Arbeitsgruppe leben und nicht durch den Anblick des Behinderten tagtäglich an Elend und Vergänglichkeit erinnert sein. Manch einen mag auch so etwas wie ein schlechtes Gewissen plagen, wenn er in ausgelassener Lebensfreude sich einem Gebrechlichen gegenüber sieht. Kurz, man scheut sich vor dem Ungewohnten, dem Beunruhigenden und dem Unschönen.

So merkwürdig es auch klingen mag, auf dem Arbeitsmarkt und in der Arbeitsgemeinschaft wird der Invalide von seinen Kollegen als scharfer Konkurrent betrachtet. Sein Gebrechen vermittelt ihm Vorteile, die nur er beanspruchen darf. Es werden ihm Erleichterungen gewährt, um die sich auch die Gesunden reißen. In den Augen der Mitarbeiter verwöhnt man ihn nach allen Richtungen. Auch im Hinblick auf die Entlohnung kommt man ihm vielerorts entgegen. Obwohl er nur angelernt ist, vermag er oft die gleichen Leistungen wie ein Facharbeiter zu vollbringen. Die Kollegen stellen fest, dass so ein Behinderter aus Angst vor der Entlassung und zur Überwindung seiner eigenen Minderwertigkeitsgefühle oft zuverlässiger arbeitet als die Normalen. Sie befürchten, dass man ihn ihnen als Vorbild, aber auch sonst als Masstab hinstellt. Automatisch tauchen Fragen auf: «Was wird man von unserem Berufe denken, wenn auch ein umgeschulter Behinderter ihm zu genügen vermag?» oder «Was macht unser Büro für einen Eindruck, wenn darin neben uns solch eine bucklige Jammerfigur arbeitet?» Es sind dies Aussprüche, denen ich schon wiederholt begegnet bin. Es gibt aber auch Invalide, die es ausgezeichnet verstehen, sich aus ihrem Gebrechen noch weitere, nicht unbedingt notwendige Vorteile zu schaffen. Sie bleiben mit dem Vorwand des Krankseins von der Arbeit weg, wann es ihnen aus persönlichen Gründen gerade passt. Oder sie meiden den Betrieb ausgerechnet immer beim Anfall besonders eiliger und belastender Arbeit. So gesellt sich zur ungleichen Konkurrenz auch noch die Mehrbelastung der Gesunden, eine Tatsache, die manches Übelwollen und manche Misstimmung erklärt. Wir bekämpfen die von der Mitarbeiterschaft ausgehenden Schwierigkeiten, indem wir in solchen Fällen die Vorgesetzten zu unerbittlich peinlicher Rechtflichkeit anhalten und, indem wir anderseits beim Invaliden jedes Ausbeuten der Vorrangstellung ahnden. Von Anfang an ist dem Invaliden beizubringen, dass jede ihm entgegengebrachte Vergünstigung auf Freiwilligkeit beruht, dass er keine weiteren Vorteile davon ableiten darf, und dass das, womit man ihn bevorzugt, eine Leistung der Gesunden und nicht bloss ein spielerisches Opferchen ist. Der Behinderte, der seine Hilfsbedürftig-

keit missbraucht, gefährdet das Ansehen der übrigen Invaliden. Man muss ihm entgegenreten.

Die Mehrzahl der Schwierigkeiten, die vom Behinderten selbst ausgehen, haben wir bereits angetönt. Wir sprachen von der Gefahr, dass der Invalide — seiner bevorzugten Stellung bewusst — aus seinen Wünschen ein Anspruchsrecht macht. Er überschätzt die Tragfähigkeit, vor allem auch die Leistungswilligkeit der Gesunden. Er vergisst, dass auch der gesundheitlich Unbehinderte nicht sorgenfrei lebt, und dass auch er darauf Anspruch hat, von überflüssiger affektiver Belastung verschont zu bleiben. Der heutige Invalide wird zur Lebensbejahung erzogen. Die resignierende Bettlermentalität kennt er nicht mehr. Auch er will das Leben genießen. Er hat gelernt, dass er dies auf Grund seiner eigenen Arbeitsleistungen auch darf. So überwertet er gerne seine Leistungsfähigkeit, denn Mehrleistungen versprechen ihm Mehrertrag. Sehr leicht vergisst er die Grenzen seiner Einsatzfähigkeit. Überhaupt ist er versucht, den für ihn selbst geltenden Masstab zu verlieren, was bisweilen unliebsames Einmischen und Aufdrängen zur Folge hat. Verstärkt wird diese Geisteshaltung durch die beständige Unsicherheit, in der er sich fühlt. Es lastet auf ihm die Angst vor Krankheitsrückfällen. Wie lange werden seine Kräfte die Erwerbsarbeit noch zulassen? Unter dem Druck der Versicherungs-, Pensions- und Krankenkassen wird er nirgends fest angestellt. Diese dauernden Provisorien sind eine Quelle niederschlagender Verängstigung. Stets muss er sich von der Gnade der Umwelt abhängig fühlen. Man könnte in solcher Lebenslage verzweifeln, auch einem Gesunden ginge es nicht anders. Natürlich hat jeder Invalide zudem auch noch weitere, mit der Krankheit weniger eng verbundene persönliche Sorgen. Das vergisst man so leicht bei der Beurteilung seiner geistigen Wesensart. Man übersieht, dass die Invalidität ihn nicht davor bewahrt, auf Kummer und Sorgen ebenso wie der Gesunde mit Ungeduld, Gereiztheit und Zerrfahrenheit zu antworten. Über solche Reaktionen ärgert man sich auch bei einem normalen Kollegen; nicht selten wird es aber dem Invaliden ganz besonders verübelt. Auf Grund dieser Gedanken empfehlen wir, die Erziehung des Behinderten in dem Sinne auszubauen, dass man ihn in vermehrtem Masse wissen lässt, wie sehr nicht nur er selbst, sondern auch seine gesunde Umgebung mit seelischer Not befrachtet sei, so dass jedermann, Gesunder wie Kranker und Behinderter, die Verpflichtung habe, jede zusätzliche affektive Belastung von seinen Mitmenschen fernzuhalten. Sanieren liessen sich die unbefriedigenden Anstellungsbedingungen mancher Invaliden dadurch, dass man aus eigens für diesen Zweck bereitgestellten Geldmitteln den Versicherungs- und Pensionskassen das erhöhte Risiko bei der Anstellung eines Behinderten wenigstens teilweise decken könnte.

Wir verlassen damit die Gruppe der Invaliden, die am Existenzkampf noch aktiv teilnehmen kann. Es wäre nicht richtig, wenn wir nicht kurz auch noch der Schwerstinvaliden, der unheilbar Chronischkranken, gedenken würden. Solange sie, wie in früheren Jahrhunderten, rasch dahinstarben, waren sie für die Allgemeinheit kein Problem. Ihr zahlenmässiges Anwachsen als Folge der längeren Lebensdauer hat sich heute so weit entwickelt, dass man sie in manchen Kreisen bereits als Last empfindet. Es sperrt sich der Enkel, wenn er seine altersschwache Grossmutter besuchen soll. Es murt die junge Frau, weil sie wegen der Pflege ihrer altersgebrechlichen Mutter die Ferien verschieben soll. Es widersetzt sich die Krankenschwester, wenn man ihr zumutet, eine Pflegestation für Unheilbare zu übernehmen; sie fühlt sich von der abwechslungsreicheren Chirurgie mehr angezogen. Der junge Arzt rümpft die Nase, wenn man ihm vorschlägt, praktischer, Hausarzt und damit vornehmlich geriatrischer Betreuer der Alten und Chronischkranken zu werden. Der Spitalarzt findet hunderterlei Ausflüchte, um möglichst den vor der Türe wartenden Alterspatienten nicht aufnehmen zu müssen. Und es knurren Politiker und Presse, wenn man sie einlädt, die für die Chronischkranken und Altersinvaliden so dringend benötigte Spitalbettenvermehrung finanzieren zu lassen. Sie alle aber laufen zum Arzt und verlangen stürmisch, dass er auch sie einst so alt werden lasse. Die Zeitschriften berichten uns über immer erstaunlichere Möglichkeiten der Medizin. Bereits wird behauptet, dass eine Verlängerung des menschlichen Lebens bis auf ungefähr 120 Jahre theoretisch nicht ausser Betracht falle. Nach dem, was von der wissenschaftlichen Forschung bisher versprochen und auch gehalten wurde, darf man ihr Glauben schenken. Das käme nochmals einer beträchtlichen Vervielfachung der Invalidenzahl gleich. Wer sich für diese Fragen interessiert, muss nach solchen Offenbarungen zugeben, dass die Betreuung der Altersinvaliden, Chronischkranken und Unheilbaren schon in der nächsten Zukunft zum dringendsten aller unserer humanitären Probleme werden wird. Die Krankenhäuser sind überfüllt. Die Mehrzahl der Schwerstinvaliden ist wegen Bettenmangels nicht mehr zu hospitalisieren. Weit bedenklicher ist aber, dass es überall auch an Pflegepersonal gebricht. Die Zahl aller in der Stadt Zürich frei tätigen Krankenschwestern hat sich in den letzten paar Jahren um einen Drittel vermindert. Von den Verbliebenen bezieht mehr als ein Drittel Altersrenten. In der Schweiz wie im Ausland beginnt man auch schon, ganze Spitalabteilungen aus Personalmangel zu schliessen. Wir können nicht anders, als die Bevölkerung zu wirklich grosszügiger Hilfe aufzurufen. Unsere Altersgebrechlichen und Schwerstinvaliden sind Mitmenschen in tiefster Not. Wir dürfen uns unserer Pflicht ihnen gegenüber nicht entziehen. Die Pflege dieser Kranken ist jedermann zumutbar. Ein Zeitalter, das mit

Brisanz- und Atombomben ganze Städte vernichtet, hat kein Recht, sich mit zimperlicher Rücksicht auf das eigene Seelenheil vom Dienst am schwerkranken Mitmenschen zu drücken. Wir verfechten diese These mit der gleichen Entschiedenheit, mit der wir uns auch für die Erhaltung des sogenannt lebenswerten Lebens einsetzen. Es geht hier um die Verteidigung unserer menschlichen Werte. Diese innere Verteidigung ist nicht weniger wichtig als der militärische Schutz unseres Landes. Sollten wir nicht auch ein Obligatorium zur Sicherung der Pflege unserer kranken Mitbürger schaffen können? Ich denke an so etwas wie eine pflegerische Rekrutenschule für junge Schweizerinnen. Für so grosse Aufgaben kann die private Gemeinnützigkeit nicht mehr aufkommen: Im Namen der Behinderten und Kranken fordere ich Pro Infirmis aber auf, als Zentralorgan der schweizerischen Invalidenpflege mit allem Nachdruck für eine eidgenössische pflegerische Dienstpflicht der jungen Frauen einzutreten und sie mit allen Mitteln der Propaganda auch zu fordern.

Dr. med. H. O. Pfister, Chefstadtarzt von Zürich

Résumé

La solidarité humaine nous fait un devoir de prendre sans réserve la défense des malades, des infirmes et des vieillards. Au cours de ces dernières décades, on s'est efforcé, grâce aux œuvres nées de l'initiative privée, de secourir la misère matérielle des invalides; on gagna le monde des politiciens à l'idée d'introduire des assurances pour invalides; l'évolution la plus importante s'est accomplie dans le domaine médico-psychologique.

Ceux qui s'occupent directement des infirmes savent comment s'y prendre avec les handicapés. L'orateur relève par contre les difficultés que rencontre le grand public dans ce problème: il manque d'information, il ne comprend pas que les facultés d'adaptation de l'infirmes soient limitées, il se montre réservé vis-à-vis du collaborateur infirme; il y a, dans les entreprises, déséquilibre entre jeunes et vieux, forts et faibles, il s'élève des difficultés caractérielles qu'on n'a pas traitées, de la surcharge de travail, le nombre de places dans les administrations publiques par ex. est limité, sans compter l'intrusion de tierces personnes, l'abus qu'on fait des infirmes, leur exclusion des assurances.

On considère très souvent comme de lourdes charges les vieillards qui souffrent de maladies chroniques ou d'infirmités. Si les lits manquent, le personnel soignant fait encore plus défaut. C'est pourquoi on pousse à l'introduction d'une école qui formerait des jeunes femmes pour assurer les soins aux malades chroniques.

Der Anregung von Chefstadtarzt Dr. Pfister folgend, hat Pro Infirmis inzwischen mit der Schweiz. Stiftung Für das Alter und dem Schweiz. Roten Kreuz Kontakt aufgenommen, ferner mit kirchlichen Kreisen, die bereits ein «Dienstjahr» planen. Um Erfahrungen zu sammeln, sollen vorerst solche Vorstösse auf freiwilliger, privater Basis unterstützt werden. (Red.)

Wie helfen wir den Eltern gebrechlicher Kinder? *

Je länger ich mit gebrechlichen Kindern und deren Eltern zusammenlebe, um so mehr fühle ich, dass die Eltern dieser Kinder eine besondere Botschaft brauchen, tröstliche Gedanken, Licht auf dem Weg, um nicht in der Verzweiflung zu stolpern. Denn sie alle haben eine erschütternde Enttäuschung erlebt. Sie alle sprechen die gleiche Sprache, die nur derjenige verstehen kann, der dies von den Lippen des Lebens gelernt hat. Niemals wird noch so beharrliche und eifrige theoretische Arbeit die persönliche Begegnung mit der Not ersetzen können.

Was mich beim Problem der gebrechlichen Kinder am meisten berührt hat und noch heute berührt, das ist die Not der Familien. Der Kampf gegen diese Not kann nicht auf Gelesenes, aus zweiter Hand Gewonnenes zurückgreifen, oder doch nur in sehr indirektem Sinn. Das erfahre ich immer wieder, wenn ich einem Elternpaar begegne. Es ist, als schöbe eine innere Macht Gelerntes und Gelesenes beiseite und spräche durch mich hindurch zu dem Leidenden, der sich nach Hilfe sehnt. Diese Macht ist das Verstehen. Das ist nichts Kühles, es lässt sich nicht vergleichen mit dem Verstehen eines Satzes in fremder Sprache oder mit dem Begreifen einer Rechenaufgabe. Es umfasst das Kind, seine Geschwister, seine Eltern, die Familie in ihrer Ganzheit.

Denn das Kind ist immer ein Glied einer Familie; möglicherweise ist es ein Glied einer schlechten Familie, aber in irgendeiner Form spielt seine Familie als wesentlicher Faktor mit, entweder im guten oder im schlechten Sinne. Es kann alleinstehende Männer oder Frauen geben; das Kind ist aber nie alleinstehend. Beim gebrechlichen Kind ist die Rolle der Eltern noch viel wichtiger als bei den Gesunden. Denn das Gemeinschaftsleben der Nachbarschaft, des Dorfes, ja der ganzen Gesellschaft ist für gesunde, wohlgeratene Kinder eingerichtet. Die Gesellschaft verlangt, dass bestimmte Voraussetzungen erfüllt seien, wenn das Kind sich an ihrem Leben beteiligen soll. Da dieselben bei den Gebrechlichen nicht erfüllt sind, werden sie von der Welt der anderen Kinder und auch von der Welt der Erwachsenen ausgeschlossen. Ihr Umgang beschränkt sich meist auf die Eltern.

Darum ist es für die Behandlung dieser Kinder so wichtig, jene Menschen zu kennen, die das Werden ihrer Persönlichkeit massgebend bestimmen: die Eltern. Die Haltung der Eltern ist für das gebrechliche Kind noch viel entscheidender als für das gesunde. Denn der Lebensraum des Gebrechlichen ist meistens oder vorwiegend die Wohnstube. Die Stimmung in der Wohnstube ist aber von den Eltern abhängig, besonders von der Mutter. Sie gibt dem

* Referat an der Delegiertenversammlung Pro Infirmis, 6. Juli 1957.

Haus Frieden und Heiterkeit. Aber geben kann man nur das, was man besitzt! Voraussetzung ist also der innere Friede der Eltern, der aber nicht einfach geschenkt wird, sondern oft schwer erarbeitet werden muss.

Damit kommen wir zur wesentlichsten Hilfe, die wir den Eltern leisten müssen: nämlich, ihnen dazu verhelfen, dass sie den Sinn ihres Lebens finden. Dies ist sogar noch wichtiger als Beratung in konkreten erzieherischen Problemen. Denn wenn die Eltern ein inneres Zentrum haben, so wird das nach aussen wirksam, auch ohne viel Worte. Betrachten sie ihr Leben als ein erfülltes, so wird ihr blosses Sein ihren Kindern zum Segen; ihr Tun ist dann nicht mehr so wichtig. Gerade für die Eltern gebrechlicher Kinder ist es doppelt wichtig, dass wir ihnen zum eigenen Seelenfrieden verhelfen. Denn in dem Masse, wie sie selbst den inneren Frieden erlangen, wird der Friede auch ihren Kindern geschenkt. Aber allein können das die Eltern oft nicht.

Denn jeder Vater, jede Mutter ist in bezug auf die eigenen Kinder ehrgeizig; es scheint, dass dies ein untrennbarer Teil des Arterhaltungstriebes ist. Das Kind soll schöner leben, besser, reiner, auf einer höheren Ebene. Wie aber, wenn dieser natürliche Ehrgeiz der Eltern sich auf ein gebrechliches Kind konzentrieren muss?

Jedes Kind bedeutet seinen Eltern Hoffnung; ja es ist die personifizierte Hoffnung; Hoffnung auf Erfüllung, auf Entfaltung, auf Wachstum, auf Gedeihen. Es gibt wahrlich nichts Entsetzlicheres, als wenn alle Hoffnung auf ein Gebrechliches gerichtet ist, das diese Hoffnung nie wird erfüllen können. Dies kann wohl als ein täglich sich erneuerndes Martyrium bezeichnet werden.

Denn auch die Eltern gebrechlicher Kinder haben sich, ebenso wie diejenigen gesunder Kinder, schon im voraus ein Bild davon gemacht, wie ihr Kleines wohl sein sollte. Wie die meisten Eltern, so haben auch sie von einem Mädchen oder von einem Buben geträumt, von blonden oder schwarzen Locken und von bestimmten Eigenschaften, die es wohl haben wird. Als das Kind dann das Licht der Welt erblickte, da gingen meistens die Träume weiter. In so ein Babygesicht kann man ja noch alles hineinträumen. Auch die Eltern der Gebrechlichen träumten von einer strahlenden Persönlichkeit, die sich hinter dem verschrumpften Gesichtlein ihres Neugeborenen verbirgt, von seinem warmen Herzen, von seinem klugen Kopf. Auch sie träumten von einem geraden Lebensweg, der ihr Kind stets weiter nach oben führen wird. Wenn alle Elternträume wahr würden, dann gäbe es auf der Welt lauter wohlgeratene, gesunde, kluge und erfolgreiche Menschen.

Aber das Leben wurde anders, als die Träume waren. Die Eltern mussten das Leben ihrer Kinder entgegennehmen, so wie es ihnen aus der Hand des

Höchsten gegeben wurde. Kein Vater, keine Mutter konnte aussuchen, ob es blühend oder krank wird, ob es den geraden Weg geht oder durch allerlei Windungen führt. Es ist nicht leicht, das anzunehmen.

Manche von ihnen werden ein Leben lang das Gespräch nicht vergessen, das irgendein Arzt oder eine Krankenschwester oder vielleicht gar die Hebamme mit ihnen geführt hat; dieses Gespräch, das ihr Schicksal bestimmt hat. Ein «cerebral gelähmtes» Kind! Ein «mongoloides» Kind! Was ist das eigentlich? Den Namen haben sie schon gehört, aber die Vorstellung war vage und mit Entsetzen verbunden. Die Gedanken rasten im Gehirn wie ein Räderwerk: Wie kommt das? Ist es Vererbung? Besteht wirklich keine Hoffnung? Warum passiert das mir? Warum hat Gott mich von allen Menschen ausgesucht für diese Last? Warum? Warum? — Dann die Schuldgefühle, die plötzlich selbst die bisher glücklichste Ehegemeinschaft überschatten. Man sucht und findet die Schuld bei sich oder bei dem Ehegatten. — Dann die Scham. Was werden die Verwandten denken? Was soll ich ihnen sagen? — Und dann die Frage: Was bringt die Zukunft? Wie kann ich weiterleben?

Schon da sollte unsere Hilfe für die Eltern einsetzen. Denn in der praktischen Arbeit sieht man immer wieder, dass die Erkenntnis, ein gebrechliches Kind zu haben, von erschütternder Wirkung für die Familie ist. Wie hilfsbedürftig die Eltern gerade in diesem Moment des Schocks sind, das sehe ich, seitdem eine Hebammenschwester eines grossen Spitals mich jedesmal ruft, wenn sie einem gebrechlichen Kind zur Welt geholfen hat, um der Mutter beizustehen. Ich bin darum sehr froh, dass im Kreise meiner Mütter die Bereitschaft gewachsen ist, jenen Eltern beizustehen, die plötzlich mit der Tatsache konfrontiert werden, dass ihr Kind gebrechlich ist oder gebrechlich geworden ist. Und wenn unser Mut wächst, so werden wir diese Dienste den in Frage kommenden Ärzten anbieten.

Aber nicht in allen Fällen merkt man so plötzlich, dass es sich um einen Gebrechlichen handelt, besonders bei den Geistesschwachen nicht. Dann bedeutet es für alle Eltern einen jahrelangen inneren Kampf, bis sie sich klar eingestehen können, dass ihr Kind gebrechlich ist. Es ist ein ständiges Schwanken zwischen der Hoffnung, dass es doch nicht so sei, wie man es ahnt — und der erschreckenden Wahrnehmung, dass es doch so ist. Von diesen inneren Kämpfen weiss nur der, der diese Mütter ein Stück ihres schweren Weges begleiten darf, der Hoffnung und Enttäuschung mit ihnen erlebt — soweit dies für einen Nichtbetroffenen überhaupt möglich ist — und ihnen in aller Demut weiterhelfen darf. Ihnen dazu verhelfen, dass sie sagen können: «Ja, so ist mein Kind, ja, es ist gebrechlich, und trotzdem habe ich es lieb, trotzdem will ich ihm zur höchstmöglichen Entwicklung seiner Persönlichkeit verhelfen».

Diese «Ja-trotzdem»-Haltung ist ein äusserst schwer erreichbares und un-
gemein erlösendes Ziel, zu dem ein dornenreicher Weg führt.

Nicht alle Eltern sind fähig, diesen Weg zu Ende zu gehen. Es gibt auch
solche, die sich innerlich vom Kind abwenden, wenn sie sein reales Bild
sehen, das mit ihrem Wunschbild nicht übereinstimmt. Sie übergeben das
Kind einem Kinderheim, leben fortan, wie wenn sie dieses Kind nicht hätten
— und nehmen Schaden an ihrer eigenen Entwicklung. Denn oft haben diese
Eltern einfach kapituliert; sie treten ab von der Bühne, weil sie nicht mehr
an ihre Rolle glauben, oder weil sie meinen, sie schlecht gespielt zu haben,
oder weil sie finden, der Regisseur (das Schicksal, der Schöpfer) habe ein
falsches Bühnenbild inszeniert.

Es hat keinen Sinn und nützt weder den Eltern noch dem Kind, wenn
wir ihnen Wahrheiten zu schlucken geben, zu deren Verdauung sie noch nicht
fähig sind. Das Leben, das aktive Zusammenwirken mit uns — der Schul-
leitung — bei der Erziehung des Kindes, zeigt allmählich den Eltern, wo ihr
Kind steht, wo und wie ihm geholfen werden kann. Wir müssen dort anfangen,
wo die Eltern jeweils stehen. Vor uns steht nicht ein Kind — ein Werden-
des —, sondern ein Erwachsener — ein bereits Gewordener — mit seiner
Erfahrung, seiner Natur und seiner bereits gefestigten Struktur. Wollten wir
höher oder tiefer oder anderswo ansetzen, als es dem Niveau oder der Einsicht
der Eltern entspricht, so würden wir sehr bald ohne sie dastehen. Wie inhalts-
schwer aber dieser Grundsatz ist, wird deutlich, wenn wir an Einzelheiten
denken: Wie stellen wir uns zu Vorurteilen, zu Verblendungen, zu falschen
Grundsätzen? Es bleibt nichts anderes übrig, als sich mit den Eltern zusam-
men in Bewegung zu setzen, um mit ihnen ein Stück Entwicklung durch-
zumachen. Dies wird erst dann möglich sein, wenn ein Vertrauensverhältnis
geschaffen ist. Immer jedoch ist die schwierige, aber notwendige Unterschei-
dung zu treffen zwischen dem «Annehmen» der Eltern und dem Billigen ihrer
Wertmassstäbe und ihres Verhaltens; eine Unterscheidung, die uns stets von
neuem zu schaffen gibt.

All dies erfolgt in Elternabenden und vor allem in kleineren Gruppen
von Müttern, die regelmässig wöchentlich einmal sich zur Aussprache zusam-
menfinden. Ich bin darum der Zürcher Elternschule sehr dankbar, dass wir
seit einiger Zeit dort einen Mütterkurs für Mütter gebrechlicher Kinder durch-
führen können, d. h. allwöchentliche Aussprachenachmittage.

Es gibt aber tieferliegende Kernprobleme, die in einer Gruppe nicht be-
handelt werden können. Denn wer die Eltern bei der schweren Arbeit der
Erziehung Gebrechlicher unterstützen will, der darf nicht bei Worten und
Reden stehen bleiben. Ein Gramm Mitgefühl wiegt mehr als ein Zentner

Theorie. Darum muss ein wesentlicher Teil der Hilfe an den Eltern in Form von Einzelgesprächen geschehen. Dies erfolgt allwöchentlich in festgelegten Stunden, in denen ich jedermann einzeln zur Verfügung stehe. Ich hoffe sehr, dass dieser Teil der Arbeit irgendwann zu einer eigentlichen Beratungsstelle für Eltern gebrechlicher Kinder ausgebaut werden kann.

Was ist unser Ziel sowohl bei den Einzelbesprechungen als auch in den Elternabenden und in den Mütterkursen?

1. Das Verhelfen zur richtigen Haltung. Das ist jener Teil der Arbeit, über den wir bis jetzt gesprochen haben. Es ist aber auch noch etwas anderes nötig, nämlich

2. das Vermitteln eines speziellen Rüstzeugs. Denn jeder, der Erziehung leistet, muss neben der richtigen erzieherischen Haltung auch noch die Wachstumsgesetze wenigstens so weit kennen, soweit sie das ihm anvertraute Kind angehen. Auch die Eltern gebrechlicher Kinder spüren das Bedürfnis nach einem Rüstzeug. Viele hören darum zahlreiche Erziehungsvorträge, deren es z. B. in der Stadt Zürich ungezählte gibt. Und sie lesen sorgenvoll alle die populär-pädagogischen Artikel, die in keinem «Hefli» fehlen. Aber sie fühlen sich dadurch nicht persönlich angesprochen: all das passt nicht recht auf ihre Kinder. «Deren Sorgen möcht' ich haben.» «So schön wett i's au ha.» Denn sie haben andere Sorgen.

Darum ist es auch wichtig, mit ihnen die Wachstumsgesetze ihrer Kinder durchzunehmen. Diejenigen der anderen gelten nicht für die unsrigen. Wo nicht? Wo ja? Welche gelten auch für uns? Darum ist das zweite, was wir diesen Eltern vermitteln müssen, die Gesetze ihrer Kinder, ihre Grenzen, ihre Möglichkeiten.

Denn alle Eltern wünschen das Beste für ihr Kind. Aber die einen Eltern möchten, dass ihr Kind in Erreichung jenes Ziels glücklich wird, das ihnen vorschwebt, und die anderen in Erreichung jenes Zieles, das seinem wahren Wesen am besten entspricht. Auch für Eltern gesunder Kinder kann es zeitweise eine schwierige Ermessensfrage sein, welchem Ziel ihr Kind nachstreben soll oder kann. Für die Eltern gebrechlicher Kinder stellt sich das Problem Tag für Tag, Jahr für Jahr in gleicher Art, wenn auch auf einer anderen Ebene. Die Gaben und die Veranlagung des gesunden Kindes drängen schliesslich von selber auf ein Ziel hin; beim Gebrechlichen ist das Problem schwieriger zu lösen. Die Eltern brauchen unsere Hilfe, damit sie das für ihr Kind erstrebenswerte Ziel weder zu hoch noch zu niedrig stecken.

3. Noch etwas anderes müssen wir den Eltern vermitteln: die Einordnung in die Gemeinschaft. Denn die Eltern sind sehr allein und verloren, von

Schwermut bedrängt und der Versuchung zur Verzweiflung ausgesetzt. Von ihrer grössten Sorge sprechen sie am wenigsten. Sie schliessen diese Sorge in ihr Herz und reden höchstens flüsternd darüber. Oder aber es wird aus Heimlichkeiten, aus Beschönigungen vor sich und den anderen, ja aus Lüge ein Gebäude aufgebaut, zu dessen Erhaltung viel Energie nutzlos vergeudet wird. In der praktischen Arbeit erfahre ich immer wieder von der Qual dieses selbstaufgelegten Schweigens über das Sorgenkind. Wer aber die Möglichkeit sieht, das scheinbar so verlorene Leben des Sorgenkindes mit dem anderer zu verbinden, der findet allmählich eine neue, dauerhafte Geborgenheit.

Aber der Weg zu dieser Geborgenheit ist lang. Die Eltern müssen dabei drei Stufen erklimmen. Die erste Stufe ist eine sehr subjektive, ichbezogene. Im Vordergrund steht das eigene Leid: dass mir das passiert, und welche Wirkung dieses Schreckliche auf mein Leben hat. — Es ist schon die zweite Stufe, wenn die Eltern ein bisschen weniger an sich denken und mehr an das Kind, wenn sie sich fragen: was wissen die Ärzte darüber? Wer kann es heilen? Wer kann bei seiner Erziehung helfen? Bei seiner Schulung? In diesem Stadium der Entwicklung begegnen uns Heilpädagogen die Eltern der Sorgenkinder. Die erste Stufe, das Selbstmitleid, beherrscht sie nicht mehr ganz; sie sind auf der zweiten Stufe, der Sorge für das Kind, für das eigene Kind.

Sollen wir auf dieser zweiten Stufe stehen bleiben? Nein! Der grösste Teil der Eltern ist zu einer weiteren Stufe der Entwicklung wohl fähig. Diese dritte Stufe ist erklimmen, wenn die Eltern beginnen, mehr daran zu denken, was sie für die anderen machen könnten und weniger daran, was die anderen für ihr Kind tun könnten. Das heisst: die Sorge um das eigene Kind soll eingebaut werden in die Sorge für alle gebrechlichen Kinder. Das Leben der Eltern kann durch ihr Sorgenkind weiter und reicher werden, wenn sie sich für alle Sorgenkinder mitverantwortlich fühlen. Das Selbstmitleid — das ärgste Gift in der Entwicklung eines Menschen — verschwindet in dem Masse, wie die Bereitschaft wächst, alle Schutzbedürftigen wärmend zu umschliessen. Dann kann das eigene Kreuz zum Segen für die anderen und auch für sie selbst werden. Das ist es, was wir durch einen Zusammenschluss der Eltern gebrechlicher Kinder erhoffen.

Zum Schluss das Wesentlichste. Eltern gebrechlicher Kinder sind Eltern. Jeder Vater, jede Mutter — auch die Eltern gesunder Kinder — kommen irgendwann, wenn sie das Leben ihres Kindes betrachten, in die Lage, dass sie nichts anderes sagen können als «Ecce Ancilla Domini», «Siehe, ich bin des Herrn Magd, mir geschehe nach seinem Willen». Wohl dem Vater, wohl der Mutter, die das aus aufrichtigem Herzen sagen können und wohl dem dazugehörenden Kind, ob gesund oder gebrechlich. Wenn wir den Eltern dazu

verhelfen konnten, dass sie aus tiefstem Herzen sagen können, «Dein Wille geschehe an mir und meinem Kinde», so haben wir ihnen die wesentlichste Hilfe geleistet.

Dr. phil. *Maria Egg-Benes*, Voltastr. 64, Zürich

Résumé

Toutes les théories du monde ne remplaceront jamais l'expérience que l'on acquiert au contact de la souffrance. Seul celui ou celle qui connaît la détresse qu'éprouvent les familles ayant un enfant handicapé saura conseiller efficacement des parents déçus par la naissance d'un enfant infirme.

Ces parents ont besoin d'aide-spirituelle pour surmonter leur désespoir et retrouver la paix intérieure, ainsi que pour prodiguer à l'enfant les meilleurs soins possibles. Les soucis et la peine qu'ils ressentent s'intégreront ensuite aux soucis que causent tous les enfants infirmes. C'est pour faciliter cette acceptation que l'Ecole des parents de Zurich a fondé un cercle pour les parents d'enfants infirmes.

Selbsthilfeorganisationen - eine Gemeinschaft von Schicksalsgenossen *

Jeder Mensch muss sich mit seiner Umwelt auseinandersetzen, um sich darin zurechtzufinden. Für den Behinderten ist dies oft noch etwas schwieriger als für andere Menschen. Einerseits weicht er ja nach Aussehen und Möglichkeiten von der Durchschnittsnorm der Menschen mehr oder weniger stark ab. Andererseits ist er als Behinderter besonders auf guten Kontakt mit seiner Umwelt angewiesen, weil er manchmal ihre Rücksicht braucht.

Es leuchtet ohne weiteres ein, dass eine Gemeinschaft von Schicksalsgenossen als solche und für die Beziehungen des Behinderten zu seiner weiteren Umwelt ihre besondere Bedeutung hat. Ich möchte versuchen, dieser Bedeutung nachzuspüren anhand der praktischen Arbeit der schweizerischen Behinderten-Selbsthilfeorganisationen, wie ich sie in den vergangenen sechs Jahren als Sekretärin der ASKIO und der Berner KIO miterlebt habe.

Es handelt sich dabei nur um einen Aspekt der Arbeit der Behinderten-selbsthilfe. Es würde jedoch den Rahmen dieses Kurzvortrages sprengen, das Wesen und Wirken der Selbsthilfe als ganzes zu umschreiben oder auf die einzelnen Organisationen näher einzugehen. Ich darf wohl hierfür auf die kleine Broschüre über die «Selbsthilfewerke der Kranken und Invaliden in der Schweiz» hinweisen, die beim ASKIO-Sekretariat, Falkenhöheweg 12a, zur Verfügung stehen.

* Referat an der Delegiertenversammlung Pro Infirmis, 6. Juli 1957.

Dem einzelnen Behinderten Gemeinschaft zu vermitteln, betrachteten die Selbsthilfeorganisationen von jeher als eine ihrer wesentlichsten Aufgaben. Auf verschiedenste Art stroben sie dieses Ziel an. Hier sei von jenen Veranstaltungen und Einrichtungen die Rede, welche sich als besonders wertvoll erwiesen haben, wenn sie von den Behinderten selber an die Hand genommen werden. Dabei wird deutlich werden, dass es sich durchweg um Betätigungen handelt, bei denen der Wert für den einzelnen Behinderten darin liegt, wie weit er sich selber dabei einsetzen kann und muss. Dabei geht es nicht um den Einsatz von Wissen oder Fertigkeiten, sondern um den Einsatz der Persönlichkeit, des Behinderten als Menschen.

Das *Kurswesen* ist heute vielgestaltig und verbreitet. Zunächst waren Patienten an der Verbreitung der Beschäftigungstherapie in den Sanatorien massgebend beteiligt. Handfertigkeitkurse machten den Anfang, bald folgten Sprach- und Handelskurse, welche den Rückweg ins tätige Leben erleichtern sollten. In Davos betreiben die Patienten einen eigenen sogenannten Ring-sender zu diesem Zweck.

Anderer Selbsthilfeorganisationen übernahmen den Kursgedanken. Da aber die Sektionen der einzelnen Organisationen eine relativ schmale Basis für die Organisation von Kursen darstellen, erwies sich unter anderem auch hierfür der Zusammenschluss zu lokalen Arbeitsgemeinschaften als nützlich. Ein Kursprogramm aufzustellen und durchzuführen, das den verschiedensten Behinderungen gerecht wird, ist nicht ganz einfach. Aber der innere Gewinn für den einzelnen Behinderten, welcher Menschen mit anderen Behinderungen erlebt, ist in jedem Fall grösser als die äusseren Schwierigkeiten.

Drei Arten von Kursen haben sich als besonders wertvoll und beliebt erwiesen:

- Freizeitkurse wie z. B. Handfertigkeiten und Musizieren,
- Sportkurse und unter diesen vor allem Gymnastik und Schwimmen,
- Orientierungs- und Diskussions-Stunden, welche den besonderen Problemen der Behinderten gewidmet sind, wie Leben mit einer Behinderung, Beziehungen zur Umwelt, Ehefragen, geltende und kommende Gesetzgebung zugunsten der Invaliden.

Besondere *Ferien* für die schwerer Behinderten — wie Blinde, wesentlich Körperbehinderte und wohl auch Gehörlose und Geistesschwache — erweisen sich immer mehr als sehr wertvoll: entspannende Ferien für die Berufstätigen, erlebnisreiche Ferien für diejenigen, welche während des Jahres an einen engen Kreis gebunden sind. Jugendheimstätten und Ferienheime nehmen unsere Ferienlager auf und neucestens werden auch Chalets für Ferien in kleinen Gruppen gemietet. Hier und da wird das Fehlen eigener Ferienheime

bedauert. Aber es ist wohl in mancher Beziehung auch ganz gut, dass uns das Geld hierzu fehlt. Denn für den Kontakt mit der Umwelt ist es sehr wertvoll, wenn die eigens für die Behinderten geplanten Ferienlager an Orten stattfinden, welche auch anderen und besonders jungen Menschen offen stehen.

Das *Reisen* wird auch unter den Behinderten von Jahr zu Jahr beliebter. Beinahe jede Sektion und jeder Verein unternimmt einmal im Jahr eine Reise, die mehr oder weniger weit im Schweizerland herumführt. Man muss die Freude der selten und nur mit Mühe von sich aus reisenden Behinderten miterlebt haben, um den Wert dieser Unternehmungen zu ermessen. Sogar Fahrten ins Ausland — natürlich mit längerem Aufenthalt — sind nicht unbekannt und werden erst recht unbeschreiblich genossen, sofern sie gut organisiert sind. — Jedermann reist heutzutage und erzählt nachher gerne ausgiebig davon. Unsere Ferienlager und Reisen sind daher noch nach Wochen ein Stein unter vielen, welche die berühmte gleiche Ebene bilden, auf der Behinderte den Unbehinderten begegnen möchten.

Unsere Organisationen setzen sich besonders auch für zwei Arten von *Heimen* ein.

Das erste Anliegen sind Heime für Schwerinvalide in der Art des Foyers, welches die Association Suisse des Paralysés in Vevey besitzt. Ein wohnliches, nicht allzu grosses Heim, welches für die Aufnahme von Schwerinvaliden eingerichtet ist und in welchem sie auch nach ihren Kräften arbeiten und so mindestens einen Teil ihres Unterhaltes verdienen und damit ihre Tage ganz ausfüllen können. Mehr solche Heime sind unser Bestreben, um junge, aufgeweckte Schwerinvalide davor zu bewahren, dass sie in Altersheime oder Anstalten für Unheilbare versorgt werden.

Je mehr Behinderte ins Berufsleben treten, um so mehr empfinden wir sodann das Bedürfnis nach Wohnheimen für alleinstehende, berufstätige Behinderte. Der Verdienst des Einzelnen ist ja meistens zu bescheiden, um eine eigene Haushaltführung zu erlauben, preiswerte Zimmer sind jedoch meistens ungünstig gelegen. Vor allem aber ist das Haushalten neben der Berufsarbeit für Behinderte einfach zu streng. Und schliesslich wird sich nur im Berufsleben draussen bewähren, wer sich irgendwo wirklich geborgen weiss. Ein wirkliches Heim zu haben, ist also für die Arbeitsleistung wichtig.

Die Behinderten haben ein ausgesprochen reges Bedürfnis, die *Mitgliedschaft in ihrem Selbsthilfeverband* als praktische Realität zu erleben. Die verschiedenen Organisationen gehen vielfältige Wege, um das Vereinsleben zu gestalten. Fast überall finden regelmässige Zusammenkünfte statt, die von der formellen Sitzung mit reichbefrachteter Traktandenliste bis zum gemütlichen Plaudernachmittag bei Kaffee und Kuchen variieren. In einzelnen Organi-

sationen — insbesondere in der Association Suisse des Paralyés — haben isoliert wohnende Behinderte die Möglichkeit, sich an Korrespondenzgruppen zu beteiligen und schriftlich Kameradschaft zu pflegen. Erst kürzlich konnte die Berner KIO (das ist die lokale Arbeitsgemeinschaft der in Bern tätigen Sektionen der schweizerischen Selbsthilfeorganisationen) als erste in der Schweiz einen eigentlichen Klubbetrieb beginnen. Gemeinsam mit dem Bernischen Verein für Invalidenfürsorge und der Taubstummenfürsorge konnte eine Altstadtwohnung gemietet werden. Die KIO besitzt darin eine Art grosse Wohnstube, in welcher sich besonders einsame und bescheiden wohnende Behinderte zusammenfinden können. Ausserdem können die KIO und ihre Mitglieder das grössere Klubzimmer der Gehörlosen fallweise für Kurse und grössere Zusammenkünfte mieten.

Die Nachfrage nach geselligen Zusammenkünften steigt stetig an, was wir wohl als Zeichen wachsenden Gemeinschaftsgeistes werten dürfen. Aber — unterschätzen wir die Bedeutung der rein geschäftlichen Versammlungen nicht! In unserem von demokratischem Geist geprägten Land gibt es kaum etwas, was eines Menschen Selbstbewusstsein so stark bestimmt, wie der Grad des Mitredenkönnens in der Gemeinschaft, der er angehört. Behinderte haben ein besonders waches Empfinden dafür, weil sie in mancher Beziehung auf Rat oder Tat Dritter angewiesen sind.

Alle diese Bestrebungen haben einen besonderen Sinn und eine ganz bestimmte Wirkung, wenn sie von den Behinderten selber im richtigen Geist unternommen werden. Die Selbsthilfe kann hierdurch dazu beitragen, ernsthafte Hindernisse auf dem Weg in die Gemeinschaft der Gesunden zu bannen oder zu überwinden. Sie kann es dem Behinderten erleichtern, sich später dauernd in seiner Umwelt wohlfühlen.

Wir kennen die vielfältigen Probleme, welche jedem Menschen begegnen, der sich in irgendeine Gemeinschaft einfügen soll. Für den Behinderten, der sich in seine Umgebung einpassen soll, gipfeln die Probleme oft in einem grossen Hindernis: Der Behinderte kommt sich völlig anders vor als alle Menschen seiner Umgebung. Das heisst, dass er sich einsam, manchmal sogar verloren vorkommt und sehr oft unverstanden glaubt. Das Resultat davon ist die Überzeugung, dass alle anderen Menschen — diejenigen, welche sich die Behindertenhilfe zur Lebensaufgabe gemacht haben, gar nicht ausgenommen — ja doch keine Ahnung haben, wie schwierig seine Situation ist. Diese Überzeugung äussert sich in Misstrauen, passivem Widerstand, Apathie. All dies kann dahin führen, dass man sich hinter einer soliden Mauer von Selbstmitleid in einer eigenen Welt verschanzt.

Die meisten Behinderten machen ein solch widerspenstiges Stadium an irgend einem Punkt ihrer Auseinandersetzung mit der Umwelt durch. Sie sind nach der harterkämpften Überwindung des Kollers um so reifer. Aber nicht alle können sich allein durchfechten. Wir wissen, was für eine Hilfe es für einen Behinderten bedeutet, wenn er im Spital Menschen findet, die das gleiche Schicksal betroffen hat. Die Zugehörigkeit zu einer Behinderten-Selbsthilfeorganisation kann dasselbe bedeuten an einem späteren Punkt der Entwicklung:

Sie kann der erste Schritt auf dem Weg zum vollständigen Hineinwachsen in die Welt der Unbehinderten sein.

Sie kann, wenn die Behinderung ihren Träger nicht in allen Teilen am Leben der Unbehinderten teilhaben lässt, ergänzend wirken.

Sie kann für schwer behinderte Menschen sozusagen die einzige Möglichkeit darstellen, einer Gemeinschaft ausserhalb ihres Heimes anzugehören.

In jedem der drei Fälle bietet die Mitgliedschaft in einer Selbsthilfeorganisation dem Behinderten vier unvergleichliche Gelegenheiten zur Selbstentfaltung.

Erstens lässt sie ihn die Erfahrung machen, dass er *weder allein* ist mit seiner Behinderung *noch deswegen minderwertig* ist. Eine Organisation, in welcher Behinderung allen Mitgliedern gemeinsam ist, wird auch einen sehr auffällig Behinderten ohne weiteres als gleichberechtigten Partner aufnehmen. Niemand wird seine Behinderung weder über- noch unterschätzen. Man wird ihn für das nehmen, was er als Mensch wert ist. Jede Gemeinschaft aber, die einen Menschen aufnimmt, macht ihn für andere Gruppen akzeptabler. Und jedesmal, wenn ein Mensch spürt, dass er von einer Gruppe akzeptiert worden ist, wächst das Selbstvertrauen, das er braucht, um anderen Menschen unbefangen gegenüberzutreten.

Zweitens findet der Behinderte *Freunde*, welche die Schwierigkeiten eines behinderten Menschen aus Erfahrung kennen, ohne dass sie gefühlsmässig stark mit ihm verbunden wären, wie es die eigenen Angehörigen naturgemäss sind. Solche Freunde bedeuten die unvergleichliche Möglichkeit, den Schwierigkeiten ungehemmt und ganz auf den Grund zu gehen. Ermutigung durch einen behinderten Freund hat eine besondere Antriebskraft, und harte Wahrheiten sind leichter anzunehmen von jemandem, der ihnen ebenfalls ins Auge blicken muss.

Drittens bietet eine Selbsthilfeorganisation dem Behinderten die unschätzbare Gelegenheit, *Verantwortung* zu übernehmen, sich mit den Problemen und Möglichkeiten anderer behinderter Mitglieder auseinanderzusetzen, einem Kameraden zu helfen, der anders, möglicherweise sogar schwerer behindert

ist als er selber. Verantwortung macht erwachsen. Dienst am Kameraden aber macht frei — frei von sich selber.

Schliesslich bieten die Selbsthilfeorganisationen den Behinderten die Möglichkeit, sich in ihrer *freien Zeit*, sich in ihrem eigenen Tempo genau ihren spezifischen Gegebenheiten entsprechend zu betätigen. Dies ist sehr wichtig. Denn trotz der zahllosen, ausgeklügelten Hilfsmittel ist es im Alltag doch so, dass sich der Behinderte dem Lauf der Welt anpassen muss. Freizeit und Ferien sollten deshalb so weit als möglich den Behinderten angepasst sein, wenn diese das innere Gleichgewicht finden und zu ganzen Persönlichkeiten heranreifen sollen. Nur Behinderte, die innerlich ausgeglichen sind, werden aber auf die Dauer ihren Platz in der menschlichen Gemeinschaft behaupten können.

Dass all dies wirksam werde, bedingt, dass eine Behindertenselbsthilfeorganisation sich um eine entsprechende Haltung bemüht gegenüber ihren behinderten Mitgliedern und gegenüber dem Gemeinwesen, in dem sie wirkt.

In bezug auf die Mitglieder gilt es einerseits, das Individuum zu respektieren, die Bedürfnisse jedes Einzelnen in Rechnung zu stellen, seine Kenntnisse zu Ehren zu ziehen und seine Fähigkeiten zu entwickeln. Andererseits muss man sich damit abfinden, dass eine Anzahl Durchschnittsmitglieder die Organisation wieder verlassen, sobald sie sich selbständig genug fühlen. Eine Organisation, welche den Sinn für Gemeinschaft zu wecken weiss, wird sich jedoch gerade deshalb nicht über mangelnde Solidarität ihrer Mitglieder zu beklagen haben.

Zwei Leitgedanken müssen schliesslich das Auftreten der Selbsthilfeorganisationen gegenüber der Gemeinschaft der Unbehinderten bestimmen, damit diese den einzelnen Behinderten wirklich an- und aufnimmt:

Erstens gilt es, zuzugeben, dass es sich beim Einfügen in eine Gemeinschaft um ein allgemein menschliches Problem handelt. Dass dessen Lösung nie und für niemanden sehr einfach ist. Und dass es Probleme gibt, die mindestens so schwer wiegen wie diejenigen der Menschen, welche man die Behinderten nennt.

Zweitens gilt es, ganz deutlich zu machen, dass die Behinderten keine bessere Chance haben wollen als die übrigen Sterblichen, sondern nur die gleichen Chancen wie die Unbehinderten. Dies ist absolut wesentlich, denn eine überprivilegierte Menschengruppe ist immer einsam.

Solange die Selbsthilfeorganisationen der Behinderten dies bewusst anstreben, können sie einen *einzigartigen Beitrag* dazu leisten, dass der einzelne Behinderte von den Unbehinderten wirklich in ihre Gemeinschaft aufgenommen wird. Denn sie wird manche Gründe beseitigen, weshalb ein Behinderter

sich «anders» vorkommt und das Gefühl hat, alle übrigen Menschen hätten keine Ahnung von seiner besonderen Situation. — Auf diese Weise versuchen die schweizerischen Behinderten-Selbsthilfeorganisationen mitzuhelfen, dass *Behinderte und Unbehinderte sich auf gleicher Ebene begegnen*, einfach als Menschen, die jeder auf seine Art dazu beitragen, die sie alle gleicherweise umfassende Gemeinschaft zu gestalten.

Gertrud Saxer, Falkenhöheweg 6, Bern

Résumé

L'auteur insiste sur le rôle important que la société d'autres infirmes joue pour un handicapé dans ses relations avec son entourage. Elle parle des manifestations et des réunions où l'infirmes éprouve de la joie à sortir de son isolement et à réaliser qu'il n'est pas « inférieur », qu'il peut se faire des amis et prendre des responsabilités, organiser son temps libre de la façon qui répond le mieux à sa nature. Les cours, les vacances, les voyages, les réunions, les séances, accomplis dans l'esprit qu'il faut, permettent aux infirmes de faire un pas du côté du monde des bien-portants. Ils représentent, pour l'infirmes gravement atteint, la seule possibilité d'appartenir à une communauté en dehors du home où il vit et le mettent sur le même pied que les autres humains.

Pages romandes

L'Association suisse Pro Infirmis a été invitée à prendre position vis-à-vis du rapport de la commission fédérale d'experts pour l'introduction de l'Assurance-invalidité. Elle a consigné les conclusions auxquelles elle est arrivée dans une lettre adressée le 15 juin 1957 à l'Office fédéral des assurances sociales. Nous en donnons ci-dessous la traduction à nos lecteurs de langue française.*

Monsieur le Directeur, Messieurs,

Nous vous remercions vivement de l'envoi du rapport de la commission fédérale d'experts pour l'introduction de l'assurance-invalidité. Nous sommes heureux sur votre invitation de pouvoir prendre position à son sujet.

Nous nous réjouissons tout d'abord de l'importance considérable que l'AI revêtira et vous félicitons du travail fructueux que vous avez accompli jusqu'ici. Nous sommes d'accord avec la plupart des points du rapport des experts. Nous pensons que l'assurance-invalidité apportera une aide importante à nombre de nos concitoyens qui sont frappés par l'adversité. Nous sommes vivement reconnaissants que le rapport prévoit des mesures d'intégration et

* Tous les chiffres entre parenthèses renvoient aux paragraphes numérotés des « principes de l'AI » contenus dans le rapport des experts.

tout particulièrement l'instruction spéciale des enfants invalides. A ce propos, nous présumons que le rapport comprend également l'instruction spéciale des enfants d'âge pré-scolaire (jardins d'enfants pour sourds-muets par ex.).

Nous espérons donc vivement que l'AI entrera en vigueur le plus tôt possible. Nous exprimons le vœu que l'Association suisse Pro Infirmis soit — comme ce fut le cas jusqu'en 1955 auprès du secrétariat du Département de l'Intérieur — l'organe consultatif pour toutes les questions concernant les groupes Pro Infirmis. Ce vœu répond au désir des associations qui nous sont affiliées et qui considèrent Pro Infirmis comme leur organisation de fait (cf annexe) et lui donnent toute compétence pour discuter en leur nom avec les autorités fédérales. L'Association suisse Pro Infirmis s'attend en conséquence à être consultée lors de l'élaboration des dispositions d'application de la loi.

Nous vous exprimons ci-après quelques vœux en vous priant d'en tenir compte dans la mesure où ils ne compromettront pas l'adoption de la loi.

I. Prestations

Nous serions heureux si l'AI, pour aider plus efficacement les invalides graves, pouvait accorder des subsides pour:

- a) la pension des enfants et adolescents inéducables, tout ou moins à ceux qui sont placés dans un home, dans tous les cas où du point de vue médical, un tel séjour est nécessaire.
- b) la construction et les frais d'exploitation de homes pour inéducables.
- c) l'exploitation d'ateliers d'occupation et de foyers pour invalides qui ne peuvent être intégrés dans le circuit économique (50).
- d) la construction et les frais d'exploitation de foyers pour handicapés physiques graves qui ne sont pas à leur place dans un asile de vieillards.
- e) les dépenses supplémentaires des impotents, sous forme d'une « allocation pour impotent » juridiquement protégée, limitée par une clause de besoin, indépendamment du fait qu'ils sont rentiers ou non.

ad a) C'est aussi pour des raisons psychologiques qu'il faut prévoir l'octroi de subsides aux enfants inéducables. On ne comprendrait pas que ces types d'invalides ne reçoivent rien jusqu'à leur 20^e année, spécialement lorsque placés dans un home, ces infirmes représentent une lourde charge pour l'institution. A ce propos, nous relevons que certaines lois scolaires — par exemple celles d'Argovie et de Zoug — accordent aux enfants inéducables les mêmes subsides qu'elles prévoient pour les enfants placés en institution pour y recevoir une instruction spécialisée. Une telle solution se justifie aussi bien du point de vue de l'AI que de l'économie. Une éducation appropriée permet,

dans de nombreux cas, d'acquiescer une certaine indépendance qui évitera plus tard aux rentiers qu'ils seront devenus l'attribution d'allocations pour impotents. Les inéducables, qui n'ont pas reçu dès l'enfance une éducation appropriée, représentent une très lourde charge pour leur famille et le personnel hospitalier : ils empêchent un membre de la famille de gagner sa vie ou le personnel hospitalier de s'occuper d'un plus grand nombre d'invalides.

ad b) Il n'y a guère de domaines où le manque de places se fasse aussi cruellement sentir; l'AI ne pourra pas se désintéresser de la pénible situation dans laquelle se trouveront ses futurs rentiers. Jusqu'alors, ces institutions — pour autant qu'elles fussent des institutions privées reconnues d'utilité publique — recevaient, pour leurs frais d'exploitation, des subventions fédérales prises sur le crédit pour l'aide aux anormaux. Elles avaient en outre la possibilité, comme d'autres œuvres, d'adresser des requêtes pour obtenir un subside fédéral extraordinaire sur le crédit susmentionné.

ad c) Jusqu'ici, les ateliers d'occupation recevaient également sur ce crédit des subsides fédéraux ordinaires et extraordinaires. Ils ne devraient pas, à l'introduction de l'AI, être encore plus mal partagés. Ce sont des institutions absolument indispensables, aussi bien pour les invalides physiques que mentaux. — Ils occuperont aussi des adolescents n'ayant pas 20 ans, qui, n'étant pas rentiers, ne toucheront aucune aide de l'AI. Quant aux rentes que recevront les autres pensionnaires, elles ne seront d'aucune utilité directe pour les ateliers dont les frais d'exploitation sont relativement élevés.

Les malades mentaux ont besoin d'un genre spécial d'ateliers d'occupation. « Le travail protégé » joue un rôle important dans la psychiatrie moderne. L'intégration des malades mentaux sera sérieusement facilitée là où les malades, habitant dans un établissement, y sont en même temps traités et peuvent travailler dans des ateliers « protégés ».

ad d) Là aussi, on ne peut que souligner cet état de fait, tant pour les rentiers futurs que pour les invalides qu'on pourra partiellement intégrer (voir aussi points b et c concernant la subvention fédérale accordée jusqu'ici).

ad d) Ce droit dont nous parlons nous semble justifié parce qu'il permettra de compenser, pour les cas très graves, les rentes équivalentes aux rentes AVS, donc relativement basses. Ceci est tout spécialement nécessaire dans les cas les plus graves d'infirmité de naissance ou d'invalides qui le sont devenus pendant leur enfance. En effet ces invalides ne bénéficieront que de rentes minimum du fait qu'ils n'ont pas pu payer de primes jusqu'à l'introduction du droit à la rente. La solution qu'on a envisagée en prévoyant de mettre à disposition des institutions spécialisées dans l'aide aux invalides une somme fixe à répartir nous semble présenter l'inconvénient, sinon le danger,

que cette somme ne soit pas suffisante pour tous ceux qui en auront besoin. — Pour éviter que les gens ne recherchent trop facilement une rente et pour les inciter à s'intégrer, il vaut mieux que le droit à une allocation pour impotents soit indépendant du fait que l'invalidé est rentier ou non (72). Ni le grand public, ni les impotents ne comprendraient que seuls les rentiers soient au bénéfice d'une allocation alors que ceux qui ne bénéficient pas de la rente en raison de l'énergie qu'ils déploient pour assurer leur subsistance en soient privés, malgré leur impotence et les frais qui en résultent.

Ces considérations en entraînent d'autres, analogues: *Pour évaluer l'incapacité de gain qualifiée* (55), il faudra tenir compte des frais courants et permanents inévitables causés par la maladie de l'invalidé, quand il s'agira d'évaluer « la capacité de gain qui serait la sienne si l'événement dommageable ne s'était pas produit » (c'est comme s'il était question de dépenses professionnelles). De cette façon, les invalides particulièrement courageux recevront une rente complète ou une demi-rente plus élevée, sans quoi, personne ne comprendrait qu'on ne leur vienne pas suffisamment en aide.

Un vœu encore: *qu'on prenne en charge les frais totaux du reclassement professionnel organisé par des services sociaux spécialisés*. Dans la pratique, il est excessivement difficile de distinguer les cas graves des cas légers parce que le caractère et les capacités jouent un rôle très important. Un amputé double ou un paralysé intelligent et énergique est facile à réintégrer comparé à un individu légèrement handicapé au point de vue physique, mais présentant des difficultés caractérielles et qui, sans être débile ou même imbécile, est du moins peu doué. Si des invalides s'annoncent aux services sociaux spécialisés et sont pris en charge par ces derniers, il est normal qu'ils soient dédommagés — pour ces mesures et pour autant qu'on en reconnaisse la nécessité — au même titre que s'ils étaient adressés à des offices régionaux (35/37).

Des problèmes particuliers se posent dans le cas de *Suisses* qui, au moment où survient leur infirmité, étaient assurés, mais qui prennent ensuite domicile à l'étranger (62). Il nous semble bien dur, pour une famille suisse établie pour une raison ou pour une autre à l'étranger, de ne plus recevoir de rentes (ou d'allocations pour impotents) pour un fils idiot âgé de 22 ans par exemple ou pour une fille paralysée cérébrale, incapable de travailler, pour la seule raison qu'elle habite à l'étranger, alors que sa famille continue à remplir ses obligations à son égard.

Permettez-nous d'exprimer un vœu encore concernant *les enfants suisses de l'étranger*: qu'on accorde des prestations dans le cas d'un enfant invalide né un an au moins après l'entrée de ses parents dans l'assurance, si l'on peut établir:

- a) que dans le pays où il a élu domicile, les mesures de réintégration seront accordées de façon satisfaisante,
- b) que le pays où il a élu domicile ne lui accorde pas de prestations d'assurances (ou sous toute autre forme) dans la même mesure que le ferait l'AI, en Suisse.

La liste des *infirmités congénitales* (21) n'est pas publiée. Nous vous recommandons vivement de tenir en tout cas compte des infirmités congénitales qui demandent de longs traitements médicaux. Les opérations uniques peuvent — même au prix de sacrifices — être en général supportées par la famille, alors que ce n'est pas le cas pour de longs traitements et des opérations répétées.

En revanche, nous recommandons d'user de *prudence* en ce qui concerne l'octroi immédiat de rentes complémentaires aux femmes qui ont épousé des invalides mentaux (65); ces mariages, aux suites souvent pénibles, ne devraient pas être encouragés.

Le rapport des experts ne tient pas compte des *enfants* qu'on appelle *difficiles, comme les psychopathes, les névropathes, les caractériels, etc.* (30). Pour la plupart de ces enfants, des traitements pédopsychiatriques et pédagogiques entrepris à temps peuvent prévenir une invalidité ultérieure. Nous nous permettons d'insister pour que vous examiniez la solution qu'on peut y apporter dans le cadre de l'AI. Si l'AI ne pouvait les régler, nous vous prions d'examiner la question et de voir de quelle autre manière la Confédération peut s'en occuper.

II. Fonctionnement

Les *offices régionaux* prévus pour l'orientation, la formation et le reclassement professionnels, ainsi que pour le placement, seront de précieux services techniques. Nous partons du principe qu'ils s'occuperont d'invalides tant physiques que mentaux, d'hommes et de femmes, d'individus à intégrer et de rentiers. Les offices régionaux, s'occupant par définition d'orientation, de formation professionnelles et de placement, n'occupent de ce fait qu'une place forcément limitée lorsqu'on parle d'intégration prise dans son ensemble. Dans bien des cas, il est indispensable que les offices régionaux travaillent en étroite collaboration avec les médecins spécialistes et les assistants sociaux spécialisés, en particulier lorsqu'il s'agit de mineurs et dans tous les cas d'invalidité mentale. Dans les cas d'invalides graves, l'équipe que forment le médecin, le pédagogue spécialisé, l'assistant social, l'orienteur-placeur, est la condition qui permet de les intégrer de la façon la plus satisfaisante possible. Nous nous référons à la page 103 du rapport des experts pour souligner que l'intégration

prise dans son ensemble — dont l'intégration professionnelle ne représente qu'une phase — est la tâche principale des services spécialisés dans l'aide aux invalides. La *coordination* des organisations spécialisées dans l'aide aux invalides ne peut de ce fait revenir uniquement aux offices régionaux, sauf lorsqu'il s'agit de placement. Ce n'est pas pendant la phase d'intégration professionnelle (orientation, formation et placement) que les offices régionaux s'occuperont de coordonner le travail du médecin, du pédagogue spécialisé, du travailleur social (cf p. 150).

Les offices régionaux occupés à plein temps pour mener à chef leurs propres tâches, soit l'orientation et le placement, ne sont pas compétents pour tout ce que l'intégration globale contient en plus, soit le travail social, les questions médicales et pédagogiques. Cette constatation est valable, même si les offices de travail et les bureaux d'orientation professionnelle développent encore mieux que par le passé l'aide qu'ils apportent aux invalides, ce que nous, qui nous basons sur des expériences concrètes, souhaiterions vivement.

En conséquence, l'Association suisse Pro Infirmis *propose* qu'on prenne en considération les services qui ont fait leurs preuves, soit les services spécialisés dans l'aide aux invalides, *pour constituer le dossier d'ordre technique sur les mesures qui ne concernent pas l'intégration professionnelle* (cf 81) — soit par exemple l'instruction spécialisée, l'appareillage des enfants et des rentiers, les traitements des infirmités de naissance (cf 81). A l'instar du médecin qui rassemble les rapports médicaux de ses confrères spécialistes, l'assistant de la commission cantonale AI devrait, au besoin, pouvoir demander aux travailleurs sociaux spécialisés de donner également leurs avis. Nous réalisons qu'il n'y aura plus alors, comme maintenant, liberté absolue de consulter ou non nos services sociaux, mais nous pensons que malgré tout, le caractère de l'œuvre privée n'en souffrira pas.

Puisque les commissions AI devront prendre des décisions sur l'*intégration médicale* (20/30) et sur le *degré de l'incapacité de gain* (56), toutes choses qui sont difficiles à déterminer, nous nous demandons s'il ne faudrait pas, avant l'entrée en vigueur de l'AI, examiner un certain nombre de cas pratiques dont s'occupent actuellement les services sociaux et les offices régionaux en se posant la question suivante: « comment l'AI trancherait-elle dans ce cas? »

Sur le plan général, l'AI aura à formuler certaines exigences en ce qui concerne les *établissements* qui favorisent l'intégration; elle devra également se prononcer sur l'urgence à attribuer des subsides pour les frais de construction et d'installation. Pro Infirmis par conséquent compte, étant donné sa riche expérience et la vue d'ensemble que lui-confère sa position, qu'on la

considérera comme *organe consultatif* dans ces questions et quelle aura connaissance, avec les autres organisations de faite (cf annexe), des demandes de subventions qui seront présentées (49/50).

Pour terminer, nous transmettons ici le vœu des Séminaires de pédagogie curative, qui aimeraient qu'on délimitât comme suit leur activité (cf page 22 du rapport des experts):

« L'Association suisse des Séminaires de pédagogie curative a pour but de former le personnel enseignant et le personnel éducatif spécialisés ainsi que les autres spécialistes en psychologie et pédagogie curative pour les besoins des établissements et des services extra-hospitaliers qui viennent en aide aux jeunes, y compris les enfants et adolescents invalides. Elle vise également à perfectionner les pédagogues spécialisés, actuellement en fonctions, et procède à des recherches scientifiques dans le domaine général de la pédagogie curative. »

Nous attendons avec beaucoup d'intérêt *les pourparlers qui doivent avoir lieu entre l'Office fédéral et les organisations de faite* et qui permettront de délimiter les tâches respectives sous le régime de l'AI. Pro Infirmis suppose qu'elle sera appelée en temps utile à collaborer lors de cette importante délimitation des pouvoirs.

Dans l'attente d'une réalisation prochaine de l'AI, nous vous remercions, Monsieur le Directeur, ainsi que vos collaborateurs, du travail intense que vous accomplissez en vue de son institution et nous vous prions d'agréer l'assurance de notre haute considération.

Association Suisse Pro Infirmis

Le président : R. Briner, Dr en droit

La secrétaire générale : E. M. Meyer

*Annexe: Les tâches de Pro Infirmis
et des associations qui lui sont affiliées.*

Voce della Svizzera italiana

Associazione svizzera Pro Infirmis

Il 6 luglio scorso si è svolta a Zurigo la 37^a Assemblea dei Delegati dell'Associazione svizzera Pro Infirmis presieduta dall'exconsigliere di Stato dott. R. Briner. Al mattino sono stati trattati gli argomenti inseriti nell'ordine del giorno: 1. Verbale della 36^a Assemblea dei Delegati 9 giugno 1956; 2. rela-

zione annuale 1956; 3. bilancio annuale 1956; 4. nomina del Comitato centrale e dei revisori; 5. sovvenzione federale 1957, domande dirette alle autorità federali; 6. vendita delle cartoline 1957 (resoconto provvisorio); 7. varie.

I nuovi eletti nel Comitato centrale sono: direttore A. Breitenmoser (Johanneum, Neu-St. Johann, SG), dott. J. Faessler (Franziskusheim e Raphaelsheim, Oberwil, Zug), direttore W. Grimmer (Istituto svizzero per epilettici, Zurigo), Signora M. Hess-Bolli (Engelberg, Obw.), professoressa M. Oertli (già vicedirettrice della Töchterhandelsschule, Zurigo), ex-consigliere federale dott. R. Rubattel (presidente della Pro Infirmis, Waadt, Pully, Vd.), J. von Burg (segretario del Sindacato cristiano-nazionale, Berna).

Alla seduta del mattino hanno fatto seguito un pranzo collettivo al Zunftshaus zur Schmiden e nel pomeriggio una riunione pubblica in occasione della quale sono state tenute le seguenti quattro relazioni: «*L'invalido e l'atteggiamento nei suoi confronti delle persone sane*» del dott. H. O. Pfister di Zurigo; «*Organizzazioni di proprio aiuto — Comunità di compagni di sventura*» della signorina Gertrud Saxer di Berna; «*Come venire in aiuto ai genitori di bambini minorati*» della signora Maria Egg-Benes di Zurigo; «*Le reazioni psicologiche dei familiari di fronte ai bimbi infermi e anormali*» del dott. A. Repond di Monthey.

Il dott. Pfister, dopo aver ricordato che è un dovere di solidarietà umana fare tutto quanto è possibile per proteggere i malati, gli infermi e i vecchi, accenna agli sforzi che si sono compiuti negli ultimi decenni per sollevare, grazie all'opera dell'iniziativa privata, la miseria materiale degli infermi, per guadagnare gli uomini politici all'idea di introdurre le assicurazioni per gli invalidi; soprattutto importante egli dice, è l'evoluzione che si è verificata nel campo medico-psicologico. L'oratore mette quindi in rilievo il fatto che il grande pubblico, a differenza di coloro che si occupano direttamente di infermi e che sanno come regolarsi con loro, manca in genere delle necessarie nozioni, non comprende che le facoltà di adattamento dei minorati sono ristrette, assume atteggiamenti di riserva nei loro confronti. Così è stato limitato il numero di posti nelle amministrazioni pubbliche, sono stati esclusi dalle assicurazioni, si arriva ad abusare di essi. Non è raro che i vecchi che soffrono di malattie croniche o d'infermità vengono considerati dei pesi soverchi. Il guaio è, a tal riguardo, che se mancano i letti, ancora più difetta il personale curante. Dr. Pfister propone perciò istituire un servizio obbligatorio per giovani destinate ad aiutare nella cura dei malati cronici.

La signorina Saxer sostiene da parte sua l'importanza che riveste per i minorati nei rapporti col mondo circostante lo stringersi tra loro in associazioni. Riunioni e manifestazioni danno all'infermo la gioia di uscire dal suo

isolamento e gli permettono di costatare che anche lui può farsi degli amici, organizzare il tempo libero nella maniera meglio rispondente alla sua natura, assumersi delle responsabilità. Corsi, vacanze, viaggi, incontri, quando si svolgono nella giusta atmosfera, portano gli infermi ad accostarsi alla vita delle persone normali; far parte di una associazione li mette in certo modo sullo stesso piano degli altri esseri umani.

La signora *Egg-Benes* inizia la sua relazione affermando che tutte le teorie del mondo non potranno mai sostituire l'esperienza acquistata a contatto diretto con la sofferenza. Solo chi ha conosciuto lo stato d'animo delle famiglie che hanno un bimbo minorato potrà consigliare utilmente dei genitori profondamente amareggiati dalla nascita di un figlio infermo. Essi hanno bisogno d'essere assistiti spiritualmente in modo da poter superare la loro disperazione e ritrovare quella serenità che è condizione indispensabile perché il bimbo riceva le cure migliori. Bisogna inoltre aiutarli a far rientrare la loro particolare preoccupazione nell'ambito di quella comune determinata dalla sorte di tutti i bambini minorati. A questo fine appunto, per facilitare lo sviluppo di un simile modo di sentire e pensare, la Scuola dei genitori di Zurigo ha fondato un circolo per i genitori di bimbi infermi.

Il dott. *Repond* infine ha esposto una serie di constatazioni di particolare interesse dal punto di vista psichiatrico, frutto di un'inchiesta sostenuta fra persone specializzate nell'assistenza agli infermi e agli anormali. Qualunque sia la forma della loro infermità o anomalia, e perfino nel caso di deformazioni ripugnanti, i bambini che ne sono affetti, sono amati dai genitori non meno degli altri, qualche volta anche di un amore eccessivo. In genere i genitori e soprattutto le mamme provano un forte senso di colpevolezza nei riguardi, oltre che del coniuge, del proprio bimbo, ciò che può a sua volta avere come conseguenza un atteggiamento irrazionale nei riguardi delle misure che si dovrebbero prendere nel suo interesse. L'affetto tuttavia che viene dimostrato al bambino in età più avanzata non sembra più corrispondere ai suoi bisogni né facilitare l'adattamento alla sua particolare condizione. Se l'infermo è intellettualmente normale, si rende conto che tale affetto è spesso colorito di un senso di pietà che lo avvilisce e accompagnato da una sottovalutazione delle sue effettive capacità e possibilità. Si accorge anche che i genitori compassionano se stessi non meno di lui. In casi invece di deficienza mentale l'amore dei genitori, specialmente della madre, si fa «cattivo», il bimbo viene così danneggiato nello sviluppo delle sue capacità già limitate. All'opposto si deve constatare che un'insufficiente simbiosi «madre-bimbo» e più tardi «famiglia-bimbo» porta spesso e forse regolarmente a disordini specifici del carattere nei deficienti. Poiché lo scopo dell'assistenza medico-

sociale agli infermi è di cercare di assorbirli secondo le loro possibilità fisiche e spirituali nella vita normale, si deve tenere presente che tali possibilità — appunto sono sempre condizionate dalle qualità affettive e del carattere non meno che dall'intelligenza. Orbene, vita affettiva e carattere dipendono strettamente dal primo legame madre-bimbo, come pure dagli iniziali rapporti familiari; perfino in casi di grave deficienza mentale l'affettività e il carattere possono essere sviluppati e formati, in quanto le capacità affettive non procedono parallele a quelle dell'intelletto. Le famiglie nell'educare bambini infermi compiono sovente e senza rendersi conto grandi errori che possono avere gravi conseguenze e non più riparabili. In vari paesi già si tengono speciali corsi per le mamme di bimbi colpiti da poliomielite e paralisi cerebrale: sarebbe sommamente auspicabile che questa iniziativa venisse adottata per tutti i gruppi di minorati e soprattutto, che i corsi non si limitassero ad impartire insegnamenti sulla cura fisica dei bambini, ma trattassero anche problemi di psicologia, di igiene mentale e della prima educazione dei vari tipi di infermi in seno alla propria famiglia.

Dr. F. Merlo, Frohalpstr. 89, Zürich

Mitteilungen aus Fachgebieten

Communications concernant les différentes catégories d'infirmité

Logopédie

Le Home logopédique de Gilly, «Les Hirondelles», envisage sérieusement de s'établir définitivement à Lausanne où le home s'est transporté provisoirement à fin 1956. Dans le rapport annuel du home, la directrice exprime ses vœux : « Pour parer à diverses lacunes, nous songeons à un centre, comprenant un internat pour les cas graves ou qui viennent de loin, et un externat pour les enfants de la ville et de sa proche banlieue. Nous y pourrions doser utilement les traitements intensifs en internat et les traitements ambulatoires, résolvant ainsi heureusement le problème de la réadaptation des enfants en milieu familial et scolaire.

Le centre connaîtrait un mouvement plus important d'enfants: ceci impliquerait une augmentation des ressources financières et permettrait d'accorder à un personnel dont les tâches seraient mieux différenciées, un horaire de travail moins chargé.

Il serait possible, pour la même raison, d'organiser plus tard des cours de formation de logopédistes, dont le besoin est si aigu. »

Enfants difficiles

Le prochain Congrès du Groupe Romand en faveur des enfants difficiles aura lieu les 15 et 16 octobre 1957, à Neuchâtel. Le Comité du Groupe Romand a choisi comme thème des travaux : « Les méthodes pédagogiques de l'internat. » Ce problème sera présenté et étudié sous trois aspects fondamentaux : « L'école », « La vie du groupe », et « Les loisirs ».

Invalidité

« Quoiqu'on puisse en penser, la rééducation motrice des enfants infirmes moteurs cérébraux, surtout des petits enfants, n'est en général pas très compliquée. A condition que les parents reçoivent des instructions détaillées et que leur travail soit contrôlé régulièrement par des médecins et des thérapeutes qualifiés. Cette rééducation peut se faire dans le milieu familial, ce qui est d'autant plus utile que le traitement sera toujours de longue durée et devra être poursuivi sans interruption pendant des années. » (*Revue Médicale de la Suisse Romande*, juin 1957.)

Am 7. Weltkongress der International Society for the Welfare of Cripples, 22. bis 26. Juli in London, nahm eine stattliche Delegation von 16 Schweizern teil, wobei Dr. med. E. Burckhardt, Basel, und Fr. G. Saxer, Bern, die Schweiz offiziell vertraten.

Schweizer Nachrichten / Quelques informations suisses

Créé en 1954, le Centre de formation d'éducateurs spécialisés a accueilli 31 élèves répartis en 4 volées. On compte 15 hommes et 16 femmes, 2 étrangers et 29 Suisses, dont 16 Vaudois, 5 Genevois, 4 Neuchâtelois, 2 Bernois, 1 Valaisan, 1 Bâloise. Actuellement 9 éducateurs et éducatrices sont en fonction dans des établissements romands : 7 dans le Canton de Vaud, 1 dans le Canton de Neuchâtel et 1 dans le Canton de Genève. La 3ème volée, actuellement en stages, compte 8 élèves; la 4ème, en période d'études, 11.— 8 élèves sortiront donc en avril 1958, Offres d'emploi à adresser au Bureau de placement du Groupe Romand en faveur des enfants difficiles, Trabandan, 26, à Lausanne. (*Bulletin du Groupe Romand*, juillet 1957.)

L'Association romande des éducateurs de jeunes inadaptés (A.R.E.J.I.) s'est constituée à Lausanne, le 28 juin 1957. Elle se propose avant tout d'unir et d'aider, sur le plan professionnel, en dehors de toutes préoccupations politiques et confessionnelles, tous les éducateurs de jeunes inadaptés, de contribuer à l'organisation de leur profession, de développer et de faire connaître les méthodes d'éducation respectueuses de la personnalité des jeunes, etc., etc. Le président est M. Rémy Schleppey, directeur du Home d'enfants de la Chaux-de-Fonds, le vice-président, M. Edmond Amblet, directeur de la Maison des Charmilles, Genève, le secrétaire-caissier, M. Claude Pahud, directeur du Centre de formation d'éducateurs, à Lausanne.

Au cours de longues années, Françoise Minkowsky est arrivée à établir deux arbres généalogiques complets concernant deux familles de cultivateurs suisses et remontant ainsi jusqu'au milieu du XVIII^e siècle, l'ancêtre de l'une de ces deux familles ayant été un aliéné, l'ancêtre de l'autre, un épileptique. Dans la perspective d'arbres généalogiques complets, le tableau de l'hérédité se présente d'une façon différente, à savoir qu'on y découvre des ressources naturelles qui tendent d'elles-mêmes à éliminer progressivement la maladie, de sorte qu'en fin de compte, il n'y a plus de malades du tout dans la septième génération. La régénérescence intervient à côté de la dégénérescence, et bien qu'il ne s'agisse en fin de compte que de deux arbres généalogiques qui ne permettent pas d'établir une règle, les données recueillies ouvrent incontestablement une perspective. (*Les Cahiers de l'Enfance inadaptée*, oct. 1956.)

Nachrichten aus dem Ausland / Nouvelles de l'étranger

L'Union nationale des associations régionales pour la sauvegarde de l'enfance et de l'adolescence tiendra son IXème congrès du 19 au 23 octobre prochain à Strasbourg, autour de thème: « L'observation des jeunes inadaptés. »

La formule d'organisation des travaux adoptée par l'U.N.A.R. doit faciliter une confrontation très large de toutes les conceptions actuelles réalisées en matière d'observation. Cette confrontation permettra de dégager à partir de l'expérience, quelques conduites types, les méthodes d'observation les plus efficaces et les plus objectives, des données sur les moments et les lieux particulièrement opportuns pour la pratique, des preuves sur sa valeur. Elle permettra également de définir ce qu'attendent des synthèses d'observation, les techniciens qui ont pour tâche de mener à bien la rééducation des jeunes inadaptés.

Le programme détaillé et tous renseignements sur le congrès peuvent être demandés à l'U.N.A.R., 28, place St-George, Paris 9^e.

In München ist für Schwimmer und Saunabadende, die unterschenkelamputiert sind, eine *Badeprothese* konstruiert worden. Sie besteht aus gegen Wasser unempfindlichen Werkstoffen, Kunststoffen und hat ein Gewicht von 1½ kg. Hersteller ist Alois Fuchsberger, München 13, Hohenzollernstr. 33. (*Wille und Weg*, Monatsschrift für Kriegsbeschädigte, Kriegshinterbliebene und Sozialrentner, Nr. 7, 1957.)

Oberschenkelprothesen mit physiologischem Kniegelenk, ohne Träger (Schweiz. Patent)

In tadelloser Ausführung liefert

E. Rüttschi, Zürich 1

Orthopädische Werkstätte und Sanitätsgeschäft

Renaweg 8 . Telephon 23 29 48

Verlangen Sie Prospekt

ZUM SAUBERMACHEN
Henkel-Sachen

Henkel & Cie. A.G., Pratteln/Bf.

**A.Z.
Stäfa**



Lebensfreude

Ihrem Kinde wollen Sie sicher das kostbarste Gut mit auf den Lebensweg geben: eine gute Gesundheit! Vergessen Sie dabei nicht, dass Sie den Grundstein hierzu durch die Ernährung in den ersten Lebensmonaten legen können. Geben Sie daher Ihrem Kinde eine eigens für die Kleinsten hergestellte und ihre Wirkungen nie verfehlende Milch:

Guigoz-Milch

GREYERZER MILCH IN PULVERFORM

Vereinbarung betreffend Alters- und Hinterlassenenfürsorge

Der Regierungsrat des Kantons Bern,

einseits,

Der Verein "Für das Alter" im Kanton Bern,

Die Schweizerische Stiftung "Für das Alter", und

Die Schweizerische Stiftung "Für die Jugend",

im Folgenden als "die Stiftungen" bezeichnet,

anderseits,

in der Absicht,

gemäss Art. 2, Abs. 2 des bernischen Gesetzes vom 9. Dezember 1956 über die Alters- und Hinterlassenenfürsorge die Zusammenarbeit zwischen den bernischen Gemeinden und den Stiftungsorganen auf diesem gemeinsamen Tätigkeitsgebiet zu ordnen,

vereinbaren:

Art. 1.

Die Gemeindeorgane melden den Stiftungen sämtliche Personen, denen sie gemäss dem Gesetz vom 9. Dezember 1956 Fürsorgeleistungen gewähren. Sie melden Ihnen auch die Einstellung der Fürsorgeleistungen und den Grund der Einstellung.

Personen, welche Leistungen der Altersfürsorge beziehen und alleinstehende Witwen unter 63 Jahren sind der örtlich zuständigen Bezirkssektion des kantonalen Vereins Für das Alter bzw. dem Comité du Jura-Nord zu melden, Witwen mit minderjährigen Kindern und Waisen dem Bezirkssekretariat Bern der Stiftung Für die Jugend.

Der kantonale Verein Für das Alter, das Comité du Jura-Nord und die Schweizerische Stiftung Für die Jugend teilen der Direktion des Fürsorgewesens des Kantons Bern zu Handen der Gemeinden jede Aenderung ihrer örtlichen Organisation und die jeweilige Adresse des Funktionärs mit, mit welchem die Gemeinden zu verkehren haben.

Art. 2.

Die Bezirkssektionen des Vereins Für das Alter, das Comité du Jura-Nord und das Bezirkssekretariat Bern der Stiftung Pro Juventute melden ihrerseits der Gemeindestelle für Alters- und Hinterlassenenfürsorge der bernischen Wohngemeinde sämtliche Personen, denen sie regelmässige Leistungen der Alters- oder Hinterlassenenfürsorge gewähren. Sie melden ihr auch die Einstellung der Fürsorgeleistungen und deren Grund.

Art. 3.

Es steht den Stiftungen frei, einer Person, welche die Voraussetzungen für den Bezug von Fürsorgeleistungen gemäss dem Gesetz vom 9. Dezember 1956 erfüllt, und welche sich an die Stiftung wendet, anstelle oder neben der Gemeinde Fürsorgeleistungen zu gewähren, oder die Person der Gemeinde zuzuweisen.

Art. 4.

Die Gemeindeorgane dürfen rechtschaffenen Personen, welche die Voraussetzungen für den Bezug von Fürsorgeleistungen gemäss dem Gesetz vom 9. Dezember 1956 nicht erfüllen, empfehlen, sich an die zuständige Stiftung zu wenden.

Sie dürfen in folgenden Fällen Personen, welche die Voraussetzungen für den Bezug von Fürsorgeleistungen gemäss dem Gesetz vom 9. Dezember 1956 erfüllen, der zuständigen Bezirkssektion des Vereins Für das Alter, dem Comité du Jura-Nord oder dem zuständigen Bezirkssekretariat der Stiftung Für die Jugend zuzuweisen, nachdem sie die Zustimmung des zuständigen Stiftungsfunktionärs eingeholt haben:

- a) zur Gewährung von Fürsorgeleistungen der Stiftung anstelle von solchen der Gemeinde, wenn der Gesuchsteller keiner regelmässigen Leistungen bedarf, sondern mit gelegentlichen oder mit einer einmaligen Leistung auskommt, deren Gewährung die zuständige Stiftung zugesichert hat;
- b) zur Gewährung zusätzlicher Fürsorgeleistungen der Stiftung neben denjenigen der Gemeinde, wenn der Gesuchsteller mit den zulässigen gesetzlichen Leistungen und den reglementarischen Zuschüssen der Gemeinde-Altersbeihilfe oder der Notstandsfürsorge (wo diese Fürsorgeeinrichtungen bestehen) oder mit freiwilligen Zuschüssen der Gemeinde nicht auskommt und das zuständige Stiftungsorgan die Gewährung des nötigen Zuschusses zugesichert hat.

Die Stiftungsorgane gewähren in diesen Fällen die Fürsorgeleistungen oder Zuschüsse nach Massgabe ihrer internen Vorschriften oder Beschlüsse und ihrer verfügbaren Mittel; sie stellen gegebenenfalls beim Bundesamt für Sozialversicherung Gesuche um Beiträge aus dem Spezialfonds "Vermächtnis A. Isler sel."

Art. 5.

Die Vereinbarung tritt am 1. Januar 1957 in Kraft und ersetzt auf diesen Zeitpunkt die frühern Vereinbarungen zwischen dem Kanton und den Stiftungen betreffend Arbeitsteilung und Zusammenarbeit in der Alters- und Hinterlassenenfürsorge.

So beschlossen in deutscher und französischer Fassung in
Bern, Pruntrut und Zürich, den 11. Dezember 1956.

Namens des Regierungsrates des Kantons Bern

Der Präsident:

sig. Bauder

Der Staatschreiber:

sig. Schneider

Namens des Vereins "Für das Alter" im Kanton Bern

Der Präsident des Kantonalvorstandes:

sig. Ulrich Müller Pfr.

Der Sekretär:

sig. Cygi

Namens der Schweizerischen Stiftung "Für das Alter"

Für das Kantonal Komitee Nordjura

Der Präsident: Der Sekretär:

sig. Mathez sig. J. Miserez

Für das Direktionskomitee

Der Präsident: Der Sekretär:

sig. Saxer sig. J. Roth

Namens der Schweizerischen Stiftung "Pro Juventute"

Der Zentralsekretär:

sig. O. Binder